

ACADÉMIE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES  
INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

REVUE  
DES ÉTUDES  
SUD-EST  
EUROPÉENNES

Tome XXVII—1989 N°3 (Juillet—Septembre)

*Le 23 Août — événement et continuité  
Révoltes, révolutions et leurs échos  
Discussions*

EDITURA ACADEMIEI  
REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA

## COMITÉ DE RÉDACTION

ALEXANDRU DUȚU — *rédacteur responsable*;  
*Membres du comité*: AL. ELIAN, VALENTIN  
AL. GEORGESCU, GHEORGHE I. IONIȚĂ,  
COSTIN MURGESCU, D. M. PIPPIDI,  
MIHAI POP, AL. ROSETTI, ELENA SCĂR-  
LĂTOIU, EUGEN STĂNESCU

*Secrétaire du comité*: LIDIA SIMION

La REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES paraît 4 fois par an. Toute commande de l'étranger (fascicules ou abonnement) sera adressée à « Rompresfilatelia », Departamentul Export-Import Presă, P.O. Box 12—201, télex 10376, profil r, Calea Griviței nr. 64—66, 78104 Bucușești Românie ou à ses représentants à l'étranger.

La correspondance, les manuscrits et les publications (livres, revues etc.) envoyés pour comptes rendus seront adressés à la

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES  
Căsuța poștală 22.159, 71100 Bucușești

Les articles seront remis dactylographiés en deux exemplaires. Les collaborateurs sont priés de ne pas dépasser les limites de 15—20 pages dactylographiées pour les articles et 5—6 pages pour les comptes rendus.

EDITURA ACADEMIEI REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA  
Calea Victoriei n° 125, téléphones 50 76 80, 79717, Bucușești—Românie

# REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

TOME XXVII

1989

N° 3 Juillet—Septembre

---

## SOMMAIRE

### *Le 23 Août 1944—événement et continuité*

- VALENTIN IIPATTI, Contributions roumaines à la coopération balkanique multilatérale (1930—1988). . . . . 197
- CONSTANTIN IORDAN, Les révolutions dans le Sud-Est européen (août—décembre 1944) : repères comparatifs . . . . . 215

### *Révoltes, révolutions et leurs échos*

- EUGEN GLÜCK, The Great Popular Uprising of 1735 and Its South-East European Background . . . . . 225
- ZAMFIRA MIHAIL, Les « feuilles volantes » en langue roumaine à l'époque des guerres antinapoléoniennes . . . . . 235
- FLORIAN DUDAŞ, Nouvelles roumaines sur les guerres napoléoniennes . . . . . 247

### *Discussions*

- DANIEL BARBU, Monde byzantin ou monde orthodoxe? . . . . . 256
- NORMAN SIMMS (Hamilton), The Civilizing Process . . . . . 273

### *Chronique*

- ALEXANDRU ZUB, Un débat international sur l'historiographie du temps . . . . . 281

### *Comptes rendus*

- B. P. HASDEU, Studii de lingvistică si filologie (*Cătălina Vătăşescu*); Lexikon des Mittelalters 4/1 — 4 (*Octavian Iliescu*); JANKO RADOVANOVIĆ Иконографска истраживања а Српског сликарства XIII и XIV века (*Daniel Barbu*); Unité et diversité de l'Empire des Habsbourg (*Emanuela Popescu-Mihuş*); RUDOLF VIERHAUS, Deutschland im 18. Jahrhundert (*Alexandru Duşu*) . . . . . 283

## CONTRIBUTIONS ROUMAINES À LA COOPÉRATION BALKANIQUE MULTILATÉRALE (1930—1988)

VALENTIN LIPATCI

La coopération balkanique multilatérale, dans son acception et sa pratique actuelles, n'a pu prendre corps et se développer que comme une entreprise politique et diplomatique entre Etats souverains, indépendants et égaux en droit. Une telle situation a pu définir les rapports inter-balkaniques après la fin de la Puissance ottomane, ce qui a permis à la Turquie de Kémal Atatürk de devenir, à partir de 1923, un partenaire des autres Etats balkaniques. A la très longue hégémonie des Sultans sur la Péninsule balkanique et aux luttes de libération nationale des peuples balkaniques subjugués par l'Empire ottoman ont donc pu succéder des rapports régis par le respect des principes fondamentaux du droit international. Dans ces nouvelles conditions politiques, un dialogue multilatéral, rendu légitime par le développement progressif des rapports bilatéraux entre les six pays balkaniques, a commencé à s'affirmer comme une nécessité objective pour cette région du continent européen, qui englobe un territoire de 1.544.402 km<sup>2</sup> et plus de 116 millions d'habitants<sup>1</sup> et, ce qui plus est, est marquée par de fortes traditions communes de civilisation, aussi bien que par des aspirations et des intérêts communs.

Des Carpates à la Mer Egée, de l'Adriatique aux rives du Bosphore, l'espace balkanique témoigne en effet d'un passé extraordinaire, comme il en a peu existé en Europe : civilisations des populations aborigènes, influences décisives des grandes migrations, présence hégémonique des grands empires, prise de conscience de l'identité nationale de chaque peuple balkanique et, par-dessus tout, des affinités, des influences mutuelles, une certaine communion spirituelle engendrée par le même destin. Les Balkans deviennent de bonne heure, on s'en doute, un espace convoité pour sa position stratégique entre l'Asie, l'Afrique et l'Europe, pour la richesse de ses terres et le savoir-faire de ses gens, pour la beauté des paysages et le charme étrange des légendes. La furie des conquérants et les exactions les plus brutales y sévissent pendant de longs siècles. Mais les gens de ces lieux sont un mélange fascinant de fermeté et de patience, d'imprévisible et de prudence, d'âpreté et de douceur ; leur capacité d'endurer et de durer est une vertu, peut-être la plus insigne dont la nature les ait pourvus ; et contre une telle vertu, la puissance

<sup>1</sup> Selon des données statistiques de 1985.

des empires les plus redoutables s'avère être finalement impuissante. Les Balkans sont, dans le même temps, un creuset où est assimilé et décanté l'héritage, si riche dans sa diversité, des mondes révolus et deviennent ainsi une plaque tournante dans l'histoire matérielle et spirituelle de l'Europe. « Héritières du monde grec, de Rome et de Byzance — faisait jadis remarquer Tudor Vianu — étape importante dans la circulation des valeurs culturelles entre l'Europe et l'Asie, les civilisations balkaniques ont une vocation spéciale pour faciliter la compréhension mutuelle entre l'Est et l'Ouest »<sup>2</sup>. Considérées dès lors dans leur évolution historique, l'unité et la diversité du phénomène balkanique postule — au-delà des rivalités territoriales, des discordances ethniques, des tensions et conflits entretenus notamment par les puissances étrangères — le sentiment d'appartenir à un monde où le comportement humain, les mœurs, les traditions et les croyances sont ressentis comme autant d'éléments d'un même fonds ancestral. L'identité culturelle des peuples balkaniques nous apparaît donc comme une convergence, intellectuelle et affective, qui se fonde sur un passé ressemblant, un présent vécu en commun et la possibilité d'un avenir solidaire.



Nous nous proposons de considérer ci-après les principales étapes de la concertation balkanique multilatérale de 1930 à 1988, et de relever dans ce contexte les contributions roumaines à une telle entreprise.

La première série de nos réflexions portera donc sur les projets de coopération multilatérale qui ont pu avoir lieu durant l'entre-deux-guerres.

Mais pour mieux saisir le contexte politique de cette époque, encore faut-il préciser, d'un mot, que le lendemain de la première guerre mondiale les Balkans étaient loin de représenter un monde idyllique et serein qui fût dépourvu de contradictions et de dangers. La question des minorités nationales, celle des litiges territoriaux, aussi bien que le statut des Détroits constituaient de toute évidence les principaux obstacles auxquels les pays balkaniques ne cessaient d'être confrontés. Aux yeux d'un Occident soucieux de ne pas perdre son contrôle de la zone, les Balkans étaient devenus « le baril de poudre de l'Europe ». « Les grandes puissances — notait un observateur du phénomène balkanique — continuaient de considérer les Balkans comme un foyer de discorde à même de menacer leur propre sécurité. Elles oubliaient d'ajouter que si l'incendie allumé jadis dans cette partie de l'Europe avait embrasé le continent entier, cela n'aurait été possible que par ce que certaines d'entre elles avaient fait des Balkans le théâtre de leurs propres rivalités »<sup>3</sup>. Dix ans après la fin de la première guerre mondiale, lorsque l'euphorie des « années folles » avait sombré dans la crise économique de 1929, la question politique majeure qui divisait les États européens c'était tout simplement le respect des traités de paix du « système de Versailles » ou bien leur révision. Pour le *statu quo* territorial de l'après-guerre mili-

<sup>2</sup> *Actes du Colloque international de civilisations balkaniques*, Commission nationale roumaine pour l'Unesco, Bucarest, 1962, p. 13.

<sup>3</sup> Al. Mousset, *La Petite Entente, la Société des Nations et les Balkans*, Paris, 1925, p. 123

taient les puissances sorties victorieuses en 1918 et tous les petits pays qui, sur la ruine des empires multinationaux, avaient recouvré leur unité et leur indépendance. Pour une politique revancharde et révisionniste s'employaient, par contre, les puissances qui avaient perdu la guerre et, du même coup, des territoires et des populations dominés par la force des siècles durant.

C'était l'époque où une personnalité comme celle de Nicolae Titulescu plaidait, avec une compétence et une fougue qui n'ont jamais été égalées à l'époque, pour le respect des traités et le renforcement de la sécurité collective. Sa conception quant à l'organisation de la société internationale, parfois d'une surprenante actualité, reflétait peut-être le mieux l'esprit novateur censé d'inspirer l'action de la Société des Nations. Titulescu a en effet consacré le plus clair de ses efforts pour faire du droit international un droit de la paix, pour mettre la guerre hors-la-loi et inculquer dès lors une nouvelle mentalité pacifique dans la conscience des nations. Dans un monde de paix et de stabilité ainsi conçu, le grand diplomate roumain accordait tout naturellement un rôle prépondérant au strict respect des principes du droit international, sans lesquels il n'était guère possible d'assurer la paix, la justice et la prospérité des nations. Marquant sa profonde inquiétude à l'égard de la politique des pays qui voulaient la révision des traités et poussaient dès lors à une nouvelle conflagration, Titulescu n'a cessé de militer à la Société des Nations pour faire remplacer le droit de la force par la force du droit. Aussi le Pacte Briand-Kellogg (1928), ainsi que l'initiative de l'Union Soviétique concernant la définition de l'agresseur ont-ils trouvé en lui un partisan indéfectible. Une telle approche devait aboutir dans son esprit à la constitution d'un système de sécurité collective en Europe, déjà préfiguré par le Pacte de la Société des Nations et les traités bilatéraux de l'époque et appelé de toute évidence à se fonder sur la sécurité de l'Europe occidentale et de l'Europe orientale, conçues comme un tout. La conclusion d'accords régionaux de sécurité, tels que la Petite Entente et l'Entente Balkanique — qui ont été principalement l'œuvre de Titulescu — répondait à la réalisation de tels objectifs.

C'est donc dans ce contexte assez fragile et propre à être remis en cause que la volonté politique des Etats balkaniques de normaliser et de développer leur relations se manifeste toutefois dans les années '20 par la mise en place d'un ensemble de documents bilatéraux de caractère politique et économique. L'exemple le plus saillant à cet égard nous est fourni par la conclusion, en 1921—1922, des traités bilatéraux défensifs entre la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Cette alliance se dota d'une structure multilatérale par le Pacte d'organisation de la Petite Entente, conclu en février 1933 et dicté notamment par le danger que l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne représentait pour les trois pays concernés, dont deux étaient des pays balkaniques. La Petite Entente se proposait, pour l'essentiel, de garantir mutuellement et de défendre l'intégrité territoriale de ses Etats membres, ce qui impliquait évidemment le respect des traités et le rejet de tout révisionnisme. En second lieu, quoique appuyés par la France qui voulait s'assurer son leadership dans la région, les Etats membres de la Petite Entente éprou-

vaient aussi la nécessité de promouvoir, par leur action conjuguée, une politique de relative indépendance vis-à-vis des grandes puissances. Rappelons également qu'en 1925, jalouse du rôle que le Francé entendait s'arroger dans les Balkans, la Grande-Bretagne lança à la Société des Nations l'idée d'un *Locarno* balkanique dont elle aurait été le principal garant quant à l'intégrité territoriale et à la sécurité des pays de la région. L'idée du pacte balkanique fit l'objet de nombreuses consultations, mais ne put aboutir à quelque résultat que ce fût, compte tenu de la grande divergence des positions (la Grèce était favorable au projet britannique, l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie y étaient opposées, alors que la Roumanie se tenait dans l'expectative). La France finit par adopter une position plus flexible et appuyer l'idée du pacte proposé par les Britanniques, mais le projet fit long feu.

Cependant l'idée d'un pacte régional était lancée et n'allait pas tarder à mûrir dans la conscience politique des Balkaniques.

*Les Conférences balkaniques* ont pu à cet égard creuser, de 1930 à 1933, les possibilités d'un tel projet et lancer par ailleurs les prémisses de la coopération multilatérale. Conçues comme des réunions nongouvernementales de représentants de l'opinion publique des pays balkaniques, ces Conférences se sont successivement tenues à Athènes (1930), à Istanbul (1931), à Bucarest (1932) et à Thessalonique (1933).

Les Conférences balkaniques ont sans doute marqué un moment significatif et productif de la concertation et de la coopération multilatérales dans les Balkans. Elles ont fait valoir tout d'abord que de vastes possibilités de coopération existaient dans les domaines politique, économique, scientifique et culturel et qu'une telle constatation ne devait pas demeurer un simple vœu pieux, mais déboucher au contraire sur l'action pratique. Aussi les Conférences balkaniques ont-elles stimulé la mise en place d'organismes et d'activités multilatérales qui ont conféré une dimension nouvelle à la collaboration multilatérale et créé de ce fait un climat de confiance et d'amitié entre les pays participants. En second lieu, bien que de caractère non-gouvernemental, les Conférences balkaniques ont souvent placé au cœur de leurs débats des questions politiques majeures : le respect et la mise en œuvre des traités de paix, la question des minorités nationales et celle du règlement pacifique des différends et surtout l'élaboration d'un pacte multilatéral de sécurité, à même de constituer le fondement d'une construction régionale pacifique. En troisième lieu, il convient de remarquer que du fait même d'avoir débattu de ces problèmes, les Conférences balkaniques ont permis une clarification des différentes positions exprimées par les participants, en aboutissant parfois à des formules de compromis susceptibles de faire baisser les tensions et d'accroître la confiance dans la région. Elles ont donc constitué un cadre utile où l'on a pu formuler des points de vue nouveaux et esquisser des solutions qu'on n'aurait pas pu seulement imaginer quelques années auparavant. Enfin, il convient également de relever que sur le plan des structures organisationnelles, les Conférences balkaniques sont allées beaucoup plus loin que ne le faisaient d'habitude de telles réunions nongouvernementales : les organes qu'elles ont constitués, leurs méthodes de travail, les documents élaborés à cette fin ont témoigné

d'une continuité organisée et bien structurée des efforts. Définies comme des réunions des représentants de l'opinion publique des Etats participants, les Conférences balkaniques ont le plus souvent agi avec la rigueur et l'exigence propres aux réunions d'experts gouvernementaux. En donnant le coup d'envoi à une coopération multilatérale dans les domaines les plus divers et en testant, sur le plan politique, les idées et la volonté politique des participants, les Conférences balkaniques ont dès lors constitué l'antichambre où se sont contournés, d'une manière assez précise, les options et l'esprit de la future Entente Balkanique.

La conclusion à Athènes, le 9 février 1934, du Pacte de l'Entente balkanique entre la Grèce, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie, a marqué, durant l'entre-deux-guerres, le point culminant du dialogue politique multilatéral dans les Balkans.

*L'Entente balkanique (1934—1940)* était en effet conçue comme une alliance défensive susceptible de garantir l'intégrité territoriale et la sécurité de ses Etats membres et de favoriser en même temps leur coopération et leur concertation dans de nombreux domaines. Nicolae Titulescu qui, comme pour la Petite Entente, en avait été le promoteur passionné, en résumait ainsi les objectifs : ... « Le traité d'Athènes est avant tout un geste commandé par l'instinct de conservation. Le traité d'Athènes est une œuvre de réalisme politique qui sert la paix bien plus que les pactes où le langage ouaté ou vague et la générosité se mêlent au point que l'on ne sait pas toujours si leurs dispositions vous donnent ou vous prennent quelque chose. Le traité d'Athènes est, enfin, une œuvre de justice, car il respecte scrupuleusement le droit des autres jusqu'au point d'inviter tous les intéressés à participer au régime que les signataires se sont créé à eux-mêmes. En effet, la maison que nous venons de construire est large et hospitalière... La sécurité, l'entente, l'association, l'intégration voilà les quatre colonnes du temple que nous avons édifié à la paix, en apposant nos signatures au traité d'Athènes... En signant le Pacte balkanique, nous nous sommes donc consacrés à une œuvre dédiée à la paix et aux intérêts primordiaux de nos nations »<sup>4</sup>.

Durant les six années de son existence, l'Entente balkanique a mis en place des organes politiques, économiques et militaires destinés à assurer la mise en œuvre de ses objectifs globaux. La concertation des ministres des affaires étrangères, périodiquement réunis dans le cadre du Conseil permanent de l'Entente balkanique, aussi bien que les activités du Conseil économique consultatif ont pu dynamiser le dialogue politique et développer les rapports économiques entre les Etats membres, à un moment où la crise économique, la dette extérieure, le commerce extérieur à court terme et le faible développement de leurs industries constituaient autant d'obstacles à une expansion équilibrée. Sous l'impulsion des organes directeurs de l'Entente balkanique, on a pu ainsi assister à une croissance significative des échanges économiques, à la mise en place de structures nouvelles de coopération dans les domaines du commerce, du tourisme, des postes et télécommunications, des lignes aériennes etc., sans oublier par ailleurs les activités culturelles, au sens large du terme, que

<sup>4</sup> *Titulescu notre contemporain*, Textes choisis, Les Editions Nagel, Paris, 1982, p. 119—

l'existence de l'Entente balkanique a favorisé, par exemple, dans les domaines de la presse, de la recherche médicale, des mathématiques, des sciences historiques, des publications et études conjointes etc. Dès lors, comme le faisait observer à juste titre Titulescu, l'Entente balkanique a été à la fois un point d'arrivée quant aux objectifs de sécurité régionale et un point de départ pour une coopération bilatérale et multilatérale aussi large que diverse.

La coopération militaire de l'Entente balkanique a eu cependant du mal à démarrer ; elle aurait dû réclamer des efforts plus longs et persévérants pour être véritablement efficace, ce qui n'a guère été possible au moment où la présence des puissances occidentales dans les Balkans étaient de plus en plus précaire et que la pression des puissances de l'Axe par contre s'y faisait toujours plus forte. Toujours est-il que, dans ces conditions politiques, économiques et militaires complexes, l'Entente balkanique a pu quand même résister durant six ans et, sur le plan de ses rapports extérieurs, elle a pu encourager toutes les démarches diplomatiques et les projets d'alliances bilatérales ou multilatérales appelés à consolider les réalités territoriales de l'après-guerre, garantir la sécurité des Etats petits et moyens et s'opposer à la politique révisionniste et revancharde des puissances qui-avaient perdu la guerre de 1914—1918.

L'Accord de Thessalonique (31 juillet 1938), destiné à régler les rapports de la Bulgarie avec les Etats membres du Pacte balkanique, a certainement marqué la dernière étape importante visant à consolider les objectifs primordiaux de l'Entente. Cet accord faisait état de l'attachement de la Bulgarie à l'égard d'une politique de paix dans la région et marquait sa volonté d'entretenir des rapports de bon voisinage, de confiance et de concertation avec les autres pays balkaniques, lesquels étaient, à leur tour, animés des mêmes sentiments envers la Bulgarie. Les Etats signataires de l'Accord de Thessalonique s'engageaient de ne pas recourir à la force dans leurs rapports mutuels, aux termes mêmes des accords de non-agression conclus par chacun d'entre eux. Négocié d'égal à égal dans un climat de cordialité et d'entente, l'Accord de Thessalonique coupait court au soi-disant caractère anti-bulgare du Pacte de 1934 et constituait de toute évidence une contribution significative pour ce qui est de la détente, de la confiance et des relations pacifiques de la Bulgarie avec ses partenaires balkaniques.

Cependant, les jours de l'Entente balkanique étaient comptés. Une fois que les Accords de Munich (septembre 1938) eussent pratiquement consacré la capitulation de la France et de la Grande-Bretagne devant la politique de diktat de Hitler, on en vit les signes avant-coureurs, à mesure que la présence politique, économique et militaire des démocraties occidentales dans les Balkans s'étiolait et que les puissances de l'Axe y pénétraient en force sur le plan économique et politique. Ceci ne tarda pas d'encourager les tendances centrifuges au sein de l'Entente et de disloquer sa cohésion. Le projet d'un bloc balkanique des neutres, promu par la diplomatie roumaine d'octobre 1939 à février 1940 et auquel auraient pu adhérer l'Italie, la Hongrie et la Bulgarie, échoua rapidement, et les Balkaniques durent se replier sur le Pacte de 1934 comme étant la seule certitude possible. Mais les plans de défense de l'Entente, longuement discutés et jamais mis en œuvre, furent balayés en mai 1940 par la *blitz-*

*krieg* de Hitler contre les Pays-Bas, la Belgique et la France. La capitulation de la France et l'entrée de l'Italie en guerre aux côtés de l'Allemagne rendaient caduque toute possibilité de défense et ouvraient dès lors les portes toutes grandes à la pénétration militaire des puissances de l'Axe dans les Balkans. L'Entente balkanique a pratiquement cessé d'exister au courant de l'été 1940, et avec elle s'en allait ce qui demeurait encore de l'ordre politique, juridique et moral de l'Europe de la Paix de Versailles.

Concluons, d'un mot, sur la portée et la signification du Pacte balkanique de 1934. De tous les projets d'alliance que l'entre-deux-guerres a vu proliférer en Europe, l'Entente balkanique a été, avec la Petite Entente, la seule qui ait existé et pu fonctionner même dans les conditions particulièrement précaires qui ont caractérisé l'échiquier politique européen de 1934 à 1940. Elle a été l'expression la plus claire de la volonté de ses Etats membres de maintenir le *statu quo* territorial de l'après-guerre, aux termes des traités de paix du « système de Versailles » et de barrer, dès lors, la voie à toute politique révisionniste et d'agression. Le ralliement de la Bulgarie à de tels objectifs, par l'Accord de Thessalonique, était de nature à renforcer la cohésion de l'Entente, à laquelle aurait pu se joindre également l'Albanie, si sa liberté d'action n'avait été surveillée d'aussi près par l'Italie de Mussolini. Au-delà de ces objectifs politiques, l'Entente a pu favoriser la prise de conscience des peuples balkaniques d'appartenir, par leur civilisation et leur passé communs, à un monde où la solidarité et la concertation devaient l'emporter sur la mésentente et les rivalités. L'Entente balkanique n'a manqué ni de volonté politique, ni de courage moral, ni d'initiatives économiques ou culturelles ; ce qui lui a fait défaut c'est sa capacité militaire. Et c'est là sans doute sa carence fondamentale, puisque, comme la Société des Nations elle-même, l'Entente n'a pu disposer des moyens nécessaires à mettre en œuvre les options qu'elle s'était proposé de réaliser. A une époque où le fascisme n'aurait pas existé, l'Entente balkanique aurait certainement eu des chances de durer et de trouver un *modus vivendi* dans la vie politique du continent, tout en assurant une assez grande liberté de mouvement à ses Etats membres. L'agression perpétrée par Hitler contre l'Europe a pourtant brisé le cadre normal des relations inter-étatiques fondées sur le respect des principes du droit international. Le système des garanties politiques et juridiques que le Pacte de la Société des Nations et les autres grands accords de l'époque avaient mis en place, ont fini par être vidés de substance avant de succomber. L'Entente balkanique a suivi le même cours irréversible. Toutefois, il n'est pas moins vrai de constater que, dans l'ensemble de tels efforts, paralysés peu à peu par la politique de Hitler, elle a représenté l'une des contributions les plus authentiques à l'édification d'un système de sécurité collective en Europe. Enfin, il convient de faire valoir le rôle éminent que la Roumanie a joué dans la création et le fonctionnement du Pacte balkanique de 1934, et cela grâce notamment à l'action diplomatique de Titulescu, appelé à maintenir la légalité internationale et à faire valoir la volonté de paix, d'équité et de coopération du peuple roumain.



Envisageons maintenant tant soit peu les contributions roumaines les plus importantes à la coopération balkaniques multilatérale, dans les conditions politiques de l'Europe d'après 1945.

Il est évident que pour la Roumanie d'aujourd'hui la coopération avec les autres pays balkaniques, tant sur le plan bilatéral que multilatéral, n'a cessé d'être une priorité constante de sa démarche de politique étrangère.

C'est donc dans ce contexte que s'est située *l'initiative roumaine de 1957*. Le 10 septembre 1957 le premier ministre roumain a en effet adressé à ses homologues d'Albanie, de Bulgarie, de Grèce, de Turquie et de Yougoslavie un Message proposant, pour l'essentiel, la convocation d'une conférence des chefs de gouvernements des pays balkaniques se proposant d'aborder des questions telles que la consolidation de la paix dans les Balkans, la non-agression et le règlement pacifiques des questions litigieuses, le développement des relations économiques et culturelles, ainsi que l'extension des contacts et des visites au niveau gouvernemental, aussi bien qu'à celui des représentants de l'opinion publique etc. Les Etats balkaniques auraient, en l'occurrence, la possibilité de convenir de s'abstenir de tout acte d'agression dans leurs relations mutuelles, ce qui serait de nature à garantir la sécurité de leurs frontières et créer un climat de confiance réciproque. Pour la mise en œuvre de tels objectifs, le gouvernement roumain proposait la conclusion d'un accord multilatéral, fondé sur l'égalité des droits des Etats participants, le strict respect de leur souveraineté nationale et la non-ingérence dans les affaires intérieures, dans l'esprit des buts et principes de la Charte des Nations Unies. Un tel accord multilatéral n'était pas censé d'aboutir à la création d'un groupement fermé et opposé à d'autres Etats, ni entraver par ailleurs les rapports d'amitié des Etats balkaniques avec les Etats qui ne seraient pas parties à un tel accord. Enfin, Bucarest se déclarait prêt à héberger la conférence des pays balkaniques.

Le 29 décembre 1957, dans un discours à la Grande Assemblée nationale, le premier ministre roumain lançait en outre *la thèse de la dénucléarisation des Balkans*, qui allait se retrouver par la suite, comme une composante essentielle, dans tous les documents et les prises de position de la Roumanie concernant la coopération balkanique multilatérale.

Les réactions des pays balkaniques aux propositions roumaines de 1957 furent, comme on le sait, partagées : si l'Albanie, la Bulgarie et la Yougoslavie les accueillirent avec faveur, la Grèce et la Turquie, par contre, firent valoir des réserves formelles, et ceci malgré le courant très favorable de leurs opinions publiques quant au projet roumain. Durant ces années de guerre froide, les conditions n'étaient certes pas réunies pour qu'une telle initiative pût aboutir, alors que la course aux armements et, à cet effet, le renforcement du flanc oriental de l'OTAN, allaient bon train. Les propositions roumaines avaient eu toutefois le mérite d'avoir posé le problème de la transformation des Balkans en une zone de paix, de bon voisinage, de coopération et dépourvue d'armes nucléaires, et d'avoir de surcroît fait valoir l'idée des zones dénucléarisées comme élément significatif de tout processus authentique de désarmement.

La Roumanie se proposa d'agir par la suite, et le fit d'ailleurs avec succès, dans au moins deux grandes directions : maintenir, d'une part, dans l'actualité de la diplomatie internationale ses options de principe quant à la coopération balkanique multilatérale ; encourager et promouvoir, d'autre part, les activités pratiques appelées à stimuler un tel processus.

Il convient donc de rappeler, en premier lieu, les prises de position régulières de la Roumanie aux Nations Unies quant à la nécessité de faire des Balkans une région de paix, de bon voisinage et de coopération et qui serait dépourvue d'armes nucléaires, de troupes et de bases militaires étrangères.

C'est dans ce contexte, valant pour l'objectif Balkans mais aussi pour celui de l'Europe, qu'il faut également situer l'initiative roumaine de 1960 et qui a abouti à l'adoption par la XX<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 21 décembre 1965, de la *résolution 2129 (XX)* consacrée aux « Mesures sur le plan régional en vue d'améliorer les rapports de bon voisinage entre Etats européens appartenant à des systèmes sociaux-politiques différents ». Lancée par la Roumanie, cette initiative fut, comme on le sait, parrainée par huit autres Etats européens (Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Finlande, Hongrie, Suède et Yougoslavie). Les auteurs, connus à l'époque sous le nom du « Groupe des 9 », en lançant un appel pressant à la concertation et à la coopération entre tous les Etats du continent appartenant à des systèmes socio-économiques différents et en les engageant de mener leur action dans l'esprit du bon voisinage, du respect des principes du droit international et de la compréhension mutuelle, se constituaient en effet comme un groupe de pays moyens et petits appartenant aux différentes régions de l'Europe et œuvrant, par-delà le clivage des blocs et des contraintes idéologiques, pour stimuler la politique de détente qui allait peu à peu s'affirmer en Europe. Le Secrétaire général des Nations Unies, U Thant, relevait d'ailleurs à l'époque la note originale de cette résolution, destinée à favoriser des progrès susceptibles de mettre un terme à la guerre froide. Elle avait aussi, comme on l'a souvent relevé, le mérite de vouloir transformer les rapports de bloc à bloc en rapports multinationaux, d'Etat à Etat, indépendamment de leur grandeur, de leur système socio-économique et politique ou de leurs relations d'alliance. Par son esprit et sa teneur, il n'est pas trop risqué d'affirmer que la résolution 2129 (XX) a été un peu le laboratoire où se préparaient les thèses et les options roumaines que l'on pourra retrouver, quelques années plus tard, tout au long de la préparation et du déroulement de la Conférence d'Helsinki (1972-1975). Le « Groupe des 9 » ne se borna d'ailleurs pas à avoir élaboré et fait adopter la résolution 2129 (XX) ; de 1965 à 1969, il continua d'agir dans le même esprit dans d'autres enceintes internationales, à l'ECOSOC, à l'UNESCO ou encore à la Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies.

Une seconde ligne d'action roumaine fut, comme je l'ai déjà indiqué, de promouvoir et de favoriser tout un réseau d'activités pratiques, notamment au niveau nongouvernemental, qui étaient susceptibles de conférer une teneur concrète à la coopération balkanique multilatérale, et cela dans les domaines les plus variés, allant de la concertation des représen-

tants de l'opinion publique aux activités scientifiques et culturelles les plus diverses.

Dans cet ordre d'idées il convient de rappeler l'existence et les activités, remarquables à bien des égards, d'associations professionnelles de caractère permanent (quelques-unes d'entre elles remontant à l'époque de l'entre-deux-guerres), telles que l'Union Médicale Balkanique, l'Union balkanique des Mathématiciens, l'Association géologique carpatodanubienne, la Conférence des Architectes des pays balkaniques, la Conférence permanente des ingénieurs du Sud-Est de l'Europe, le C.J.B.A.L., pour ne rappeler ici que les plus importantes.

Dans cet ensemble d'organismes à activité permanente, citons plus particulièrement l'Association internationale d'Études du Sud-Est européen (AIESEE), créée à Bucarest en avril 1963, à la suite du Colloque international de civilisation balkanique (Sinaïa, août 1962). L'AIESEE a, depuis plus d'un quart de siècle, déployé des activités qui lui ont valu un prestige incontestable auprès de la communauté scientifique internationale, aussi bien que de l'Unesco, qui n'a cessé de lui accorder son appui intellectuel et financier pour ses programmes de recherches et le dialogue vivant qu'elle a réussi à maintenir entre les balkanologues du monde entier. Elle a dès lors représenté une réussite peu commune, par la durée et la qualité de son action, qui la situe à coup sûr parmi les organisations internationales nongouvernementales les plus représentatives d'Europe.

La plupart de ces activités, que je grouperai sous le terme générique de « volet culturel et scientifique » de la coopération balkanique multilatérale, se sont situées au niveau nongouvernemental, où il était certes plus aisé de nouer des liens et de les développer, d'entreprendre des recherches en commun à l'aide de modalités d'action pratique très variées. Tout cet ensemble d'activités périodiques ou permanentes — auxquelles se sont jointes à partir de 1964, toujours sur une initiative roumaine les conférences périodiques des Commissions nationales pour l'Unesco des pays balkaniques — ont eu le grand mérite d'avoir mis de la chair sur des choix théoriques, d'avoir prouvé que la coopération multilatérale était possible et souhaitable et qu'elle était un élément important des efforts appelés à édifier la confiance, le respect mutuel et l'amitié entre les peuples balkaniques.

Cependant, la coopération multilatérale se situant au niveau gouvernemental, certes plus difficile à agencer, ne devait point être négligée, même si, au départ, elle ne pouvait pas comprendre les domaines les plus importants du développement socio-économique, technique et scientifique des pays de la région. Ainsi, aux termes d'un accord signé à Bucarest le 31 mai 1971, la Conférence des organismes officiels de tourisme des pays balkaniques se réunit régulièrement par rotation dans les différents pays concernés pour mettre au point et développer la concertation et la coopération entre les six pays balkaniques dont la vocation touristique est évidente. Rappelons par ailleurs que dans le domaine de l'énergie, un Comité de coordination pour les études relatives au développement de l'interconnexion des systèmes de réseaux d'énergie électrique des pays balkaniques se réunit périodiquement, depuis 1975, afin d'élaborer et mettre en œuvre un projet d'une aussi grande importance.

Mais le coup d'envoi d'une coopération multilatérale plus diversifiée dans les domaines économique, scientifique et technique ne fut donné qu'avec la *Réunion d'Athènes de 1967 et ses Suites* qui situèrent le dialogue inter-balkanique au niveau des experts gouvernementaux. Une telle entreprise était certes favorisée par la conclusion heureuse, le 1<sup>er</sup> août 1975, de la Conférence d'Helsinki, qui avait marqué un moment historique particulièrement significatif pour l'édification de la sécurité et le développement de la coopération en Europe.

L'initiative du premier ministre grec de l'époque, Constantin Karamanlis, fortement encouragée et appuyée par le président Nicolae Ceaușescu, se concrétisa par la tenue à Athènes, du 26 janvier au 5 février 1976, d'une réunion de hauts fonctionnaires gouvernementaux concernant la coopération économique et technique multilatérale entre Etats balkaniques. Les résultats de la Réunion d'Athènes furent sans doute mitigés, puisque, pour des raisons qu'il n'y a pas lieu d'examiner ici, la volonté politique de certains participants y fit défaut et que l'une des délégations présentes plus particulièrement s'y refusa d'emblée de s'engager dans une coopération multilatérale structurée et de longue haleine. Dès lors, la Réunion d'Athènes se borna à dresser un ample inventaire des possibilités et modalités de coopération multilatérale dans des domaines particulièrement importants tels que l'agriculture, le commerce et la coopération économique, l'énergie, les transports et télécommunications, l'environnement etc., en attendant que les gouvernements des pays participants puissent par la suite prendre des décisions appropriées à cet égard. La Réunion d'Athènes, dont le communiqué était rédigé avec une prudence excessive, retint cependant l'idée d'un *follow-up* en la matière et, par l'inventaire des propositions établies, aussi bien que par l'esprit démocratique de ses dispositions de procédure (inspirées par celles de la CSCE), marque néanmoins un moment positif de la concertation balkanique gouvernementale, et ceci dans des domaines d'un intérêt vital pour les pays participants.

Comme il était à prévoir, les suites de la Réunion d'Athènes se firent attendre, et ce n'est que trois ans plus tard que put démarrer une série de réunions d'experts gouvernementaux portant sur l'un ou l'autre des grands domaines déjà convenus : les communications et les télécommunications (Ankara, 1979) ; les transports (Sofia, 1981), l'énergie et les matières premières énergétiques (Bucarest, 1982), la coopération industrielle (Belgrade, 1984). La tenue de ces réunions, conçues comme un prolongement naturel et nécessaire de celle d'Athènes, constitua, certes, un événement positif dans la mesure où, d'une part, la matière spécifique du domaine de coopération envisagé y était mieux appréhendée et que, d'autre part, de telles réunions contribuaient à maintenir un esprit de concertation, de collaboration et d'amitié entre les pays participants. Toutefois, ces réunions sectorielles comportaient une discontinuité thématique, qui, pour être corrigée, aurait de toute évidence réclamé la tenue périodique de plusieurs réunions dans le même domaine d'activité, ou alors la convocation d'une seconde réunion globale, du genre de celle de 1976, qui pût faire le point sur l'ensemble des activités entreprises et décider des options à suivre.

Si tels sont, pour l'essentiel, les développements du « volet culturel et scientifique » et du « volet économique et technique » de la coopération multilatérale balkanique, il convient de remarquer que *la nécessité d'une concertation politique globale s'est fait de plus en plus sentir* au début des années '80, lorsque les pays balkaniques semblaient se diriger également vers une approche des aspects politiques et militaires de leur sécurité.

C'est à une telle exigence que répondit l'initiative du président de la République Socialiste de Roumanie, Nicolae Ceaușescu, qui proposa au printemps de 1982 *la tenue d'une rencontre des chefs d'Etat et de Gouvernement des pays balkaniques*, proposition qui était l'aboutissement logique de prises de positions antérieures que le leader roumain avait formulées dès 1972.

Une telle rencontre au sommet est conçue par la Roumanie comme une conférence de portée globale susceptible d'examiner l'ensemble des grandes questions se posant aux pays de la région : l'amélioration de leurs rapports de bon voisinage et le règlement pacifique des litiges existant entre eux ; l'instauration d'un climat de confiance et d'entente et le développement de leur coopération mutuellement avantageuses dans de nombreux domaines d'intérêt commun ; enfin, la transformation des Balkans en une zone dépourvue d'armes nucléaires et chimiques en tant qu'objectif final des efforts multilatéraux. Une telle rencontre au sommet doit, dans la conception roumaine, être soigneusement préparée, par des réunions bilatérales et multilatérales, et constituer dès lors un moment hautement significatif, qualitativement nouveau, de la coopération balkanique multilatérale, aussi bien que de la vie politique européenne. Le sommet balkanique ne devrait pas être considéré comme un point d'arrivée, mais bien comme une étape de concertation globale et aussi et surtout comme un tremplin pour l'action future à entreprendre par les pays concernés.

L'initiative du sommet balkanique lancée par le président Nicolae Ceaușescu n'est pas resté sans écho, ni d'ailleurs les exigences de sa préparation minutieuse, puisque deux ans plus tard, le gouvernement hellénique décida, sur proposition de son premier ministre Andréas Papan-dréou, de convoquer à Athènes une conférence d'experts gouvernementaux des pays balkaniques afin d'explorer le terrain et de fixer les premiers jalons d'un sommet multilatéral.

*La Conférence d'Athènes de 1984* (déroulée en deux étapes, du 16 au 18 janvier et du 13 au 18 février) s'est notamment heurtée aux réserves formelles exprimées par l'un des participants d'envisager de quelque manière que ce fût la question de la dénucléarisation des Balkans, considérée par ce pays comme se rattachant étroitement aux négociations en matière de désarmement nucléaire en Europe, menées par les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Soviétique, alors que, maintenant ses appréhensions envers la coopération multilatérale, un autre participant a placé au cœur du débat la dénucléarisation des Balkans. Rejetant toute exclusive, la Roumanie s'y est employée, pour sa part, à rendre plus flexible l'ordre du jour de la Conférence et à faire diminuer ainsi les divergences de nature à bloquer une approche commune des questions envisagées. Pourtant, les positions contradictoires exprimées ont été de nature à empêcher tout progrès significatif des travaux. La Conférence s'est achevée par un communiqué modeste, qui faisait valoir les options de chacun des

participants et les soumettait pour examen aux gouvernements concernés, en vue de poursuivre le dialogue entamé; elle avait toutefois démontré son utilité en ce qui concerne la connaissance exacte des points de vue des participants en vue de l'action à mener dorénavant.

C'est dans le même ordre de préoccupations, visant à aborder les aspects militaires de la sécurité dans les Balkans que se situe la *Déclaration-Appel roumano-bulgare de 1985* concernant l'interdiction de l'arme chimique dans la région. Cet important document a été convenu le 22 décembre 1985 à l'occasion de la visite en Roumanie du Président du Conseil d'Etat de la République Populaire de Bulgarie, Todor Jivkov. Dans la partie opérationnelle du document, les présidents Nicolae Ceaușescu et Todor Jivkov, tout en relevant le caractère particulièrement destructif des armes chimiques, lançaient un appel solennel aux chefs d'Etat et de Gouvernement des pays balkaniques afin de conjuguer leurs efforts pour que la région des Balkans fût dépourvue de l'arme chimique; ils proposaient en l'occurrence la mise en place de négociations destinées à faire interdire l'expérimentation, la production, l'obtention et le stockage de l'arme chimique sur leurs territoires. Le texte de cette *Déclaration-Appel*, accompagné d'un Message du Président Nicolae Ceaușescu, a été transmis aux chefs d'Etat et de Gouvernement d'Albanie, de Grèce, de Turquie et de Yougoslavie. Au-delà de l'aire balkanique, le document a connu une large diffusion aux Nations Unies, à la Conférence de désarmement de Genève, aussi bien que dans de nombreux pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Amérique du Nord.

Malgré les réserves exprimées par certains des pays balkaniques quant à l'initiative roumano-bulgare, une réunion d'experts gouvernementaux a pu quand même se tenir à Bucarest, les 22 et 23 décembre 1986, pour procéder à un échange de vues sur la question et surtout prendre connaissance d'un projet roumain de Déclaration solennelle concernant la proclamation des Balkans comme zone dépourvue d'armes chimiques. Le texte du projet a été transmis aux gouvernements concernés pour examen et commentaires.

Un revirement s'est produit au début de l'année passée dans l'espace balkanique par la tenue de la *Conférence des ministres des affaires étrangères* (Belgrade, 24—26 février 1988), laquelle a marqué un moment particulièrement significatif quant aux progrès de la coopération multilatérale. La Réunion de Belgrade a été en effet la première rencontre de ministres des affaires étrangères qui ait eu lieu après la Seconde Guerre mondiale, avec, de surcroît, la participation de l'Albanie, qui n'avait pas jusqu'alors pris part à des actions de concertation au niveau gouvernemental. Soigneusement préparée par des entretiens bilatéraux, la Réunion de Belgrade a favorisé, dans une large mesure, l'amélioration du dialogue entre la Grèce et la Turquie (Entretiens de Davos et leurs suites), aussi bien que les rapports de la Bulgarie avec la Turquie, en faisant ainsi valoir la complémentarité qui existe entre le bilatéral et le multilatéral. Le climat positif qui a présidé au déroulement de ses travaux a dès lors constitué un facteur psychologique et politique de tout premier ordre.

La Réunion a fait siens les grands objectifs et options qui se posent aux Balkaniques à l'étape actuelle de leur concertation, à savoir : la transformation des Balkans en une zone libre d'armes nucléaires et chimiques ;

le développement de leur coopération, au niveau gouvernemental et non-gouvernemental, dans de nombreux domaines d'intérêt commun ; le développement des contacts et la solution des questions humanitaires de la coopération balkanique ; le rôle dévolu aux minorités nationales en tant que facteur de cohésion, de stabilité, de relations amicales et de coopération ; enfin, et non en dernier lieu, l'organisation dans les meilleurs délais d'une rencontre des chefs d'Etat et de Gouvernement des pays balkaniques. Par ailleurs, la Réunion de Belgrade a eu le grand mérite d'avoir établi un programme concret de réunions multilatérales, au niveau gouvernemental et nongouvernemental, englobant des domaines aussi importants que divers (mesures de confiance et de sécurité ; coopération économique et commerciale ; transports ; production industrielle et transfert des technologies ; énergie ; agriculture ; santé publique ; environnement ; recherche économique ; coopération dans les domaines scientifique, culturel, humanitaire et de l'information ; contacts parlementaires ; activités des associations existantes ; lutte contre le terrorisme, contre le commerce illicite d'armes et le trafic des stupéfiants etc.). Enfin, la Réunion de Belgrade des ministres des affaires étrangères n'est pas demeurée un épisode unique : une seconde réunion a été prévue se tenir à Tirana, en octobre 1990. Avec un tel rythme biennal des réunions des ministres des affaires étrangères, épaulées entre temps par des réunions de travail de hauts fonctionnaires diplomatiques, ce programme d'activités multilatérales est appelé à former un *follow-up* cohérent et bien structuré, à la mesure des besoins et des ambitions des pays balkaniques à l'heure actuelle. C'est en même temps l'une des modalités de préparation effective du sommet balkanique, qui demeure l'objectif essentiel à atteindre.



Après ce relevé des principaux développements, à travers plus d'un demi-siècle d'histoire, de la coopération balkanique multilatérale, tâchons de définir les motivations et aussi les paramètres actuels de la démarche roumaine à cet égard.

Les motivations d'abord.

En premier lieu, il convient de faire remarquer qu'une telle démarche a toujours été animée par une vocation de paix qui est propre au comportement politique et humain du peuple roumain. Il y a en effet peu d'exemples dans l'histoire de l'Europe centrale et du Sud-Est où une nation, impliquée dans tant de conflits et de guerres tout le long de son existence tourmentée, l'ait fait presque toujours pour des raisons de défense et n'ait pas tramé des plans de conquête et de domination. Le bon voisinage et l'entente avec leurs voisins semblent être la loi tutélaire des Roumains. Leur dialogue avec les autres peuples balkaniques n'échappe pas non plus à un tel comportement fondamental, ce qui est à même d'expliquer l'ancienneté, l'ampleur et la diversité de ces rapports. Une telle situation privilégiée a par conséquent conféré à la politique roumaine dans les Balkans une disponibilité qui est exempte de tout contentieux ou litige.

En second lieu, les Roumains ont toujours eu le sentiment très poussé d'appartenir au monde des Balkans, comme partie intégrante de l'Europe. Ils ont noué en effet de bonne heure des liens économiques, cul-

turels et politiques avec leurs voisins du Sud — Serbes, Bulgares, Albanais et Grecs — et sont devenus de la sorte conscients que les ressemblances finissaient par l'emporter sur les différences avec ceux-ci. La géographie, le climat, les us et coutumes, la religion, les croyances et les traditions, l'art, en un mot l'ensemble des systèmes de valeurs ont toujours convergé vers une identité culturelle balkanique, où le spécifique national de chaque peuple n'a fait que confirmer la même unité de civilisation.

En troisième lieu, il convient de rappeler l'importance de l'action solidaire des peuples balkaniques contre l'opresseur commun qui était, à l'époque, l'Empire ottoman. Un passé commun de luttes et d'aspirations s'est donc constitué le long des siècles pour mieux cimenter la communauté d'intérêts des Balkaniques dans leurs combats de libération nationale.

De telles motivations expliquent les raisons pour lesquelles la politique balkanique de la Roumanie a pu être une politique de principe conséquente envers elle-même et donc durable, justement parce qu'elle n'avait été sujette à des facteurs conjoncturels que dans une moindre mesure. On peut ainsi parler d'une remarquable continuité de la politique roumaine quant à la concertation et à la coopération balkaniques multilatérales, et ceci sans réserves ni préalables. Les moments de stagnation ou de recul d'une telle collaboration, quand ils ont eu lieu, ont été engendrés le plus souvent par les difficultés rencontrées par l'un ou l'autre de ses partenaires balkaniques. Mais même dans de telles situations compliquées, la Roumanie a toujours été un partenaire prêt à aller de l'avant afin de relancer le dialogue inter-balkanique. Avec un tel comportement politique, la Roumanie a pu souvent jouer un rôle stimulateur pour ce qui est de la défense et de la promotion des objectifs généraux de paix, de sécurité et de coopération dans la région. Les faits l'ont bien prouvé, depuis l'Entente balkanique des années '30, qui fut principalement l'œuvre de Titulescu, et jusqu'au programme de coopération élaboré et mis en œuvre depuis 1965 par le Président Nicolae Ceaușescu.

Venons-en aux paramètres appelés à définir la démarche actuelle de la politique roumaine en matière de coopération balkanique.

Tout d'abord, il est évident que la coopération balkanique doit se fonder sur le strict respect du principe de l'égalité souveraine des Etats. Toute forme de coopération, gouvernementale ou non gouvernementale, plus ou moins bien structurée, implique l'égalité de partenaires agissant en toute liberté pour la mise en œuvre du projet en question. Il ne peut donc y avoir entre les pays balkaniques des rapports de subordination ou de dépendance, mais seulement des rapports de parfaite égalité. Le respect du principe de l'égalité des droits des Etats postule de manière évidente le respect et la stricte observance des autres principes fondamentaux appelés à régir les relations mutuelles entre les Etats, à savoir l'indépendance et la souveraineté nationale, l'inviolabilité des frontières et l'intégrité territoriale, la non-ingérence dans les affaires intérieures, le non-recours à la force ou à la menace d'y recourir, le règlement pacifique des différends, la coopération mutuellement avantageuse, le droit de chaque peuple de décider de son destin, selon ses propres intérêts et options et sans aucune ingérence.

En second lieu, il convient de faire remarquer que toute coopération régionale doit être délimitée géographiquement. Le concept de coopération balkanique multilatérale sous-entend donc une aire précise de participants, à savoir les six pays balkaniques (Albanie, Bulgarie, Grèce, Roumanie, Turquie et Yougoslavie). Un tel « périmètre balkanique » n'équivaut pas toutefois à un club fermé aux autres pays ; il peut impliquer, de cas à cas, une participation plus large, compte tenu de la nature du projet à réaliser. Cependant, la coopération balkanique multilatérale présuppose et réclame, de règle, la participation de ces six pays balkaniques.

Envisagée comme une action concertée et librement consentie entre partenaires égaux en droit, la coopération balkanique multilatérale n'a donc pas le caractère d'un bloc fermé ; elle n'est d'ailleurs dirigée contre aucun autre Etat ou groupe d'Etats situés en dehors du « périmètre balkanique » et ne saurait porter préjudice aux rapports d'alliance ou d'autre nature que les pays balkaniques entretiennent avec de tels pays extérieurs à leur région. La coopération balkanique multilatérale est une entreprise pacifique, sans buts agressifs, déclarés ou tacites, et ne répond qu'aux besoins ressentis par les pays balkaniques de résoudre leurs propres problèmes par un effort commun de concertation.

Par ailleurs, une telle coopération est appelée à se développer aussi bien sur le plan bilatéral que multilatéral. Loin de s'opposer l'un à l'autre, ces deux plans se complètent et s'épaulent mutuellement. Le développement des rapports bilatéraux s'avère être indispensable afin qu'un dialogue multilatéral puisse être amorcé et l'on ne saurait concevoir en effet une coopération multilatérale authentique en l'absence de rapports bilatéraux satisfaisants. Cependant, le progrès des relations bilatérales ne saurait être invoqué comme un préalable ni être opposé aux activités de coopération multilatérale. Le développement des rapports bilatéraux et celui de la coopération multilatérale ont une valeur complémentaire et sont censés de se stimuler réciproquement. D'ailleurs, la politique roumaine visant à la fois à diversifier les rapports bilatéraux et à favoriser les activités de coopération multilatérale avec ses partenaires balkaniques ne fait que démontrer le bien-fondé d'une telle approche.

L'existence de contraintes endogènes et aussi extérieures ne saurait, en principe, dresser des obstacles insurmontables à la mise en œuvre de la coopération balkanique multilatérale. Les litiges qui sévissent encore entre la plupart des pays balkaniques devraient pouvoir être réglés pacifiquement, par la voie de pourparlers à même d'aboutir à des solutions mutuellement acceptables. Le dialogue nourri entre la Grèce et la Turquie afin de régler leur contentieux, aussi bien que les pourparlers intercommunitaires à Chypre démontrent ces derniers temps que l'on peut s'engager avec succès dans une telle voie, afin de renforcer la confiance, les rapports de bon voisinage et la coopération dans les Balkans. Il y a enfin d'autres contraintes, qui sont dues notamment à l'appartenance des pays balkaniques à des systèmes socio-économiques et politiques différents, aussi bien qu'à des alliances militaires opposées. La ligne de démarcation entre L'OTAN et le Pacte de Varsovie traverse aussi la région des Balkans. Une telle situation ne devrait pas non plus constituer un obstacle infranchissable, puisque, du point de vue de l'aire des participants, le

projet balkanique ressemble de près à celui de la Conférence d'Helsinki. Or, ce qui a été possible pour le continent tout entier l'est aussi pour les Balkans. Cependant, l'on a pu voir que les intérêts des alliances militaires et l'esprit de bloc ont souvent freiné les progrès de la concertation balkanique au sujet de questions importantes pour l'avenir pacifique de cette région de l'Europe. Et il est à souhaiter, qu'avec les progrès d'une politique de détente authentique et durable et aussi la prise en considération des intérêts légitimes de chaque Etat, de telles contraintes ne puissent plus jouer contre les aspirations profondes des pays balkaniques.

Enfin, il convient de replacer le projet balkanique dans son contexte naturel, qui est celui de l'Europe. Il est actuellement partie intégrante et substantielle du processus d'édification de la sécurité et du développement de la coopération sur le continent, tel que celui-ci a été défini et amorcé par la Conférence d'Helsinki. Les lignes directrices et les options essentielles du processus pan-européen se retrouvent d'ailleurs, à quelques différences près, dans la coopération balkanique multilatérale. Entre ces deux entreprises politiques qui sont d'un ordre de grandeur différent, il existe un lien dialectique, puisque l'édification d'un système durable de sécurité en Europe est de nature à stimuler la coopération balkanique, de même que tout progrès de celle-ci représente une contribution significative à la politique de sécurité, de paix et de détente en Europe.

Les pays balkaniques en sont à l'heure actuelle de plus en plus conscients, car — comme le faisait justement remarquer le Président Nicolae Ceaușescu — « les peuples du Sud-Est de l'Europe ont appris à la grande école de l'Histoire que le progrès et la prospérité de chacun d'entre eux sont conditionnés par la connaissance, l'appréciation et le respect mutuels, par un ample développement de leur coopération ». Il est indispensable, je pense, que les Balkaniques puissent contracter l'habitude de coopérer sans aucun préjugé, sans crainte ni suspicion et, surtout, sans contraintes imposées de l'extérieur. Ce n'est qu'à l'aide d'un tel dialogue multilatéral, qui peut se solder par des résultats tantôt modestes tantôt remarquables, qu'ils pourront édifier à terme un édifice de coopération fondé sur leurs propres intérêts et leur participation sur un pied d'égalité. « Les Balkans aux Balkaniques » n'est pas une formule chauvine de l'entre-deux-guerres, mais plutôt l'expression d'une nécessité historique. La société ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre, faisait jadis observer Marx. Son assertion n'a rien perdu de son bien-fondé. La coopération multilatérale est une question à l'ordre du jour et les pays balkaniques ont, sans conteste, la capacité de la mettre en œuvre. En procédant de la sorte, ils referont, au niveau de leur région, le geste novateur exécuté par la Conférence d'Helsinki à l'échelle du continent tout entier, comme la seule alternative raisonnable à un système international de relations fondé sur la force et la pratique des sphères d'influence. Un tel processus est sans doute difficile, et il y aura toujours des esprits sceptiques ou malveillants pour en douter. Comme tous les phénomènes politiques nouveaux, la coopération balkanique est encore fragile et risque de se heurter souvent à l'ancien état de choses, qui semble être immuable. Mais un tel pari mérite cependant d'être gagné justement dans cette partie de l'Europe où la sagesse populaire des légendes nous apprend que le sacrifice est le prix de la durée et de l'accomplissement.

## LES RÉVOLUTIONS DANS LE SUD-EST EUROPÉEN (AOÛT—DÉCEMBRE 1944) : REPÈRES COMPARATIFS

CONSTANTIN IORDAN

C'est un fait bien connu que la deuxième moitié de l'année 1944 fut une période de mutations profondes dans la vie des peuples du Sud-Est européen. À l'exception de la Turquie, tous les États de la région ont vécu des événements d'une portée incontestée qui ont marqué nettement la destinée de ces sociétés. Sans doute, la manifestation radicale de l'esprit révolutionnaire, les succès retentissants des forces de gauche (à l'exception de la Grèce) dans la lutte pour la conquête du pouvoir, l'affirmation des partis communistes sur l'échiquier politique comme forces capables de conduire le sort de ces peuples lorsque la guerre mondiale faisait encore des milliers de victimes chaque jour, ce sont quelques traits fondamentaux de ce processus historique qui allait changer essentiellement le monde sud-est européen.

Le déclenchement des révolutions socialistes en Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie, Albanie, ainsi que les événements d'Athènes de décembre 1944 ont mis en lumière la volonté de la majorité populaire, des forces authentiquement patriotiques, de liquider les régimes politiques responsables, par culpabilité, complicité ou incapacité, des tragédies sans nombre, individuelles ou collectives, qui ont affecté la vie de la plupart des membres des nations de cette partie du continent, dès le début de la guerre.

Au-delà des motivations qui ont déterminé une partie de la classe politique officielle à décider l'engagement dans la conflagration mondiale de ces États, au-delà des options de politique étrangère adoptées à bon gré ou imposées par les circonstances, au-delà de la manière où a été utilisé ou manipulé le concept « d'intérêt national », au-delà de la présence ou de l'absence d'un consensus populaire dans la promotion des orientations essentielles de la politique nationale, l'une des certitudes des gens de la rue a été que l'élite dirigeante avait promu une politique vouée à l'échec, que sa mission devait finir.

Évidemment, le problème du changement du régime politique avait de multiples coordonnées et la conquête du pouvoir était un processus complexe. La période août — décembre 1944 de l'histoire des révolutions socialistes du Sud-Est européen représente seulement une étape de ce processus projeté, du point de vue stratégique, bien avant la guerre, mais prolongé et perfectionné du point de vue tactique pendant la con-

flagration et continué après 1945. Ce n'est pas moins vrai que l'étape à laquelle nous nous rapportons fut déterminante, l'analyse de son contenu reflétant les points de force de futures structures politiques, mais aussi les faiblesses évidentes au cas dramatique de la Grèce, selon le bilan des événements de décembre 1944.



Le processus révolutionnaire dans les sociétés du Sud-Est européen avait des racines lointaines, mais il s'est accéléré dans les conditions du combat antifasciste, particulièrement dans le contexte des mouvements de résistance pendant la deuxième guerre mondiale<sup>1</sup>. Sans la connaissance de la complexité de l'histoire de la résistance, on ne peut pas comprendre la préparation, le déroulement, les convulsions intérieures et les succès des révolutions de la zone. À juste titre on a souligné la nécessité « de restituer et de re-situer la Résistance dans son intégrité aussi bien que dans son intégralité »<sup>2</sup>.

Ce n'est pas dans notre intention d'offrir ici une analyse de la place et de l'importance des changements radicaux dans la pensée et la pratique des mouvements de la résistance au Sud-Est de l'Europe<sup>3</sup>, mais seulement de souligner certains repères qui pourraient permettre le déchiffrement des traits communs et également des particularités qui se sont manifestées dans l'évolution du processus révolutionnaire dans la période donnée. Pour cet univers sous-continentale, les mois août—décembre 1944 peuvent être considérés décisifs dans la détermination des perspectives des transformations révolutionnaires. De cet angle, il est difficile de contester que le bilan des événements de Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie, Albanie et Grèce ont mis en évidence les lignes puissantes et les avatars de l'effort conscient du passage à un nouveau système social-politique et, également, les obstacles réels, potentiels et virtuels qui se soulevaient devant la victoire plénière des révolutions socialistes.

Les changements révolutionnaires ne pouvaient pas avoir lieu qu'en étroite corrélation avec une solution viable donnée au problème du pouvoir.

Les forces de la résistance ont constamment médité durant la guerre à cet aspect cardinal, mais elles ont agi dans des conditions différentes. La Roumanie (le 23 novembre 1940) et la Bulgarie (le 1<sup>er</sup> mars 1941) ont adhéré au Pacte tripartite; la Yougoslavie seulement épisodiquement, puisque le Coup d'État de 27 mars 1941 a annulé l'acte d'adhésion signé deux jours auparavant. La Grèce et la Yougoslavie étaient des États occupés, avaient des gouvernements en exil reconnus par les Alliés, et à cause des invasions étrangères, des différentes parties de ces pays démembrés étaient formellement dirigées par des cabinets fanto-

<sup>1</sup> Voir : Jovan Marjanović, *Reform or Revolution in the Balkans*, dans *Reports. XIV International Congress of the Historical Sciences*, vol. III, Arno Press, New York, 1977, pp. 1663—1679. Une analyse poussée de l'immense historiographie du problème mérite une étude spéciale; pour le phénomène de la révolution, voir : E. J. Hobsbawm, *Revolution*, dans *loc. cit.*, vol. I, pp. 264 suiv.

<sup>2</sup> François Bédarida, *Résistance au fascisme, au nazisme et au militarisme japonais jusqu'à 1945 I*, dans *Rapports. I. Grands thèmes, méthodologie, sections chronologiques (I)* Stuttgart, 1985, p. 108.

<sup>3</sup> Voir : Miroslav Kropilák, *loc. cit.*, pp. 130 et suiv.

ches imposés par l'Axe (la situation de la Yougoslavie) ; ce fut aussi le cas de l'Albanie.

Il est aussi évident que le phénomène de la résistance s'est manifesté dans des formes variées, a utilisé de multiples voies et moyens, a impliqué des groupes socio-professionnels extrêmement divers, a eu des programmes politiques et idéologiques spécifiques et que celui-ci a évolué dans un contexte spatial et stratégique particulier dans chaque pays <sup>4</sup>.

Cependant, un trait commun des mouvements de résistance du Sud-Est européen a été la présence constante de l'objectif national : la libération du pays de sous l'occupation étrangère (la Yougoslavie, l'Albanie, la Grèce, partiellement la Roumanie). Dans le cas des États formellement alliés de l'Axe (la Roumanie et la Bulgarie), l'objectif national doit être compris aussi dans le sens du combat contre les régimes internes de dictature qui promouvaient une politique antinationale, acceptant en pratique un statut de pays semi-occupés par les forces militaires de l'Allemagne nazie ; celle-ci pratiquait également une politique de spoliation économique. D'autre part, dans les États effectivement occupés, l'objectif national des mouvements de la résistance visait aussi l'abolition des gouvernements « quisling » installés par les puissances de l'Axe.

Dans cette partie de l'Europe la lutte nationale avait de longues traditions et également des manifestations très récentes, puisque le processus de la constitution des États indépendants et unitaires s'est pratiquement achevé à la fin de la première guerre mondiale <sup>5</sup>. Par conséquent, les mouvements de résistance ont eu, dès le début, des éléments révolutionnaires puissants.

Encore un fait évident : les noyaux de base de la résistance active ont été constitués par des éléments ouvriers en tête avec les partis communistes qui, d'un certain moment, ont joué un rôle dirigeant dans la lutte antifasciste. Le mouvement communiste et ouvrier a fréquemment été, dans le Sud-Est européen, la force politique la plus compacte, homogène, avec une structure bien définie et une discipline rigoureuse <sup>6</sup>.

La priorité des communistes dans l'organisation des mouvements de résistance a déterminé la présence des objectifs sociaux à côté de ceux nationaux, un autre trait commun de la lutte antifasciste dans la région, même si la perspective d'un changement radical du système socio-politique après la libération a été parfois consciemment voilée ; les raisons tactiques étaient évidentes.

Les mouvements de résistance ont groupé aussi bien des éléments de gauche que des forces bourgeoises, démocratiques, monarchistes, de cadres militaires. Dans ce contexte, la nécessité de trouver un équilibre réaliste entre les objectifs nationaux et sociaux s'est avérée d'une portée particulière pour l'accomplissement des aspirations de liberté et la création des possibilités de réalisation d'une transformation structurelle de la vie de la société. Cette nécessité était imposée par l'idée de la création

<sup>4</sup> Voir : Henri Michel, *The Shadow War. Resistance in Europe, 1939-1945*. Translated from the French by Richard Barry, London, Corgi Books, 1975, passim.

<sup>5</sup> Voir : Constantin Iordan, *Programmes nationaux - États nationaux. Repères pour une analyse comparative*, « RESEF », XX, 1982, 4, pp. 445-450.

<sup>6</sup> Miroslav Kropilák, *op. cit.*, pp. 128-129.

d'un large front antifasciste. Cet effort a été complexe et a enregistré de nombreux succès, mais aussi des syncopes et des défaites. L'idée et la décision pratique de surestimer le national ou le social — les conséquences essentielles des mouvements de résistance — ont eu des conséquences négatives : la diminution de la base de masse de la lutte antifasciste, l'apparition des divergences internes, parfois sanglantes, des mesures de répression plus accentuées tant de la part de l'occupant, que du régime intérieur de dictature.

En Roumanie, ce processus s'est déroulé progressivement, le noyau de polarisation étant le Parti Communiste. Le document communiste « Notre point de vue » (le 10 septembre 1940) — un appel au combat contre la dictature militaire-fasciste — et la « Plate-forme — programme » du P.C.R. (le 6 septembre 1941) — l'appel pour l'union des forces nationales dans la lutte antihitlérienne — ont mis en lumière l'esprit de la propagande développée par les communistes. Les conséquences ont été positives dans l'effort d'élargir la base de la lutte ; la création de l'Union des Patriotes (novembre 1942), l'organisation du Front Patriotique Antihitlérien (juin 1943) — fondement de l'unification des forces de la gauche, réalisée en avril 1944 (l'accord de Front Uni Ouvrier entre communistes et social-démocrates), représentant un tournant important dans la voie d'attirer les forces politiques bourgeoises d'opposition dans la lutte commune pour le renversement de la dictature militaire-fasciste, la sortie de la Roumanie de la guerre menée par l'Axe et du ralliement à la coalition des Nations Unies. Les suites ont été visibles, particulièrement la constitution du Bloc National Démocratique (le 20 juin 1944) englobant le Parti Communiste, le Parti Social-Démocrate, le Parti National-Paysan, le Parti National-Libéral. On a aussi décidé de la voie de l'insurrection armée et les pourparlers entre les représentants du Parti Communiste Roumain, du palais royal et de l'armée (juin 1944) ont mis en œuvre les préparatifs techniques pour l'achèvement de cet événement <sup>7</sup>.

En Bulgarie, nous enregistrons un processus analogue à la Roumanie : d'une part, dès la naissance du premier détachement de partisans (le 26 juin 1941), un effort graduel d'élargir et de consolider l'activité armée illégale dirigée par le Parti Communiste Bulgare jusqu'à la création des premières deux brigades de l'armée de Libération Nationale (mai 1944), d'autre part, de la constitution du Front de la Patrie (1942) — ample alliance antifasciste de toutes les forces patriotiques, jusqu'à la décision du Comité Central du P.C.B. (le 26 août 1944) concernant la préparation de l'insurrection armée visant le renversement de la dictature monarcho-fasciste et la sortie de l'Axe <sup>8</sup>.

La situation de la Yougoslavie a été tragique. Après le bombardement de Belgrade (les 6—8 avril 1941), les peuples yougoslaves ont été soumis à l'occupation militaire des quatre États de l'Axe (l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie et la Bulgarie) et le pays a été démembré. Le 15 avril, la Croatie proclamait son indépendance ; dans un bref délai, la Serbie

<sup>7</sup> Voir : Mircea Mușat, Ion Ardeleanu, *Unitate, continuitate și ascensiune în mișcarea muncitorească din România, 1821—1948*, București, 1981, pp. 277 et suiv.

<sup>8</sup> Voir : *История на антифашистката борба в България. 1939—1944*, t. I—II, София, 1976.

devenait république en tête avec un gouvernement fantoche dirigé par Milan Nedić. Les puissances de l'Axis se partageaient les zones d'occupation. Le roi Pierre II s'était réfugié à Londres où fonctionnait un gouvernement en émigration. Le mouvement de résistance a été initié et s'est développé sous la direction du Parti Communiste dès le 4 juillet 1941 lorsque le Bureau Politique en tête avec Josip Broz Tito a décidé le déclenchement de la lutte armée sur tout le territoire du pays. Dans une première phase de la résistance se sont aussi manifestées les forces nationalistes serbes du colonel Draža Mihajlović, nommé en 1942 ministre de guerre par le gouvernement yougoslave de Londres. Après une brève coopération avec les forces communistes, Mihajlović devenait collaborateur des autorités italiennes d'occupation dans leur combat contre les partisans de Tito. Pendant trois ans, l'Armée populaire de Libération Nationale de la Yougoslavie a mené une lutte héroïque contre les occupants en Slovénie, Croatie, Bosnie et Herzégovine, Dalmatie, Monténégro et Macédoine. À la session de novembre 1943, la résistance communiste a pris des décisions historiques : la formation d'un gouvernement provisoire — le Comité National de Libération, la négation du droit du cabinet en exil de représenter l'État yougoslave, l'interdiction de retour dans le pays imposée au roi Pierre, le problème du régime devant être résolu par la volonté des peuples. Après le Conférence de Téhéran, les Alliés décidaient le retrait de la mission militaire britannique auprès des forces de Mihajlović et étaient prêts d'accorder tout le soutien à la résistance communiste.

Le Front National de Libération de la Yougoslavie dirigé par le P.C.Y. a été la force de choc de la résistance. Les comités populaires constitués pendant le combat dans les territoires libérés se sont assumés les responsabilités de la nouvelle administration<sup>9</sup>.

Dans l'Albanie envahie par l'Italie mussolinienne dès le mois d'avril 1939 et occupée par l'Allemagne nazie en automne 1943, le mouvement de résistance a eu comme noyau le Parti Communiste fondé en novembre 1941. En septembre suivant, à la réunion de Peza a été créé le Front de Libération Nationale associant les communistes et certains groupes patriotiques antifascistes. Dans la même période, les éléments anticommunistes du pays se sont constitués dans l'organisation politique « Balli kombetar », utilisée par les autorités d'occupation et l'administration « quisling » contre le mouvement communiste de résistance. En juillet 1943 fut fondé l'État Major de l'Armée de Libération Nationale. Après un bref délai, ont été créés des conseils locaux de libération nationale qui ont agi comme seul pouvoir en Albanie libérée. Les tentatives de coopération avec « Balli kombetar » ont échoué.

Après la capitulation de l'Italie, les troupes nazies ont mis en scène la réunion d'une Assemblée Constituante qui a élu un Conseil de régence (le 20 octobre 1943), étant formé un cabinet monarchiste associé au parti royaliste « La légalité ». Les offensives allemandes contre la résistance, en hiver 1943—1944, eurent des succès temporaires. En mai 1944, le

<sup>9</sup> Voir : *Zbornik dokumenata i podataka o narodnoslobodilačkom ratu jugoslovenskih naroda*, t. 1—17, Beograd, 1949—1972.

congrès du Front de Libération Nationale de Permet a décidé l'édification d'une Albanie nouvelle <sup>10</sup>.

Soumise à l'agression fasciste à la fin d'octobre 1940, mais réussissant à rejeter provisoirement les troupes italiennes, la Grèce a été envahie en avril—mai 1941 par les forces de l'Allemagne et de la Bulgarie. Le roi George II et le gouvernement légal s'exilèrent à Londres et dans la dernière partie de la guerre au Caire. Les nazis ont installé un cabinet fantoche. Après la dictature de Métaxas, le peuple grec supportait les rigueurs d'une triple occupation. Le mouvement de résistance s'est rapidement organisé. Les forces démocratiques de gauche (socialistes, communistes) fondaient en septembre 1941 le Front National de Libération (E.A.M.) et quelques mois plus tard prenait naissance sa force militaire (E.L.A.S.). L'E.A.M. englobait la plupart du peuple et l'importance de ses actions contre l'occupant dépassait la valeur d'un simple mouvement de résistance. Ses effectifs mettaient en lumière aussi les tendances vers les réformes sociales radicales inspirées par les communistes. Le gouvernement en émigration a favorisé la création d'autres organisations de résistance comme la Ligue Nationale Sociale de Libération (E.K.K.A.) avec des tendances démocratiques et l'Armée Démocratique Nationale Grecque (E.D.E.S.) groupant un petit nombre d'officiers aux convictions anticommunistes. Les tentatives de réalisation d'un front unifié de la résistance, notamment en 1943, n'ont pas donné des résultats notables. Les germes de la guerre civile ont apparu dans cette période. Le problème du régime politique après la libération était débattu avec beaucoup d'intérêt, Celui-ci a aussi agité les troupes qui se trouvaient à l'ordre du gouvernement grec en exil au Caire, dont bon nombre d'officiers avaient des convictions royalistes, et les soldats réclamaient une direction authentiquement nationale. Toutefois, au printemps 1944 s'est réalisé un accord entre les forces politiques de la résistance visant la création d'un gouvernement d'union nationale. Malheureusement, les négociations de Beyrouth (mai 1944) entre les représentants du E.A.M. et du gouvernement de Caire n'ont pas donné les résultats attendus ; en juillet, l'E.A.M. rejetait la collaboration. Après la conférence de Québec, la Grande Bretagne obtenait le droit d'envoyer à Athènes un corps expéditionnaire pour combattre « l'anarchie » du pays. Par l'accord de Caserte (septembre 1944), l'E.L.A.S. permettait le débarquement des troupes anglaises en Grèce <sup>11</sup>.

Ces repères offrent la possibilité d'évaluer les chances de succès de l'action révolutionnaire dans sa forme la plus haute — l'insurrection armée —, préfigurant le début du processus de transformation du régime socio-politique au niveau national. Il est évident que dans les territoires libérés en Yougoslavie, en Albanie et en Grèce jusqu'en août 1944 par les mouvements de résistance dirigés ou contrôlés par les partis communistes, ce processus révolutionnaire avait commencé à se manifester. Ce cours pouvait acquérir les traits d'un phénomène au niveau national seulement dans les conditions de la libération intégrale du territoire et

<sup>10</sup> Voir : *История Албанской Партии Труда*, Tirane, 1971, pp. 111 suiv.

<sup>11</sup> John Louis Hondros, *Occupation and Resistance. The Greek Agony, 1941—1944*, New York, Pella, 1983, passim.

de l'établissement d'un pouvoir essentiellement de gauche. De cette perspective, ce cours — évidemment irréversible — a toutefois été facilité par les succès militaires de la coalition antihitlérienne. Or, pour cette partie de l'Europe, l'offensive victorieuse de l'armée soviétique pouvait avoir des conséquences importantes. Dans ce sens, l'attitude de la Roumanie avait une signification cruciale. Voilà pourquoi la victoire de l'insurrection armée de Roumanie (le 23 Août 1944) — la révolution de libération sociale et nationale, antifasciste et antiimpérialiste — a été considérée comme « one of the decisive events of the Second World War »<sup>12</sup>. Le renversement de la dictature militaire fasciste, le ralliement de la Roumanie à la coalition antihitlérienne a ouvert le chemin de l'Armée rouge dans le Sud-Est de l'Europe. Les conséquences politiques et militaires de cet événement déroulé à Bucarest ont été évidentes. La durée de la guerre a été réduite ; on a créé des conditions favorables au déclenchement de la révolution socialiste en Bulgarie, à la liquidation de la présence des troupes d'occupation allemandes et bulgares dans tous les États de la région (à l'exception de la partie nord-ouest de la Yougoslavie) jusqu'à la fin du mois de novembre 1944, à l'accélération du processus révolutionnaire en Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie et Albanie, mais aussi à l'intervention britannique en Grèce. D'autre part, l'insurrection de Bucarest a permis la consolidation sensible de la puissance militaire et économique de la coalition des Nations Unies jusqu'à la victoire finale. De ce point de vue, la Roumanie est devenue la quatrième force des Alliés<sup>13</sup>.

Comme en Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie et Albanie, les partis communistes ont eu un rôle décisif ou une influence importante dans l'organisation et les succès des mouvements de résistance, ils ont acquis une position — clef dans l'effort de forger ce « demain » voulu par la plupart des membres de chaque société, par tous ceux qui ont ressenti pleinement les traumatismes de la guerre et de l'occupation.

Par conséquent, dans ces États, les révolutions ont eu un développement irréversible, les étapes du processus révolutionnaire variant du point de vue temporel en fonction des forces composantes des mouvements de résistance ; la victoire définitive des partis communistes dans la lutte pour le pouvoir a été plus rapide en Yougoslavie et en Albanie, et a subi des efforts tactiques plus grands en Roumanie et en Bulgarie, processus achevé en lignes générales vers la fin de l'année 1947.

En Roumanie, la victoire de la révolution du 23 Août 1944 a eu un rôle décisif dans la destinée du pays. Cet acte « a mis fin pour toujours à la domination impérialiste étrangère, a ouvert le chemin de l'achèvement des grandes transformations révolutionnaires et du passage à la construction du socialisme en Roumanie »<sup>14</sup>. L'armistice, la participation à la

<sup>12</sup> Hugh Seton-Watson, *The East European Revolution*. third edition New York, 1968, p. 89.

<sup>13</sup> Voir : *Actul de la 23 August 1944 în context internațional. Studii și documente*. Coordination : Gheorghe Buzatu, București, 1984, pp. 286 et suiv. ; Ilie Ceaușescu, Florin Constantiniu, Mihail Ionescu, *200 de zile mai devreme. Rolul României în scîrtaarea celui de-al doilea război mondial*. Ediție revăzută și adăugită, București, 1985.

<sup>14</sup> Nicolae Ceaușescu, *Expunere la ședința comună a Plenarei Comitetului Central al Partidului Comunist Român, a organismelor democratice și organizațiilor de masă și obștești, 28 noiembrie 1988*, București, 1989, p. 19.

guerre antihitlérienne, la libération du territoire occupé par le Diktat de Vienne (août 1940) ont ouvert la voie des changements radicaux dans la vie de la nation. Des repères significatifs de ce cours ont été la formation du Front National Démocratique (le 12 octobre 1944) dirigé par le Parti Communiste Roumain et la constitution du gouvernement Dr. Petru Groza (le 6 mars 1945) où le F.N.D. détenait des places importantes<sup>15</sup>.

Les événements de Bucarest ont précipité les changements révolutionnaires en Bulgarie. Le 5 septembre, l'Union Soviétique déclarait la guerre à la Bulgarie, et le lendemain les troupes soviétiques atteignaient la frontière en Dobroudja. Le 9 septembre, l'insurrection armée déclenchée à Sofia était victorieuse, le Parti Communiste jouant le premier rôle. La formation du gouvernement du Front de la Patrie en tête avec le colonel Kimon Guéorguiev a marqué le succès incontestable des communistes qui ont imposé un processus révolutionnaire radical dans la société bulgare<sup>16</sup>.

En ce qui concerne la Yougoslavie, le 20 octobre 1944, Belgrade était libérée. Deux mois plus tard Tito et Dr. Ivan Šubašić, le premier ministre du gouvernement de Londres, signaient un accord visant la formation d'un gouvernement de coalition et la désignation d'un régent. Le roi Pierre II, toujours à Londres, cédait ses prérogatives à la régence<sup>17</sup>. Le 7 mars 1945 entrait en fonction le cabinet où Šubašić détenait les Affaires étrangères. Le Parti Communiste détenait pratiquement toutes les positions importantes.

En Albanie, la réunion du Conseil Antifasciste de Berat (le 22 octobre 1944) a décidé la proclamation d'un gouvernement démocratique. Le 17 novembre Tirana était libérée et le 29 novembre la ville de Shkodra aussi. Jusqu'en mai 1945 ont été élus les conseils de libération nationale ayant des fonctions administratives. Le Parti Communiste, le principal organisateur du mouvement de résistance, était devenu la plus importante force politique du pays<sup>18</sup>.

En Grèce, les événements ont pris un cours différent. En octobre a commencé la retraite rapide des troupes allemandes et bulgares. La brigade anglaise du général Scobie, arrivée en Grèce, s'est assumée la commande de toutes les forces alliées de la zone. Le 18 octobre, le gouvernement de Caire s'installait à Athènes. Alors que les troupes de l'Axe n'avaient pas encore évacué tous les territoires grecs, lorsque la Crète était encore occupée et la guerre continuait, le général Scobie a demandé le désarmement de l'armée de partisans. Les ministres de l'E.A.M. au gouvernement ont démissionné, et l'E.L.A.S. a refusé se soumettre à l'ordre, résistant aux forces britanniques et aux troupes royalistes. Des conflits sanglants se sont déroulés à Athènes en décembre 1944. Ce fut la première phase de la guerre civile. Par l'accord de Varkiza (le 12 février 1945), garanti par le gouvernement de Londres, l'E.L.A.S. a accepté

<sup>15</sup> Mircea Mușat, Ion Ardeleanu, *op. cit.*, pp. 296 et suiv.

<sup>16</sup> Voir : *История на Българската Коммунистическа Партия*, Sofia, 1981 pp. 427 et suiv.

<sup>17</sup> Voir : Constantin Iordan, *L'instauration des régimes républicains dans les pays du Sud-Est européen*, dans « RESEE », XXV, 1987, 4, p. 302.

<sup>18</sup> Enver Hoxha, *Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle. Souvenirs et notes historiques*, Tirane, 1984, pp. 498 et suiv.

de désarmer. Le processus révolutionnaire a reçu un coup fatal. La deuxième phase de la guerre civile, éclatée en octobre 1946, a pris fin après trois ans avec la défaite des forces communistes<sup>19</sup>.



En guise de conclusion, observons que le déroulement des révolutions dans le Sud-Est de l'Europe (août—décembre 1944) a représenté une étape essentielle dans le processus révolutionnaire qui agitait les sociétés de la région dès les premières décennies du siècle, processus qui a acquis des dimensions nouvelles — ampleur, intensité, clarté — pendant la résistance antifasciste. Les succès obtenus par les partis communistes et les forces de gauche en Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie et Albanie pendant les derniers mois de l'année 1944 ont démontré la volonté de la majorité nationale d'un changement radical des structures du système socio-politique, le passage vers le socialisme, réalité évidente après 45 ans de ces événements historiques.

<sup>19</sup> Stephen G. Xydis, *Greece and the Great Powers, 1944—1947. Prelude to the Truman Doctrine*, Thessaloniki, 1963, pp. 59 et suiv.

## THE GREAT POPULAR UPRISING OF 1735 AND ITS SOUTH-EAST EUROPEAN BACKGROUND

EUGEN GI.ŪCK

During the last decades of the 17th century Eastern and South-Eastern Europe was re-distributed into influence zones among the great powers. While Wallachia and Moldavia continued to be politically autonomous *vis-à-vis* the Ottoman Empire, Transylvania fell under the Habsburg sway, following the Karlowitz peace (1699). The frontier of the Empire was meanwhile established along the Carpathians line, and in the Banat it fell along the Mureş bed and the Lăpuşnic-Marga line.<sup>1</sup>

The withdrawal of the Habsburg troupes who had temporarily penetrated the Balkans, after the Turkish defeat in Vienna (1683), caused the refuge of hosts of Serbs, Macedonians and even Bulgarians and Albanians to the north of the Danube, as these had rebelled against the Ottoman yoke. With the return of the Sultan's forces, bloody reprisals were expected. The authorization of the Imperial Commissioner Starhemberg, charged with their settling in the Habsburg Empire, specified that his jurisdiction extended over the Romanians and the Serbes ("Walachen und Razen").

After some hesitation, the Emperor sanctioned, on August 21, 1690, the "Illyrian privileges", which provided to the Orthodox population autonomous political and church rights, under the leadership of a voivode and a patriarch. However, only the ecclesiastical office survived in reality, a metropolitan being instituted at Karlowitz. The „Illyrian congress" would meet periodically to decide principally on church, educational and foundational issues. The strength of these regulations extended over the Romanians in Crişana and, after 1716, over the Banat too.<sup>2</sup>

Obviously, the above-mentioned privileges provided to those of Orthodox faith in these parts conditions better than in the Grand Principality of Transylvania. The subsequent increasing interpretation of the privileges to the advantage of the Serbian notables has been an obstacle in validating many Romanian interests until the hierarchy separation of 1864.

<sup>1</sup> Mappa der zu Carlovitz... keiserlich-türkische Grantz—Scheidung, in Hadtörténelmi Térképtár (Map collection of military history), Budapest, mark B. IX 482/10.

<sup>2</sup> Iovan Radonič i Mita Kostič: *Srpske privilegije od 1690 do 1792* (Serbian privileges from 1590 to 1692), Beograd, 1954, p. 19ff.

It was also in the 17th century that plans establishing the use of the refugees for guarding the new frontiers of the Empire on the Sava, the Danube, the Tisa and the Mureş were outlined. Captain Petroviei Novak demanded already in 1687 the right to settle together with 4892 combatants about the Lipova parts. However, he managed to reach Orşova two years later with only some 800 men.<sup>3</sup> On the other hand, the fate of the Mureş zone continued to be militarily uncertain until about 1696, and this did not prompt massive immigration. Once the situation became clear, in 1700, the Mureş line was only guarded by 361 "Serbian" horsemen and 227 "Bulgarians", the latter leaving shortly after.<sup>4</sup>

After long divergences between the War Council, the aulic Chancellery and the aerarium, fundamental norms were passed on July 22, 1703, for the organization of the frontiers raised along the Mureş.<sup>5</sup> Hence, during the 1703—1752 span, 17 frontier localities existed in the Northern valley of the Mureş (between Săvirşin and Cenad), and 9 others in the Crişul Alb Valley. At first, this confine was bound to that on the Tisa, but it subsequently grew continuously independent, having the head offices in Arad.

For the number of the confine population, the only reliable source is the so-called Herdenegg's conscription (1703), which encompassed a number of localities having 1200 military with 863 family members. Likewise, we know that the overall figure of the combatants in the Arad confines came up to 1964. Hence, relying on these reference items, we can estimate that the overall population figure was 17,780.

Some notable change of population occurred in the subsequent years. During the Rakoczy rise (1703—1711), the frontier men fighting on the Emperor's side incurred much loss. According to the census of 1720, after the imperial conquest of the Banat (1716—1718), part of the frontier men stationed in the Mureş valley, who were no doubt prevalently Serbian immigrants, withdrew south of the river or turned back to the Austrian-conquered Serbia. However, the above-mentioned conscription recorded only 1144 breadwinners in the Mureş and Crişul Alb valleys, which corresponds to a population of about 10,350 people.<sup>6</sup>

During the subsequent period, the natural increase of population diminished by the flight of the frontier guards to the Banat, on account of restricted rights. 228 inhabitants left only during 1728—1729.<sup>7</sup> Casualties were due to the 1737—1739 and 1741—1742 wars. Hence, notwith-

<sup>3</sup> Kriegsarchiv Wien, Hofkriegsrat, Prot. reg. 1685, p. 115, Márki Sándor: *Aradvármegye és Arad szab. kir. város története* (History of the Arad county and of the free royal town of Arad), vol. II, Arad, 1895, p. 265.

<sup>4</sup> *Ibidem*, p. 272.

<sup>5</sup> Rurt Wessely: *Neuordnung der ungarischen Grenzen nach den grösser Türkenkrieg*. Schrieft des Herresgeschichtlichen Museum Wien, Vol. VI (1973), p. 43, 86, Kriegsarchiv Wien, Hofkriegsrat, Prot. reg. expedit 1703, no. 543.

<sup>6</sup> Országos Levéltár (National Archives), Budapest (hereinafter O.L.), Microfilm section, no. 3144/75, frames 58—62, 96—101. Arad State Archives, microfilms, Herdenegg's conscription, L. Wessely: *op. cit.*, p. 81, Ivan Jakšič: *Iz popisa stanovnika Ugarske početkom XVIII veka* (From the conscription of Hungary's population in the early 18th century), Novi-Sad, 1966, p. 189.

<sup>7</sup> Aurel Tintă: *Colonizările habsburgice în Banat. 1716—1740* (Habsburg colonizations in the Banat. 1716—1740), Timișoara, 1972, p. 84.

standing the natural increase, the number of the confine population about 1740 can be assessed as 12—14000 people.

Military settlements were principally of agricultural profit, the soldier tilling as much land as he "desires and can". Since the soldiery were obliged to keep up themselves, the military service was annually established for 6 months. With the introduction of the Imperial taxation, especially after 1718, frontier men searched compensations by turning to good account the duty-free *pustas* (desert fields), i.e. the village boundaries which had disappeared during the Ottoman rule, which were granted by the aerarium either free of charge or on a minor lease.

A comparison of the data available of 1720 shows that the confine families tilled 3.29 ha on the average, which if considered in respect of the contemporary productivity conditions, satisfied only the local needs. Zootechnics was more developed. In five localities (Arad, Păuliș, Pecica, Semlac, Glogovăț, nowadays Vladimirescu), the average cattle figure per family between 1703 and 1746 raised from 1.10 to 1.47 (+13.36%) and the average horse number raised from 0.42 to 1.01 (+240.47%). Handicraftsmen and merchants are mentioned to appear in the Arad town and several other localities.<sup>8</sup>

For the structure of the confines, the available information comes from the conscriptions of 1720. In 13 localities about the Mureș valley, 40 out of 924 breadwinners were officers (4.32%) and the number of sub-officers was 23 (2.48%). In the Crișul Alb valley, the number of officers is smaller. At Ineu, there were three officers for 91 men, and at Șiria 63 frontier guards had only one captain. At Galșa, Gurba and Șicula, the command was at the hands of sub-officers.<sup>9</sup> In reality, the Teklija and Sevici families monopolized the supreme command and the officers' sons were quickly advanced.

A well-off layer, consisting especially of officers, gained increasing grounds within the confines. Captain Petru Seghedinaț of Pecica had in 1735, in addition to land, herds and beehives, the latter being a source of attraction for Turkish merchants.<sup>10</sup> About 1720, the two captains in Arad had even acquired noble status and were already big landowners. In the Mureș valley, the dominant position was held by the middle and well-to-do strata, who owned at least 5 ha, and in 1720 represented 500 breadwinners, hence, 54.11%. In the Crișul Alb Valley, the frontier men were by far poorer, only 10 breadwinners (4.54%) pertaining to the above-mentioned categories.<sup>11</sup>

Particularly important is the ethnic composition of the militarized population. That during the given period the "Rascians", "Razen" or "Illyrians" cannot always refer to the Serbs alone is unquestionable.

<sup>8</sup> I. Jakšić: *op. cit.*, p. 157ff. C. Ciuhandu, *Românii din cîmpia Aradului de acum două veacuri* (The Romanians of the Arad plain two centuries ago), Arad, 1940, II<sup>nd</sup> part, pp. 36—37, 241, 255, 274.

<sup>9</sup> I. Jakšić: *op. cit.*, p. 157ff., O.L., microfilms no. 3144/75, frames 58—62, 96—101.

<sup>10</sup> Márki S.: *op. cit.* p. 314, Ivan Radonić: *Grada za istoriju bune Pere Segedinaca* (Contributions to the history of Pero Seghedinaț's uprising), "Spomenic Srpska Kraljevska Akademija", year 23 (1923), vol. 59, p. 218.

<sup>11</sup> I. Jakšić: *op. cit.*, pp. 157—197, O.L., microfilm no. 3144/75, frames 58—62, 91—101.

As was already shown, among the refugees coming from the Balkans, there were Romanians, even notable families, too. The Mocionis, migrated from Moskopole, gave to the imperial army a remarkable combatant, who died in the decisive battle at Zenta (1697) and another served as a priest in the army of Eugene of Savoy.<sup>12</sup> Since the number of colonized families in the Mureş zone was small, the local Romanians were from the outset incorporated in the confines. This reality was observed by the Austrian researcher Kurt Wessely, who used the case of Ursu Crişan as an illustration<sup>13</sup>. If we were to trust the census of 1720, it is even more obvious that the forces making for the south could only be obtained by an increased incorporation of the Romanians, as was, for instance, the inclusion of the Simbăteni village in the confines. Homonyms of incontrovertible Romanian origin may be identified in 1720 at Ohaba (Stanca Ursul, Ciorlea Theodor, Oprea Crica, Borşa Florea), Soimaş (Cizmaş Lazăr, Baba Mihai, Grozav Pandur), Cicir (Dragoş Ursul, Pagubă Filip), etc.

Those who made the conscriptions for the frontier men in the Mureş valley seem to have been mainly Serbs, but this is puzzling, as is, for instance, the case of Gyurka Varadinacz, who might have equally been Gheorghe Vărădeanul or Varadiai György. This variation suggests Magyar penetration in the confines, as in the case of captain Feritói László.<sup>14</sup>

Precious information is furnished by "Protocollum Comissionis Impopulationis" (1765), which mentions that the frontier guards about the "higher trenches" (Mindruloc, Cicir, Simbăteni, Păuliş, Şoimoş, Ohaba) had been mostly Romanians.<sup>15</sup> The situation is even clearer in the Crişul Alb valley. The census takers coming from Esztergom recorded the inhabitants' names as they heard them. Thus, all the persons recorded at Gurba bear Romanian names. At Galşa, 26 out of the 34 breadwinners were incontrovertibly Romanians. In Şiria and Şicula they were also the majority.<sup>16</sup>

Conscriptions made when the confines were abolished reinforce the large number of the Romanian element. At Cicir, the number of breadwinners rises between 1720 and 1745 from 16 to 35 and the newcomers bear names like Groza, Rotar, Ardelean, and the like. In 14 villages, where a large population continued to live after their being demobbed, 869 breadwinners were conscripted, 73.18% of which had Romanian names, 3.79% were Magyar, 22.55% were Serbian and 0.46% were other technical groups.<sup>17</sup>

Following the Passarowitz peace (1718), the Mureş confines lost their initial role and the war council in Vienna transferred them no longer for some mission for 15 years. In exchange, the war duty was establish-

<sup>12</sup> Teodor Botiş, *Monografia familiei Mocioni* (Monograph of the Mocionis), Bucharest, 1959, p. 16.

<sup>13</sup> K. Wessely, *op. cit.* p. 89.

<sup>14</sup> I. Jakšič, *op. cit.*, p. 185.

<sup>15</sup> Donauschwäbische Quellenbuch, no. 549. In the original: "der grösste Theil in diesen Oberen Schantzen ebenfals aus Walachien bestehet..."

<sup>16</sup> O.L.; microfilm no. 3144/75, frames 58-62, 100-101.

<sup>17</sup> G. Ciubandu: *op. cit.*, p. 65.

ed, which was particularly onerous since much of the condition of militarized families was natural economy. Likewise, *corvée* duties were exacted, as was, for instance, the obligation to clean the Mureş bed in 1735. However, the contradiction between the frontier men and the Habsburgs got even worse in terms of the land issue. In 1732, Duke Rinaldo of Modena acquired 122 villages and 82 desert fields in the Arad and Zărand counties. The Edelspachers got the Şimand and 9 desert fields. Other noblemen got donations in the Mureş valley. The new distribution of estates hampered the extension of frontier lands and several desert fields had to be already retroceded. In August 8, 1735, the military issued a protest in Arad against the Duke's diploma and another protest was published at Miniş. They, together with the military frontier about the Arad city claimed two villages and 14 desert fields and those at Ineu and Şicula claimed other 11 villages.<sup>18</sup> The Habsburg land policy has no doubt gradually weakened the economic situation of the frontier guards.<sup>19</sup>

Likewise, those in Vienna were thinking to change several confines into line contingents, which would have upset the whole economic-social system till then. It is no wonder that this plan together with the metropolitan's suggestion for union with Rome raised the opposition of the Arad officers attending the Illyrian congress of 1732.<sup>20</sup>

In 1734 Vienna ordered the transfer of the frontier men in Silesia and Czechia. Although these orders were later revoked, they had to pay much for self-equipment. The forced levying of dues began late in the year. In the interrogation of August 27, 1735, Captain Petru Seghedinaţ declared that the frontier men wanted to put their cattle on sale, but as these were unfit for sale, they were forced to bring their winter supplies to the market.<sup>21</sup>

With the involvement of the Habsburg Empire in the war for the succession to the Polish throne (1733—1735), the boarder contingents in Transylvania were largely transferred. Captain Petru Seghedinaţ, apparently with other officers, realized that this was a good opportunity for an anti-Habsburg action. The captain in Pecica got even in touch with the representatives of the Romanian and Magyar peasantry thereabout. These were themselves dissatisfied with the heavy duties and the increased feudal rent. At first, the peasants' heads were only thinking of neutralizing the frontier men in case of rebellion. But later, they envisaged a possible collaboration, especially after Petru Seghedinaţ had given them a letter of warranty. The captain related in one of his depositions that their aim was to ensure "an equal liberty" to all. The actual discussion concerned the diminution of taxation and of salt costs and the nullification of the "share" due to keep up the army. The representatives of the serfs placed emphasis on the fight against the landowners and the tenants, while Petru Seghedinaţ thought they could not live without a king and landowners and pleaded for the maintenance of boardermen

<sup>18</sup> Márki S. : *op. cit.*, p. 305.

<sup>19</sup> Relying on the conscriptions made upon the abolishment of confines. Sec G. Ciuhandu : *op. cit.*, II<sup>nd</sup> part.

<sup>20</sup> Márki S. : *op. cit.*, pp. 312—313.

<sup>21</sup> I. Radonič : *op. cit.*, pp. 20—23, 26—31.

privileges. The parties agreed to entrust the command of the undertaking to the captain of Pecica.

Petru Seghedinaț believed that the mobilization of the frontier men could be done with the structures at that time and, to this aim, he got in touch with the supreme captain in Arad and the captain in Nădlac. However, in reality only Petru Seghedinaț undertook the preparations of his unit. The peasantry leaders thought of a popular insurrection and, with this aim in view, they had already got in touch with the western villages in the Arad and Zărand counties and those about the Eriu course in Bihor. The cherished dream of the peasantry leadership was to conquer Oradea, while the captain of Pecica argued for the assault of Arad. Finally, they agreed on the latter variant, hoping that the frontier guards in town will rise and this will be subsequently followed by a capture of ammunition deposits. However, no agreement was reached as to the day of the fight. The serfs were eager to begin fighting but Petru Seghedinaț recommended patience until the spring land toils were over and all the imperial contingents left these parts.<sup>22</sup>

The last session took place in April 23 or 24, 1735. Although the preparations were still in the making, the peasants rose in April 27.



The following days, several groups of rebels emerged on the lower reaches of the Crișul Alb. The notary Pavel Mircovici set up a contingent of 100 men at Socodor and its surroundings. About 70 or 80 men took their positions near Valea Seacă, not far from Pecica. The bulk of the rebels attacked the city of Gyula (Hungarian People's Republic), but failed to conquer it. Next, they headed for those parts where villagers' adhesion was expected. They entered the Bihor county, advanced south-east of Salonta and then passed through the Tămășda zone. In May 7, they set up a fortified camp not far from Pădureni (nowadays a quarter in Chișinău Criș). The number of rebels topped up about 1300 men, but only some 200 had fire arms. Most of them were serfs, to which added shepherds, servants, handicraftsmen and the village intelligentsia, as was, for instance, the school master of Iermata Neagră.<sup>23</sup>

The first to realize the large number of Romanians among the rebels was G. Barițiu. He illustrates his conclusions mentioning Gronicul Negru Haiduc Ursul, Gronic Macavei and Gheorghe Macavei who were among the heads sentenced when the revolt was put down.<sup>24</sup> That the Romanians were involved in the movement is also shown by the contemporary poem "Peró veszedelme" (The danger of Pero). The rebels in the Valea Seacă camp took an oath before the warrant officer Daniil Boicu. However, it is not infrequent that the Romanians are mentioned under patrimonial

<sup>22</sup> Márki S.: *op. cit.*, pp. 314–320.

<sup>23</sup> O.L. fund. c. 20, file 271, Egyetemi Könyvtár (University Library), Budapest, Manuscript department (hereinafter E.K.), Tome 43 A., p. 358, Library of the Arad County (hereinafter B.J.A.), MS no. 151617, pp. 14–15, I. Radonič: *op. cit.*, p. 13, 47–48.

<sup>24</sup> G. Barițiu: *Părți alese din istoria Transilvaniei* (Selected parts from the history of Transylvania), Sibiu, 1889, vol. I, p. 315.

names of a different stamp, as is, for instance, the case of Kerekes János, who is shown in documents to be of «Romanian faith».<sup>25</sup>

Immediately after the outbreak of the revolt, the leaders of the serfs sent emissaries to Pecica. But the captain had left for Arad and was due to arrive only as late as May 1. Having rumours about the events, he made the preparations for his unit, but on May 3 he left again for Arad. His aim was to settle the position of the supreme captain and of the other captains. However, the town commander had meanwhile learnt of these undertakings and arranged for the arrest of Petru Seghedinaș.

These events became a source of serious trouble to the ruling circles in Vienna, who were particularly worried by a possible immixture of the Empire's enemy in these internal issues. Hence, large-scale military measures were quickly adopted. But the decision came earlier than expected owing to the abilities of the Arad commander. He pretended to believe the innocence of the frontier officers. In this way, shilly-shally elements and even the supreme commander and the one in Nădlac obeyed the general's order and set out with their troops to Pădureni.

The decisive battle was fought on May 9, 1735. The insurgents withstood the numerical superiority of the frontier men for four hours. Finally, about 500 rebels died on the battlefield and in the marshes where they had sought refuge. Troops of nobles led by Baron Orczy arrived there not long after. The baron attempted to demobilize the rebels spread about the place, offering an amnesty which was accepted by some two hundred men. Frontier units arrived with some delay and kept the zone under occupation for a year.

Part of the insurgents managed to retreat in the Bihor county with the aim of keeping up the fight. They were taken unawares by adverse forces in the Tileagd region and were definitely defeated.<sup>26</sup>

Following these events, the authorities unleashed hosts of reprisals against the rebels. The amnesty given by Baron Orczy was obeyed only in the zones under his control and for those mentioned in a list drawn according to a decree sanctioned on June 18, 1735. The rebels captured at Tileagd were dragged out to Oradea. Several detainees were thrown in the Buda goal but most of them were imprisoned in the Arad town. On May 20, captain Petru Seghedinaș, was put to the rack, which he stood with surprising manhood.

Notwithstanding the protest made by the frontier guards, Vienna ignored the Illyrian privilege and instituted a special tribunal who worked under the presidency of the general commander in Buda. All those imprisoned were given for judgement to this court. After some hesitations, the officers involved in the rebels' plan, i.e. the supreme captain in Arad, that in Nădlac and Mihai Seghedinaș, were also put under arrest. Distrust in the still free officers was so heavy that they

<sup>25</sup> Magyar Múzeum, year 9, fasc. V—VI (1859), pp. 182—184, B.J.A., Ms no. 151617, pp. 14—15, 34—36, Liviu Patachi: *Românii în răscoala lui Petru Seghedinaș* (The Romanians in the uprising of Petru Seghedinaș), offprint, Bucharest, 1947, pp. 12—15.

<sup>26</sup> E.K., Tome 43 A, p. 358, O.L., fund C. 20, file 271, Arad State Archives, fund Márki, vol. III, pp. 116—117, Márki S.: *op. cit.*, pp. 326—330, I. Radonič: *op. cit.*, pp. 23—24, 38—40, 13—14, 50—51, B.J.A., Ms no. 151617/55—56.

were forbidden to go to the Illyrian congress of 1736. The tribunal continued the interrogations, and Petru Seghedinaț and other leaders were put to the rack.

The final sentence, approved in Vienna on March 17, 1736, sanctioned the breaking-on-the-wheel penalty for Petru Seghedinaț and other three leaders, other four being beheaded. The same sentence was adopted for four convicts who were to be chosen from a group of twelve by casting lots. Those who were not death-sentenced and another sixty convicts were forced to make fortification labour. Later on, 34 of these were enlisted in an imperial regiment quartered in Italy, the remainder being enrolled in other military units. A number of peasants and three reformed preachers were sentenced to smaller penalties. To everybody's surprise, the arrested officers were returned to their posts, most likely to smooth out the worries of the frontier men to be used in the approaching Austrian-Turkish war.

The capital sentences were applied on April 4, 1736 at Buda, the bodies of those broken on the wheel being cut out in four and exposed, together with their heads, at Arad, Oradea, Pecica a.o. so as to intimidate the population.<sup>27</sup>



The popular uprising of 1735 reverberated in the European press, as the shaking of the Habsburg Empire could influence the force balance on the battlefield or the power balance in the political realm.

Much space was given to the events of June 1735 in "Mercure Historique et Politique", a journal published in the Hague. The information furnished there came straightly from the Habsburg Empire, which was on friendly relations with Holland. According to the relation, the rebels, who were "nations of all kinds", were headed by Petru and their number topped 1300 men. The correspondent, who regarded the events in the eyeshot of the ruling classes, stressed the anti-feudal character of the movement and expressed his hopes that military contingents transferred from the Oradea neighbourhood would rapidly intervene. When the edition was over, the press office got news that the forces of major-general Handko had taken the rebels unawares between Pădureni and Ineu. About 500 insurgents were killed or died in the marshes, while the remainder managed to escape. The next account, published in September, relates the smothering of the uprising and the proceedings instituted against the leaders headed by Petru Seghedinaț.<sup>28</sup>

"Mercure Suisse" of Neuchâtel (Switzerland) gave a brief comment on the event in its May issue. The rebels were shown to have organized in 13 corps and to have attacked landowner's assets. The stifling of the uprising is mistakenly attributed to Baron Orczy.<sup>29</sup>

The interest taken by "Mercure de France" in the events was dictated by the fact that it was published in a country at war with the

<sup>27</sup> I. Radonič: *op. cit.*, pp. 28–45, 50–54, 58, O.L., fund C. 20, file 271, B.J.A. no. 1516171, p. 38, Országos Sécshényi Könyvtár (Sechényi National Library), MS department, Budapest, fol. hung. 1045, pp. 76–81.

<sup>28</sup> pp. 635–639, 772–773.

<sup>29</sup> p. 5.

Habsburgs. This explains the emphasis placed on the fact that four corps were transferred to put down the revolt.<sup>30</sup> Using a relatively objective tone, "Stockholmske Post Tindringar" informed in June 22, 1735, observing that the centre of the revolt was in the neighbourhood of Arad. Further relation of the event could be read in "Europäische Fama", where the rebels were assessed to be only 900.<sup>31</sup>

"Wienerische Diarium" notified with long delay in June, 1735, that General von Jörger found everything to be in good order at the place of the event and the transferred troupes had returned to their garrisons.<sup>32</sup> Likewise, "Wochentlich Zweimal Neu-Ankommenden Mercurius" in Buda attempted to mar the importance of the events by placing the news on the 12th page only as late as its issue of May 23. The newspaper pursued the same method in its subsequent accounts, emphasising the suppression of the revolt, the interrogation of Petru Seghedinaț, etc.<sup>33</sup>

With the execution of the capital sentences in April 4, 1736, the popular uprising of 1735 becomes again a topical issue. "Mercure Historique et Politique" informed its readers in this respect in its May issue.<sup>34</sup> "Mercure Suisse", issue of June 1736, observed also that the above-mentioned executions failed to frighten those dissatisfied with the Habsburg rule. An account of the executions appeared also in "Europäische Fama".<sup>35</sup>



The popular uprising of 1735 failed to determine the Vienna ruling circles to change their policy *vis-à-vis* the frontier guards on the Mureș. In the Austrian-Turkish war, they were sent in July 1737 to Banjaluka, and in 1738 others took part in the defence of Șabaț. The latter were taken captive by the Turks and had to self-ransom. In 1737, the frontier men were also used at Orșova under hard conditions, and the pay due to them during the transfer period was cancelled. In 1741—42 they were sent to Moravia and Bavaria.<sup>36</sup>

Following this campaign, plans for the dissolution of the confines on the Mureș and Tisza were applied. On the one hand, the Vienna Court gave way to the claims of the Magyar nobility and, on the other, searched to obtain higher duties and more recruits from the demilitarized population. In reality, this demilitarization was performed in stages lest the frontier men should rise in revolt. In 1745, the frontier men in the Crișul Alb valley were permitted to choose between serfdom and transfer to the localities on the Mureș valley.<sup>37</sup> The situation of the military men in Arad was given a more favourable solution in 1746, the new civilians

<sup>30</sup> vol. 38 (1735), col. 1007.

<sup>31</sup> Stockholmske..., p. 2, Europäische..., vol. I (1735), pp. 473—474.

<sup>32</sup> The newspaper is not paginated.

<sup>33</sup> No. 41 (p. 12), no. 46 (p. 8), no. 64 (p. 12).

<sup>34</sup> pp. 530—531.

<sup>35</sup> Mercure..., p. 7, Europäische..., vol. I (1736), pp. 271—276.

<sup>36</sup> Timișoara State Archives. Acts Cem. gen. Banat (hereinafter A.J.T.), file 1—16/4, F. 8—13, Bucharest State Archives, microfilms Yugoslavia (hereinafter A.J.B.), roll 150, frames 16—21, Ivényi István: *Szabadka szabad királyi város története* (History of the free royal town of Subotica), Szabadka 1892, vol. II, p. 125. Hadtörténelmi Levéltár (Archives of Military History), Budapest Ford. Cem. gen. Buda (hereinafter H.T.), 1742/file 1—2, f. 1—16

<sup>37</sup> *Ibidem*, 1746/file 1—43/8.

being granted equal rights with the other urban inhabitants.<sup>38</sup> Meanwhile, an alternative transfer of the frontier guards to the new confines under organization near the Danube was advanced. In October 21, 1747, the supreme captain in Arad and Major Marcovici complained that in the south of the Banat the aerarium intended to give them weak lands.<sup>39</sup>

All the frontier communes were abolished in the Mureş valley in 1750. According to the depositions, each soldier who became a serf had the right to a *sesia* and to a material aid over 10 years, in case he moved from a desert field to a village. The officers were to be granted noble status and a *curia* each.<sup>40</sup> In reality, none of these dispositions came into force. Thus, for instance even as late as 1790, the officers' descendants claimed their rights with no success.

A large part of the frontier people, especially Romanians, remained faithful to their ancestral land. Conscriptions made between 1743 and 1752 mention 1505 families in the localities incorporated with the Arad county (Nădlac, Şeitin, Cenad had passed to the Cenad county).<sup>41</sup> No precise data exists for the departed population. The contract concluded on October 28, 1753 between the frontier men transferred to the Danube and the authorities speaks of 2991 soldiers and 2508 civilian breadwinners coming from the Tisza and Mureş confines, without mentioning the localities they had come from.<sup>42</sup>

The Mureş frontier men were given a third alternative: immigration to the Ukraine. They brought the memory of the land they had abandoned to their new country, where they founded localities like Nădlac, Semlac, Pecica, Mîndruloc, etc.<sup>43</sup>

This was how a main chapter in the history of the south-western parts of Romania was concluded.

<sup>38</sup> A.J.B., roll 11, frames 782—784, roll 106, frame 96.

<sup>39</sup> I.L.T. 1747/file 1—63/28.

<sup>40</sup> Ibidem 1750/file 1—101/58, 65, 112, 177, A.J.B. roll 150, frame 34, A.J.T. 1—65/5.

<sup>41</sup> G. Ciuhandu: *op. cit.*, p. 65, Márki S.: *op. cit.*, pp. 364—371.

<sup>42</sup> A.J.T. 1—16/4 f. 8—13.

<sup>43</sup> Ştefan Meteş: *Emigrări româneşti din Transilvania în secolele XIII—XX*, 2nd edition, Bucharest, 1977, p. 62.

## LES « FEUILLES VOLANTES » EN LANGUE ROUMAINE À L'ÉPOQUE DES GUERRES ANTINAPOLÉONIENNES

ZAMFIRA MIHAIL

La chancellerie impériale d'Autriche inaugure l'utilisation des « feuilles volantes » imprimées en roumain, destinées à faire connaître à tous les sujets leurs diverses dispositions, à partir de 1701<sup>1</sup>. Quant à l'Empire des tsars, il devait se servir de cette sorte d'imprimés à l'intérieur de la province roumaine englobée en 1812 dès le début<sup>2</sup>, mais il y avait des feuilles volantes en roumain même avant cette date<sup>3</sup>. Adressés à l'habitant, les textes respectifs étaient rendus publics aussi bien par leur lecture à haute voix le dimanche après la messe, que par leur exposition à des endroits permettant à tout le monde d'en prendre connaissance.

A l'époque des guerres napoléoniennes, ces feuilles volantes représentaient l'unique source d'information officielle en ce qui concernait les événements en cours. C'est que la conjoncture politique et économique de l'époque créait, surtout dans le cas des Pays roumains, d'innombrables difficultés au développement d'une presse périodique.

Durant la première étape de la Révolution Française, les feuilles volantes imprimées en roumain ne comportent pas de références aux événements démarrés en 1789. Leur texte se rapportait surtout des poursuites contre les déserteurs (il y a 23 circulaires à ce sujet pour l'intervalle 1789—1818) et des ordres de recrutement.

Notons la singulière ordonnance du gouvernement de Transylvanie datée du 30 mars 1789 où sont préconisées les mesures contre ceux qui diffuseraient « des rumeurs » sans fondement à propos d'une éventuelle attaque de l'Empire ottoman (Răduțiu-Gyémánt, no 420). Il faut préciser que la guerre russo-austro-turque venait justement de débiter. Il semblerait donc que nous nous trouvons face à une première en langue roumaine marquée par un gouvernement confronté à un phénomène dif-

<sup>1</sup> Aurel Răduțiu, Ladislau Gyémánt, *Repertoriul actelor oficiale privind Transilvania tipărite în limba română (1701—1847)*, București, 1981 (= Răduțiu-Gyémánt); cf. și A. Veress, *Orînduieii românești tipărite în Ardeal (1744—1848)*, București, 1928.

<sup>2</sup> Paul Mihail(ovici), *Tipărituri românești în Basarabia de la 1812 pînă la 1918*, București, 1941 (= Paul Mihail, *Tipărituri românești*); Paul Mihail, *Contribuții la Bibliografia românească veche (1785—1830)*, « Anuarul Institutului de istorie și arheologie A. D. Xenopol Iași » (= AIIAI) 1984, p. 501—527; 1985, 2, p. 755—778; 1986, 2, p. 909—947 (= Paul Mihail, AIIAI).

<sup>3</sup> Feuilles volantes dues à Rumiantsev, en 1774, cf. I. Hodoș, Dan Simonescu, *Bibliografia românească veche*, vol. III, București, 1941 (= BRV).

ficile à saisir et cataloguer. Le débat sur le phénomène des « rumeurs » s'inclut dans celui de plus large envergure portant sur l'information (vrai ou fausse). Ce problème des « rumeurs » se pose dans les travaux sur la théorie de la communication ; G. A. Miller définit la rumeur dans les termes suivants : « fausse information qui touche à une vaste audience et circule d'une personne à l'autre sans fournir aucune preuve sûre quant à l'événement auquel elle se rapporte »<sup>4</sup>. Par conséquent, l'idée de cette sorte de distorsions de l'événement était née à l'époque et l'on jugeait alors possible qu'une nouvelle du théâtre de guerre puisse arriver déformée à la périphérie de l'Empire. Ce fut justement en prévision des rumeurs possibles que commencèrent à partir de 1789 les sorties de sous presse en multiples exemplaires des manifestes, ordonnances, circulaires ou autres textes du même genre que les gouvernements diffusaient ensuite afin de présenter sous un jour leur convenant des événements intervenus dans les zones que contrôlaient les Français, ainsi que la marche de la guerre.

Le 25 avril 1797, l'évêque Ioan Bob de Blaj conseillait son clergé et ses ouailles de fournir leur apport à l'entretien de l'armée autrichienne qui guerroyait contre la France (Răduțiu-Gyémánt, no 429). Il considérait les Français comme responsables du commencement des hostilités, les accusant que « en payant d'audace, ils se refusent à conclure d'aucune façon bienséante et juste la paix désirable ». Et ses arguments en faveur d'une contribution à l'entretien de l'armée autrichienne évoquent d'un ton sentimental un passé soi-disant idyllique : « rappelez-vous de quelle bonne grâce avait fait montre l'Illustre Cour de l'Autriche vis-à-vis de tous ses sujets ». Pour en faire contre-poids, il affirme que les Français « tous ceux qui sont tombés entre leurs mains les ont pillés sans la moindre pitié humaine », etc. D'autre part, il ajoutait à ses arguments d'ordre confessionnel pour une contribution à l'entretien de l'armée (« soit de l'argent, soit des bestiaux prenaient sur les vôtres et offraient-les ») l'idée d'une solidarité internationale : « en se rendant bien compte que le bien-être d'un pays se rattache à celui d'un autre pays ». Le même prélat, dans une pastorale de mars-avril 1798 (Răduțiu-Gyémánt, no 434), tout en parlant des années de riche moisson en Transylvanie, fait la revue des calamités sévissant dans les pays voisins du fait des guerres contre les Français. Le prolongement des hostilités jusqu'en 1801 avec les graves défaites infligées aux Autrichiens, déclenchera une nouvelle sortie de circulaires mentionnant les méfaits des Français dans les autres zones de l'Empire. Il y a eu, par exemple, la *Notification de Landeh* (soit Landeck, sur le cours de l'Inn, au Tyrol) du 4 avril [1799] concernant le passage des Français dans ladite région, marqué par des sévices et forfaits dont « les véritables suites sont montrées ci-après » (Răduțiu-Gyémánt, no 435) ; ou encore, le 13 mars 1800, *La notification du Gouvernement de Transylvanie relative aux dommages subits par les habitants de la région de Breisgau* (actuellement en Allemagne Fédérale) de la part des soldats français lors de la campagne de 1799—1800 (Răduțiu-Gyémánt, no 438). Il semble que les destinées des zones marginales de l'Empire préoccupaient tout

<sup>4</sup> *Langage et communication*, Paris, 1956, p. 365, ap. Gelu Neamțu, *Aspecte comportamentale în primăvara revoluției de la 1848 din Transilvania*, AIIAI, 1988, 1, p. 315.

particulièrement l'empereur François II, car le 14 décembre 1802 il faisait partir de Vienne une notification intitulée *Écrit sur l'état misérable du peuple d'Ems* (Răduțiu-Gyémánt, no 452), rendue publique par le soin du gouvernement de Transylvanie et traitant des déprédations dont avait fait l'objet la localité suisse d'Ems, pour le bénéfice de laquelle une collecte était prévue dans l'intervalle 15 mars—31 août 1803.

Les feuilles volantes émanées de la cour impériale de François II et de celle de tsar Alexandre I<sup>er</sup> brossaient une image de la France faite pour inspirer l'effroi à quiconque désirait mieux connaître les principes de la Révolution et ce qui en était de leur mise en œuvre ; de 1799 à 1815, une certaine partie de cette sorte d'imprimés a représenté un véritable outil de diversion à l'usage des deux Empires ennemis de la France, qui s'en servaient de façon délibérée pour influencer sur l'opinion publique dans le sens voulu. C'est le cas pour les notifications dans le genre de celles déjà mentionnées (Landeck, Breisgau, Ems), bien qu'en réalité les soldats des deux camps en conflit s'adonnaient aux mêmes exactions sur leur théâtre de guerre, de même d'ailleurs que le sentiment général qui fait que l'on considère comme normal et légitime le comportement des troupes du pays auquel on appartient.

Il est hors de doute que le but visé par ces textes a été touché au moins partiellement. Cela d'autant plus que la génération confrontée à l'époque sur les champs de bataille aux soldats français avait été à même d'éprouver personnellement leur efficacité et leur vaillance : les grandes victoires des campagnes napoléoniennes étaient de celles n'ayant guère besoin d'une autre publicité que leur propre éclat qui les gravait à jamais dans le souvenir des survivants. Mais les feuilles volantes étaient tout spécialement conçues pour le bénéfice de la population villageoise. En même temps que les noms des disparus, elles lui faisaient connaître des images d'horreur, susceptibles d'attiser sa haine contre l'ennemi.

Comme il fallait frapper les imaginations, ces feuilles usaient et abusaient de la démesure, jusqu'à leur donner une tournure genre science-fiction, comme ces films, par exemple, montrant des gorilles monstrueux qui s'attaquent à de paisibles terriens. Par des raccourcis, les victoires de leur propre camp étaient présentées sous un jour idyllique ; elles apparaissaient comme l'œuvre de quelque *deus ex machina*, sans le moindre apport de l'armée levée parmi le peuple, de sorte que la gratitude de celui-ci devait nécessairement porter vers le chef victorieux ou, pour être encore plus précis, vers celui qui de par la force des choses se trouvait au sommet de la pyramide hiérarchique ; les grands généraux de l'offensive ou de la défense n'existaient pas : il ne pouvait y avoir qu'un seul chef, l'empereur, l'autocrate dressé sur son piédestal face au peuple. A l'époque, les foules n'étaient pas censées savoir que la plupart de ces guerres étaient nées des coalitions antinapoléoniennes et que ce n'était pas la France qui les avait déclenchées. Par ailleurs, les feuilles volantes dont il est question ici faisaient sans cesse miroiter l'illusion d'une paix durable, que les empereurs François II et Alexandre I<sup>er</sup> s'évertuaient à instaurer, sans cesser pour autant d'œuvrer à la mise sur pied de quelque nouvelles coalitions contre la France.

Le texte des feuilles volantes de l'époque allait du dénigrement de l'«ennemi», vilipendé en toute occasion, jusqu'à la glorification des vic-

toires remportées contre lui, en usant d'images hautes en couleurs. Une parfaite illustration de ce genre d'écrit s'avère la proclamation d'Alexandre I<sup>er</sup> à Vienne le 25 décembre 1812 ; c'est l'un des plus longs écrits de cette catégorie, évoquant à travers une suite de véritables images d'Épinal de la campagne antinapoléonienne de 1812. Cette pièce ne figure pas dans l'ouvrage roumain consacré à la bibliographie ancienne dans cette langue (BRV) ni dans les addenda qui l'ont complétée par la suite. L'auteur de ces lignes a trouvé la copie de ce texte dans un manuscrit roumain conservé à la Bibliothèque de l'Académie Roumaine (ms. 4143 BAR f. 289<sup>v</sup>—295). Il comporte une description prolixie des campagnes de l'année où « les forces terrifiantes » de l'ennemi « avaient été rassemblées d'à peu près tous les royaumes d'Europe », « mais tous les apprêts qu'il avait réalisés ont été mis en déroute par la guerre » et « malgré les moyens dont on n'a jamais encore entendu parler mis en œuvre par l'atrocité et la sauvagerie il n'a pas réussi à faire prendre corps aux idées qu'il nourrissait ». Et la description continue avec les précisions d'un communiqué militaire : « l'ennemi sauvage est entré sur notre terre avec un demi-million de troupes pédestres et de cavalerie réunies dans vingt royaumes », « une grande partie d'elles gisent à terre et celle-ci s'abreuve de leur sang tout au long des plaines... l'autre grande partie au cours des guerres fréquentes a été capturée avec voïvodes et généraux... » « ... à tel point que de tout cela en si grand nombre, il n'en est resté qu'un petit groupe, sans conséquence, affaiblis et à moitié inanimés ils peuvent rentrer chez eux pour faire part aux patriotes de leurs craintes éternelles et tremblements ». Une seule fois pour autant que nous le sachions, Napoléon est désigné comme « l'orgueilleux voïvode » qui « à peine s'il s'est échappé avec quelques-uns de ses principaux officiers ». « Pour ce qui regarde la perte de ses troupes, perte, disons, incroyable, c'est à peine si on peut le croire en le voyant de nos yeux ». Pour finir, le texte invoque la providence qui aurait assuré cette victoire.

Les manifestes qui suivirent durant les années 1813—1815<sup>5</sup> ne sont tous que des variations sur ce même thème de la campagne de 1812, avec quelques renseignements complémentaires sur les différentes étapes de la guerre. Le 24 décembre 1813, ils annonçaient le fait qu'avant même la fin de l'année passée depuis cette victoire l'« Europe armée contre nous, marche à présent de bon gré à nos côtés » (Paul Mihail, AIIAI, 1985, p. 759). Quelques mois plus tard, le 18 mai 1814, Alexandre I<sup>er</sup> annonçait de Paris qu'en raison de ce que l'ennemi était resté « inflexible vis-à-vis de la paix », « le rapide passage d'une victoire à l'autre nous a conduits aux bords du Rhin. Le peuple français qui n'a jamais déclenché contre nous des manifestations d'inimitié, devait appuyer notre foudre » (Paul Mihail, Mărturii Românești, p. 12, no 2). Bien qu'au Congrès de Vienne Alexandre I<sup>er</sup> ait été l'un de ceux qui ont pris l'initiative d'une nouvelle coalition contre Napoléon, son manifeste du 9 mai 1815 attribuait à une puissance surnaturelle la reprise des hostilités : « juste à l'époque même où nous pensions... goûter le fruit de la paix... une nouvelle guerre s'alluma, qui de par les indicibles jugements de celui d'En-Haut bien avant avait été décidée ». Pour ma part, j'estime qu'il s'agit là d'un

<sup>5</sup> Cf. Paul Mihail, AIIAI, 1985, 2, p. 755—778 et 1986, 2, p. 909—947 ; Răduțiu-Gyémánt.

artifice politique destiné à éluder la mention des causes réelles de cette nouvelle guerre, car le texte continue avec des imprécations contre Napoléon « Buonaparte qui tend vers le renversement des communautés, de la sainteté et des lois ». On considérait ce « Buonaparte » comme « un terrible fausseau de l'Europe, qui a fait vaciller les trônes des souverains » (Paul Mihail, AIIAI, 1986, 2, 939—940).

Toutes ces feuilles volantes rendent compte de l'état d'esprit des chefs d'État qui se considéraient en imminent péril du fait de la présence de Napoléon au gouvernail de la France ; contre lui se sont alliés « tous les royaume par un lien indissoluble afin de briser le pouvoir tyrannique ». Eloquent pour cette crainte que Napoléon I<sup>er</sup> inspirait aux souverains ses contemporains s'avère le fait que même après sa chute définitive, en 1817 le mot d'ordre était de donner lecture chaque année à « l'Acte de la Sainte Alliance », pour mémoire (Paul Mihail AIIAI, 1986, 2, 941).

Les feuilles volantes se proposaient de fournir *ab initio* l'explication de certains actes. Par exemple, l'empereur François II s'en servait pour communiquer qu'il s'était proposé d'abandonner sa résidence afin d'éviter l'accusation de sa défaite. De son côté, Alexandre I<sup>er</sup> donnait des raisons pathétiques pour expliquer son initiative d'occuper la Pologne qu'il prétendait sauvegarder de la sorte. Le désir d'influer sur l'opinion publique est visible. « L'édification » de l'histoire dans le sens voulu par les grands de ce monde avait pour conséquence l'interprétation d'une certaine manière des événements et de leurs suites prévisibles pour l'existence des peuples. Il ne s'agissait, certes, pas de donner l'explication de leurs mesures relatives aux affaires intérieures, d'ordre économique et social, mais du rôle que les souverains respectifs voulaient assumer pour la « sauvegarde » de l'Europe.

De la sorte, les feuilles volantes émancipées des chancelleries impériales mettaient au jour, de façon indirecte, la mécanique du régime politique. Si dans l'ordre économique, la population était dirigée, dans l'ordre idéologique elle était manipulée. Le langage du souverain s'adaptait à celui du simple citoyen afin que le message lui soit rendu intelligible. D'un certain point de vue, on pourrait affirmer que ces textes ont fourni l'occasion aux deux empereurs, autrichien et russe, de faire connaître leurs plates-formes idéologiques ; ils faisaient appel à la sensibilité de leurs sujets, en leur présentant une conjoncture politique « construite » suivant certains schémas, à l'instar d'une véritable « fiction »<sup>4</sup>. Un type de fiction qui ne visait à aucun art, qu'elle ne pouvait d'ailleurs guère toucher, mais qui n'en était pas moins agencée selon les normes d'une rhétorique que l'on retrouve dans toutes les relations concernant les « événements » des théâtre de guerre (Răduțiu-Gyémánt; nos 435, 438, 452). Suivant toutes les probabilités la suite des « scènes dures » évoquées par ces textes étaient inventées, non pas que de telles scènes n'aient pu avoir eu lieu en réalité, mais dans ce sens que la fiction poursuivait une certaine cadence et la hiérarchisation des effets visait à maintenir l'auditoire en haleine. On escomptait de cette façon des résultats psychologiques, aussi la relation respective était-elle dirigée et ne saurait pour cause s'assimiler d'aucune manière à un simple « bulletin d'informations ».

<sup>4</sup> Al. Dușu, *Ficțiunea din arhive*, « România literară », n° 10, 9 martie 1989, p. 5.

Toutefois, en considérant les choses d'un autre point de vue, on est amené à constater que les images véhiculées par voie orale s'effacent rapidement, leur durée coïncidant tout au plus avec celle d'une génération, moins encore quand elles sont remplacées ou superposées par l'image d'autres événements en cours. J'estime, pour ma part qu'elles ne pouvaient *se fixer* que par la répétition, par leur entrée dans la tradition populaire; seule le retransmission suivie d'événements considérés extraordinaires pouvait assurer une survivance à certaines images qui risquaient autrement de se perdre dans des récits sensationnels où leur reprise sous diverses variantes ne gênait guère ni lecteur, ni auditoire toujours avides de nouvelles hors commun. C'est ce qui expliquerait à mon avis le manque de réaction affective chez un auditoire auquel s'adressait l'évocation de scènes dans le genre de celle qui montrait les soldats français jetant à bas de sa bière un mort, pour y mettre à sa place « la malheureuse veuve malade ». Cette sorte d'horreurs attribuées aux soldats français ne faisaient pas long feu, les textes de cet acabit n'étant jamais plus recopiés par la suite, alors que les vers sur Napoléon et ses déboires allaient donner naissance à toute une littérature.

Bien qu'ayant des programmes de politique intérieure et étrangère différents, notons chez les deux empereurs alliés la similitude des images dont ils font us dans leurs proclamations. On constate, outre les mêmes *topoi*, qu'ils se servent d'un pathos exacerbé d'évidente teinte démagogique; leurs palettes comportent l'hypocrisie, la fausse ingénuité et tout une gamme illusoire de sentiments soi-disant généreux.

Vu l'impossibilité d'une information directe à l'époque, les foules prenaient les nouvelles au pied de la lettre, telles qu'on les leur servait. De par le fait de tabler sur le pouvoir de persuasion de la parole imprimée et ensuite diffusée de vive voix, par les prêtres censées ne dire que la vérité, la rhétorique ronflante portant sur les événements et les bons sentiments des souverains vis-à-vis de leurs sujets revêtait un aspect démagogique, bien que la démagogie n'ait pas été relevée en tant que clair concept en ces temps-là. Pour l'instant, de vastes zones du discours social échappent encore à l'étude<sup>7</sup>. Mais il nous semble indéniable que les feuilles volantes (et non en dernier lieu) appartenaient, au même titre que les discours, les proclamations ou autres modalités d'expression du même genre, à la panoplie dont se servaient les dirigeants afin de magnifier leur image de marque et de raffermir ainsi la propagande.

Les clichés communs des écrits politiques de ces dirigeants n'avaient sans doute rien avoir avec leur éventuelle pendulation d'un pays à l'autre. Ils émanaient, en réalité, à mon avis, du lot de « modèles » communs qui caractérisaient le despotisme éclairé.

Retenons la préférence marquée se dégageant de ces textes pour l'expression métaphorique. Suivant la thèse des théoriciens en la matière, thèse qui me semble se justifier, la signification, la finalité de la métaphorisation est de contribuer à la cristallisation d'une communion, à la consolidation du sentiment d'appartenance à une communauté don-

<sup>7</sup> Marc Angenot, *Le verbe pamphlétaire. Contribution à la typologie du discours modern*, Paris, Payot, 1984.

née<sup>8</sup>. Dans le cas des feuilles volantes il s'agissait de mimer, de simuler une sorte d'intimité, analogue à celle cultivée de nos jours par la « réclame », cette publicité qui s'efforce de cultiver une intimité illusoire (le sentiment d'appartenance à un même milieu, par exemple, etc.). Alors, tout comme les choses se sont toujours passées à ce que je crois, il y avait complaisance entre l'homme politique (fût-il un autocrate) et son public.

L'une des formules empruntées par le despotisme éclairé telle quelle bien que sans le reconnaître franchement aux écrivains des Lumières du XVIII<sup>e</sup> siècle a été celle d'un soi-disant souci du bonheur des peuples. Et pour inculquer à la masse du peuple l'idée d'un tel souci, le pouvoir usait des moyens qui lui appartenaient à l'époque en toute exclusivité, c'est-à-dire les ordonnances, proclamations, manifestes, etc. Si au XVII<sup>e</sup> siècle l'idée maîtresse de la pensée poursuivait l'amélioration du genre humain, ce qui supposait tout un schéma des degrés montants susceptibles de rendre visibles les progrès dans la voie de la perfection, les généreuses idées « rationalistes » de l'Europe du XVIII<sup>e</sup> siècle ne visaient, en revanche, que le bonheur de l'humanité. Ceci n'impliquait certes pas qu'on y tînt compte de la mesure où l'humanité était-elle préparée bien accueillir un tel bonheur, voire à le comprendre. On ignorait souverainement à l'époque où tout un chacun a sa propre conception de « bonheur », un bonheur unique et irrépérable. On ignorait que tout une foule ne pouvait concevoir de façon uniforme le bonheur et que le sens de ce terme restait labile.

Or, les « despotes éclairés » clamaient leur intérêt pour le « bonheur » des peuples, mais il est bien difficile de déduire du contexte la teneur véritable du concept, car on n'en fait état d'aucune valence. Tout ce qu'on peut faire pour cerner ce bonheur c'est de supposer qu'il se confondait avec l'idée de « bien-être » même si cette dernière n'était point ventilée à l'époque, quoiqu'en l'occurrence ce fût vraiment ce que dictait l'impératif de la réalité. Mais ce soi-disant souci du bonheur des peuples se rapportait en réalité à des exigences « spirituelles » : on pensait qu'il pouvait naître de la confiance tissée par l'appartenance à une grande puissance qui veillait.

Ce fut à la Révolution française de promouvoir à titre d'idéal suprême le bonheur des masses populaires qui accomplissent en commun cette performance, tout en réalisant aussi une consonance individuelle. Les formulations de la « Déclaration d'indépendance de l'Amérique » s'accordent avec cet idéal : Jefferson y affirme que chaque individu a droit à la vie, à la liberté et à sa propre quête de bonheur. Mais alors que Marat proclamait que « le seul fondement légitime de la société est le bonheur de ceux qui la composent »<sup>9</sup>, Saint-Just faisait entendre un autre son, plutôt déroutant vu l'ambiguïté de sa boutade dans le contexte,

<sup>8</sup> Ted Cohen, *Metaphor and the Cultivation of Intimacy*, in vol. *On Metaphor*, ed. by S. Sacks, Chicago, 1979, cf. David E. Cooper, *Metaphors We Live By*, in vol. *Philosophy and Practice*, ed. by A. Phillips Griffiths, Cambridge, 1985.

<sup>9</sup> Jean-Paul Marat, *Plan de législation criminelle*, Paris, 1791, p. 16, ap. H. Kessler, *Terreur. Ideologie und Nomenklatur der revolutionären Gewaltanwendung in Frankreich von 1770 bis 1794*. München, 1973.

quand il prétendait que « La notion du bonheur est neuve pour l'Europe »<sup>10</sup>. Est-ce que le bonheur n'était-il pas hypostasié ou bien sa définition s'avérait-elle difficile pour le théoricien? Ayant procédé à l'étude détaillée des arguments à cet égard, Mme de Staël tirait sa propre conclusion, plutôt pessimiste : « il n'y a donc aucun accord à chercher entre le bonheur individuel et le bonheur général : leur nature est trop différente »<sup>11</sup>.

Pour revenir à nos feuilles volantes, elles ne faisaient en fait que faire miroiter une illusion, l'illusion que le bonheur était quelque chose de tangible, assez facile à trouver et à garder. L'« ennemi », nécessairement infidèle ou schismatique, attentait justement au « bonheur » du peuple, l'invasion n'étant pas envisagée comme comportant des servitudes matérielles, mais seulement d'ordre spirituel. Quand la situation était renversée et l'invasion se faisait au profit du pouvoir même dont émanaient les feuilles volantes en question, les justifications fournies dans des termes inchangés parlaient du « bonheur » à donner à d'autres peuples (cf. la proclamation d'Alexandre I<sup>er</sup> datée du 9 mai 1815).

Tout juste à l'époque où venait de prendre corps et de commencer son développement l'idée de « nation », signifiant l'attachement de chaque individu à l'ensemble de ses concitoyens<sup>12</sup>, les feuilles volantes présentaient les choses comme si seulement l'empereur était attaché à son peuple, lui seul l'aimait et se souciait du bonheur de tous, chacun de ses actes n'ayant en vue que le bien de la patrie. La clé du langage politique des autocrates du temps résidait dans l'intérêt pour le « bonheur » de leurs sujets<sup>13</sup>, cet intérêt que nourrissait le « père » de la patrie. Il était bien naturel que pour agir sur les masses fût choisi un dénominateur commun, véhiculé dans les milieux fréquentés par le peuple. C'est ce qui explique l'appel à la relation père-bonheur, que l'on retrouvait, outre au cœur même de la vie sociale représenté par la famille, dans l'expression plastique des concepts religieux : Père céleste — bonheur de ses fils.

Je pense que le concept de « bonheur général » implique des connotations particulièrement politiques si l'on peut dire, alors que l'idée même de la politique et les termes qui lui correspondent (politique, faire de la politique, etc.) étaient tout à fait « innocents »<sup>14</sup>, face à ceux auxquels s'adressaient les feuilles volantes. Cela se faisait jour dans certains instruments des gouvernements de type moderne qu'avait forgé le siècle des Lumières, mais qui devaient leur valorisation notamment après la Révolution française. On y trouve les prémisses de la « manipulation psychologique » du peuple et au premier plan se place l'inculcation de l'idée du bonheur dû au « bon empereur ».

De façon subtile, la *captatio benevolentiae* s'était glissée dans le fatras de ces textes. Elle y fit ses preuves d'efficacité, car dans leur majeure partie ces textes se rapportaient à une autre catène des célèbres principes révolutionnaires : la liberté du peuple, ressentie comme néces-

<sup>10</sup> Maxime Leroy, *Histoire des idées sociales en France*, Paris, 1946.

<sup>11</sup> R. Mauzi, *L'idée du bonheur dans la littérature et la pensée française au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Armand Colin, Paris, 1960, le cap. *Individu et Société* (p. 140—145), voir spéc. p. 144.

<sup>12</sup> Thomas Paine, *Common sense*, in « *Secolul XX* », n<sup>o</sup> 304—306, p. 26—30.

<sup>13</sup> Cf. *Formation et aspects du vocabulaire politique français XVII<sup>e</sup> — XX<sup>e</sup> s.*, « Cahiers de lexicologie », XIII, 1968, fasc. 2.

<sup>14</sup> E. Coseriu, *Lenguaje y política*, in vol. *El lenguaje politico*, coord. Manuel Alvar, Madrid, 1987, p. 9—31, voir spéc. p. 17.

saire, mais proclamée comme réelle par ces messages. On suggérait au peuple la pensée de se voir anéanti à titre individuel une fois tombé entre les mains de l'ennemi.

Aussi, était-ce pour « sauver » les peuples qu'on avait livré tant de batailles. Leur finalité déclarée dans le manifeste du 9 mai 1815 aurait été représentée par « cette paix désirée et bien-fondée qui repose inébranlable sur les avantages légitimes permis à chaque royaume et sur cet agencement intérieur qui assure le bonheur et la *liberté des peuples* ». On estimait que Napoléon avait porté atteinte à la liberté de l'Europe toute entière « qui attendait sans défense sa perte... ». Le Sénat adressait des remerciements au nom du peuple à l'empereur Alexandre I<sup>er</sup> et on l'acclamait pour avoir apporté « le salut aux peuples étrangers, qui étaient opprimés par le joug de l'insatiable amour du pouvoir... et pour leur avoir retourné leurs souverains légitimes ». Même quand l'empereur russe s'emparait d'une bonne partie de l'ancien knézat de Varsovie, le but était ladite « liberté des peuples », le désir d'apporter au peuple le bonheur : « nous avons voulu qu'en fondant le bonheur de nos nouveaux sujets nous sémions dans leurs cœurs un sentiment de bon-vouloir pour notre trône ». La restauration du roi Louis comportera un régime d'explications identiques, ainsi qu'il résulte des manifestes datés du 18 mai et 3 août 1814, ou de celui déjà plusieurs fois mentionné du 9 mai 1815. Comme de juste, quand le problème se posait inversement, les critères changeaient eux aussi et le texte prenait une rigueur particulière pour affirmer, par exemple, que « la France a ouvert ses yeux sur l'abîme qui la cernait, elle a brisé les murs de l'illusion, elle a ressenti la honte d'être l'instrument d'un tel adorateur du pouvoir ».

La tentative de persuasion quant au bien-fondé de la politique impériale du tsar s'enveloppait d'arguments faisant soigneusement appel au seul cœur du citoyen, car sa raison, une fois éveillée, pouvait susciter des questions embarrassantes relatives aux conditions de sa propre existence. Aussi, les textes politiques s'enfermaient-ils dans les formules sentimentales, en parfait accord du reste avec l'esprit et le rythme de ce siècle tout en dentelle et étiquette, manifeste à chaque étage social. En effet, bien qu'on l'ignore généralement, l'étiquette faisait également loi dans le monde des campagnes, qui l'a toujours respectée dans ses relations sociales au sein du groupe, tout comme lors des contacts avec les étrangers à son propre milieu. Les chancelleries auliques cultivaient donc la condescendance envers le peuple, témoignant d'une véritable subtilité psychologique et d'un infini tact diplomatique. Elles ne ménageaient pas les compliments aux sujets « fidèles et habitants de bonne pensée quant aux choses de notre haute fonction », ni au « doux ouvrier de la terre », ni aux « marchands et autres citadins qui n'ont pas hésité devant aucun sacrifice... » Toutes ces belles paroles placées en préambule étaient destinées à faire équivaler sous le rapport de la probité chaque affirmation de l'empereur avec l'exactitude de l'éloge fait au peuple et les familles de ceux qui avaient pris une part active à la guerre étaient censées en retirer le sentiment que ce n'était pas en vain que « la vie avait été con-

sidérée par eux comme un moindre sacrifice [pour l'amour de la patrie] » : on faisait l'honneur à l'homme du peuple de lui permettre ce « moindre » sacrifice.

Si les chancelleries du temps ont utilisé la même suite d'images stéréotypées, c'est sans doute qu'il existait un préjugé généralement admis quant à la manière dont il convenait de gouverner les peuples<sup>15</sup>. Il est évident que les feuilles volantes de cette période de guerres servaient d'instruments destinés à une information dirigée de l'opinion publique. Par leur canal, les chancelleries auliques étaient à même de prendre des mesures énergiques, parmi lesquelles la diffamation du soldat français et de Napoléon comptait au premier rang. Parfaitement mis au point pour toucher leur but, les textes comportaient des formulations dont la charge psychologique était bien connue et déjà éprouvée. Leurs rédacteurs, tout en se soumettant aux normes rhétoriques en usage dans les chancelleries de l'époque, ne perdaient pas de vue ceux auxquels ils s'adressaient, les individus composant une masse populaire hétérogène, dont l'intelligibilité idéatique et terminologique était plutôt fluctuante. L'habileté du traducteur officiel en roumain résidait justement dans l'emploi des termes en usage dans le langage roumain standard. Tenant compte, tant de l'absence des néologismes que presque celle des gloses, nous nous permettons de conclure que la terminologie sociopolitique des feuilles volantes était à la portée de tous. Entre les textes analysés et les textes qui circulaient dans les Pays Roumains il y a, du point de vue de la langue roumaine, une parfaite unité.

#### LISTE DES FEUILLES VOLANTES CONSULTÉES

- 1795, 3 août, Vienne. Décret. François II conseille la soumission aux gardes-frontières de Hunedoara et de se présenter pour faire leur service militaire (Răduțiu-Gyémánt, no 426).
- 1797, 25 avril, Blaj. Circulaire de l'évêque Ioan Bob demandant des subsides pour l'armée en guerre contre la France (Răduțiu-Gyémánt, no 429).
- 1798, [mars—avril] [Blaj]. Pastorale de l'évêque Ioan Bob parlant des calamités sévissant dans les pays voisins consécutives à la guerre (Răduțiu-Gyémánt, no 434).
- 1799, [avant le 4 avril][Vienne]. Notification relative aux dommages subis par la population de Landeck de la part des soldats français (Răduțiu-Gyémánt, no 435).
- 1800, 13 mars, Cluj. Notification relative aux dommages subis par les habitants de Breisgau (Răduțiu-Gyémánt, no 438).
- 1802, 14 décembre, Vienne. Notification relative aux dommages subis par la localité d'Ems (Răduțiu-Gyémánt, no 452).
- 1805, 7 août, Vienne. Décret réglant le régime de la navigation et l'activité portuaire pendant la période de neutralité autrichienne (Răduțiu-Gyémánt, no 462).
- 1806, 1 février, Vienne. La proclamation de François II annonçant la conclusion de la paix [à Presbourg—Breslau, le 1 décembre 1805] (Răduțiu-Gyémánt, no. 480; BAR, ms. roum. 967).
- 1808, 4 août. Manifeste pour la création d'un bataillon de frontière (BAR, Feuilles volantes, no 701, inédite).
- 1809, [été] Oradea. L'annonce de l'Assemblée générale du département de Biharea (« varmeghia Biharei ») [justification de la guerre déclarée aux Français] (Fl. Dudaș, *Contribuția cărturarilor români din Crișana la Bibliografia românească din epoca Luminilor (1770—1830)*, « Crișia » 1986, p. 166—169) (= Dudaș, 1986).

<sup>15</sup> Al. Duțu, *Stereotipuri și imagini noi în comunicarea intelectuală din sec. XVIII*, « Revista de istorie », 38, 1985, n° 3, p. 254—263.

- 1809, 24 juillet. Oradea. Discours de Rhedej Lajos pour éclaircir l'Assemblée générale au sujet des réalités politiques et militaires autrichiennes. (Dudaş, 1986, p. 168).
- 1813, [après le 10 août], Vienne. La proclamation de François II tendant à justifier l'entrée de l'Autriche dans la coalition antinapoléonienne. (BRV III, no 829; Răduţiu-Gyémánt, no 521).
- 1812, 25 décembre, Vilna. Manifeste d'Alexandre I<sup>er</sup> célébrant la victoire remportée sur les armées françaises (BAR, ms. roum. 4147, ff. 289 — 295).
- 1813, 24 décembre, St Petersburg. Manifeste d'Alexandre I<sup>er</sup> annonçant que l'Europe toute entière avait rallié de bon gré la lutte contre le tyran [Napoléon] (Paul Mihail, AIIAI, 1985, p. 759).
- 1814, 25 avril, St. Petersburg. Décision du Synode, du Conseil Impérial et du Sénat concernant l'édification d'un monument et la frappe d'une médaille pour honorer l'empereur Alexandre I<sup>er</sup> (BRV, no 386).
- 1814, mai. Manifeste d'Alexandre I<sup>er</sup> donnant son accord à la décision susmentionnée (Paul Mihail AIIAI, 1985, 2, p. 759—763).
- 1814, mai, St. Petersburg. Appel du ministère des finances pour la mise en œuvre de la Décision susmentionnée concernant l'édification d'un monument et la frappe d'une médailles en honneur d'Alexandre I<sup>er</sup>, parce que « l'illustre et grand peuple se doit d'avoir des monuments dignes de lui » et « parce que [l'empereur] il nous a donné le bonheur, le calme et une paix durable ». . . « A présent il ne nous incombe plus de réunir des milices — de nous armer. Nous n'abandonnerons plus nos terres et nos maisons afin de défendre la très sainte loi, nos femmes et nos enfants. Napoléon Bonaparte s'est épuisé à bout des forces et tout le monde se retrouve délivré de ses manigances dangereuses » (Paul Mihail, AIIAI, 1985, 2, p. 762).
- 1814, 18 mai, Paris. Manifeste d'Alexandre I<sup>er</sup> à la conclusion de la paix avec la France (Paul Mihail, Tipărituri româneşti, p. 12, no 2).
- 1814, 3 août, St. Petersburg. Le Sénat présente des remerciements au nom du peuple à l'empereur Alexandre I<sup>er</sup> pour la perspective de la paix tant désirée (Paul Mihail, Tipărituri româneşti, p. 12, no 3; AIIAI, 1986, 2, p. 937—939).
- 1814, 21 août. L'administration locale fait savoir la Notification du ministère des finances adressée « non seulement aux habitants de l'Empire appelés paysans, mais aussi aux petits boïards, aux nobles ayant faits partie des corps de cavalerie et aux autres habitants », afin que tous contribuent au financement du monument (Paul Mihail, AIIAI, 1986, 2, p. 939).
- 1814, 30 août. Proclamation d'Alexandre I<sup>er</sup> pour la célébration désormais annuelle de la conclusion de la paix et de la délivrance de l'invasion des Gaulois et de vingt autres peuples (Paul Mihail, Tipărituri româneşti, p. 13, no. 4).
- 1815, 9 mai, Vienne. Manifeste d'Alexandre I<sup>er</sup> pour une levée d'armes contre l'usurpateur du trône de la France (Paul Mihail, Tipărituri româneşti, p. 16, no 8; BRV IV, p. 145, no 198; AIIAI, 1985, 2, p. 763 et 1986, 2, p. 939—940).
- 1817, 27 octobre, St. Petersburg. Rapport de l'oberprocureur au Synode concernant l'obligation de faire lire annuel le 14 septembre dans toutes les localités de l'Empire l'„Acte de la Ste Alliance” signé le 14 septembre 1815 à Paris et le Manifeste d'Alexandre I<sup>er</sup> du 25 décembre 1815 (Paul Mihail, AIIAI, 1986, 2, p. 941).

## NOUVELLES ROUMAINES SUR LES GUERRES NAPOLÉONIENNES

FLORIAN DUDAȘ

Les nouvelles roumaines qui se rapportent aux guerres napoléoniennes que nous présenterons dans les pages suivantes proviennent de l'Ouest de la Transylvanie où les événements de la Révolution française et de l'époque de Napoléon ont eu un écho particulier. Par exemple, en février 1793 le chantre Nicolae Popovici de Bodești, village situé dans les Carpates Orientales, se rapportant au déclenchement des ostilités militaires franco-autrichiennes écrivait : « ils se sont mis en guerre, notre empereur et le français, car l'empereur français essayant d'introduire chez lui des impôts pareils à ceux de chez nous, les Français ne l'ont pas voulu et ils ont enfermé leur empereur, et l'impératrice aussi, pour commencer ensuite la lutte avec notre empereur, et ils ont conduit leur empereur avec l'impératrice à la frontière, près de notre frontière, lui ont coupé la gorge, laissant de leur côté la tête, puis ils ont jeté le corps en deçà de notre frontière, et l'impératrice ils l'ont stygmatisée trois fois sur la joue et sur le front, et leurs prêtres, qui étaient dans leur pays, ils les ont tous enfermés et moi je me rappelle tous ces faits et je les écris pour qu'on le sâche »<sup>1</sup>.

Quatre années plus tard, en 1797, pendant la guerre franco-autrichienne, il est fort probable que fut rédigée et diffusée en Crișana, une longue poésie roumaine intitulée « Vers nou acuma scos / Românilor de folos, Țării noastre întărire iar francilor de perire » (Vers nouveaux récemment écrits / au profit des Roumains / pour le renfort de notre pays / et la défaite des Français) comprenant plus de 200 vers. Elle a été identifiée en 1923 par Iacob Radu qui l'avait découverte parmi les lettres de Gheorghe Sincai sans avoir pu identifier l'auteur. Il ne croyait pas que Sincai aurait pu être l'auteur car « plus tard, en 1804, celui-ci écrit qu'il a envoyé à l'ambassadeur français une ode en l'honneur de Napoléon »<sup>2</sup>.

En 1937 le texte fut examiné par Zenobie Pâclișanu qui releva dans l'étude publiée à cette occasion que la tendance était d'impulsionner les Roumains dans la lutte contre les français « qui ont corrompu les jeunes, les fêtes et la sainte croix », qui ont brûlé « les images saintes,

<sup>1</sup> Sur la couverture intérieure d'un exemplaire de la *Cazania* (Recueil d'homéliés) imprimée à Bucarest en 1768, Bibliothèque de l'Evêché orthodoxe Roumain de Oradea, inv. 720.

<sup>2</sup> I. Radu, *Manuscriptele Bibliotecii Episcopiei greco-catolice române din Oradea Mare*, « Analele Academiei Române. Memoriile Secțiunii Literare », S. III, tom. 1, mem. 6, București, 1924, p. 20 (282).

les vêtements sacerdotaux et les calices valeureux » et désirent voir « vivre chacun selon ses passions ». Pour sensibiliser les Roumains, les vers font appel aux sentiments de fierté pour leur origine romaine, l'auteur parle au nom de Rome rappelant les conquêtes de Trajan, leurs descendance de Romulus et la gloire de leur nom <sup>3</sup>. Il est connu que la guerre de 1797 prit fin avec la paix de Campoformio et le Congrès de Rastatt. La campagne d'Égypte, les batailles d'Italie, puis celles de Stoeckhack, Zürich, Trebia, Abukir et Novi furent les suites de ces événements.

Le délai de paix et d'entente transitoire qui a caractérisé les relations entre l'Autriche et la France dans les années 1801—1805, après la bataille de Marengo et la paix de Lunéville, jusqu'à la III<sup>e</sup> Coalition contre la France a permis aux peuples vivant sous la domination autrichienne d'exprimer ouvertement l'admiration totale pour la carrière extraordinaire et la personnalité de Napoléon, élu en août 1802 premier consul à vie et proclamé, en mai 1804, empereur des Français sous le nom de Napoléon I<sup>er</sup> <sup>4</sup>.

Les exploits de l'empereur français sont auréolés de légende et leurs échos éveillent dans la conscience des Roumains des espoirs de liberté. En 1803, Mihail Tertina, l'un des lettrés de marque de l'époque des lumières vivant à Oradea, écrit un poème en l'honneur de Napoléon : *Gloriosissimus pacis et religionis triumphus in Gallicanae Reipublicae primi consulis Napoleonis Bonaparte pacifico simulacro, quod admittu et decreto Pii VII Pontifici maximi (...) Canova (...) Romae ex lario marmore caedebat (...)* qu'il fait imprimer la même année à Pojon (Bratislava) envoyant un exemplaire à l'empereur français lui-même <sup>5</sup>. L'année suivante il fait imprimer *Epistolae quibus ob evulgatum suum in Napoleonis Bonaparte laudes carmen*, qui comprenait les lettres de remerciements envoyées par l'ambassadeur français de Vienne, Champagny, et par le ministre des affaires étrangères français, Talleyrand <sup>6</sup>. La correspondance est insérée dans une anthologie de vers dédiée aux hommes illustres de l'époque, parue par les soins de l'écrivain Ladislau Nagy. Le volume, intitulé *Orodias* <sup>7</sup> est un témoignage de l'écho du poème de Mihail Tertina. La première des lettres mentionnées ci-dessus, rédigée en français, signée par l'ambassadeur Champagny, est expédiée de Vienne le « 10 Germinal An 11 de la République », la seconde, en latin, signée par le Cardinal Caprara, datée : Paris, le 13 avril 1804. Une troisième est la copie de la lettre du ministre Talleyrand adressée à Champagny le « 23 Messidor. An 11 » et se rapporte exclusivement au poème de Mihail Tertina ; elle a été envoyée par l'ambassadeur à l'auteur du poème, avec l'assurance de la joie et de la reconnaissance éprouvées par l'empereur <sup>8</sup>. Au volume *Orodias* avait collaboré aussi Gheorghe Sincai avec sa valeureuse *Elegie*

<sup>3</sup> Z. Păclişanu, *Mărunţişuri istorice*, « Cultura creştină » (Blaj), XVII (1937), 1, p. 24—25. I. n'a publié qu'un fragment de ce manuscrit (60 vers).

<sup>4</sup> En août 1804 l'Autriche a été proclamée empire par François II.

<sup>5</sup> Domokos Kosáry, *Napoléon et la Hongrie*, Budapest, 1979, p. 24, 100.

<sup>6</sup> *Ibidem*.

<sup>7</sup> L. Nagy, *Orodias*, Oradea, 1804.

<sup>8</sup> *Ibidem*, p. 327—330.

biographique<sup>9</sup> dans laquelle il témoigne de ses sentiments de haute admiration pour la création de Tertina. En se joignant à la vénération des actes du Premier Consul il écrit :

« Et quam magna Borussus agat cum *Consule*  
*Primo*  
 Gallorum ; vigeat cultus ut Aonidum »<sup>10</sup>.

Le représentant de marque de l'Ecole transylvaine était lié au professeur de poésie Mihail Tertina par une étroite amitié ; il visite souvent sa bibliothèque, ils se voient presque chaque jour — avoue-t-il dans son *Elegie* — ils s'entretiennent sur la culture roumaine et sur les événements politiques, y compris ceux concernant la France. De cette manière Gh. Sincai connaît les préoccupations littéraires et les intensions de celui-ci d'imprimer une brochure hommagine en l'honneur du Premier Consul français. Mihail Tertina sollicite même la collaboration de Gh. Sincai qui lui promet un poème<sup>11</sup>. Le 24 mars, Gh. Sincai écrit à Samuil Vulcan à Oradea que *Poema de Bonaparte* a été expédiée le 10 mars à l'ambassadeur français : « Dignetur clarissimum D. num Tertina obscurare quod Poema de Bonaparte ego expediverim Legato Gallico, die 18<sup>va</sup> currentis Apothecarius enim Fuchs expedire recusabat equis hic vererebuit Generalem Moreau eliberatum ex Aresto et Consulem Bonaparte obsessum esse in esto fortalio quose recepit cum duodecim milibus militum quidam dicunt fratrem Consulis Bonaparte esse Viennae pro auxilio quidam Consulem a suis Cvardistis occisum referunt, obista Fuchs semet in transmissionem Poematis, miscere noluit »<sup>12</sup>. Nous ne savons pas encore si l'empereur prit connaissance de ce poème. Nous ne connaissons ni le contenu, ni les éventuels effets. Ecrit dans la période où il habita chez Ignatie Darabant, peut-être fût-il connu par les lettrés de l'entourage d'Ignatie Darabant,<sup>13</sup> éminent homme politique, totalement dévoué à la lutte des Roumains de Transylvanie pour les droits nationaux (il est connu que dans les années 1791—1792 il témoigne de ses sentiments nationaux en faisant partie des dirigeants du mouvement du *Supplex*), malgré ses fonctions qui l'obligeaient de soutenir les intérêts de l'Etat autrichien<sup>14</sup>. Après la mort de Ignatie Darabant, en 1805, sa succession est prise par Samuil Vulcan, lettré aux idéaux progressistes mais obligé d'observer, dans les questions politiques importantes de l'Etat, une attitude réservée.

<sup>9</sup> Fl. Dudaş, *Contribuţii privind cartea românească în epoca Luminilor*. Biblioteca « Crisia », Oradea, 1979, p. 355.

<sup>10</sup> Gh. Sincai, *Elegia*, in *Orodias*, p. 193.

<sup>11</sup> M. Tomuş, *Gheorghe Sincai*, Bucureşti, 1965, p. 134.

<sup>12</sup> Bibliothèque de l'Académie Roumaine, Cluj-Napoca, Section de manuscrits, Fond Blaj, ms. rom. 469 (102) (« Scrisori către Samuil Micu »), f. 189—190.

<sup>13</sup> L'exemplaire est conservé dans les *Fonds de livres anciens roumains*, Bihor, Oradea, inv. 4828.

<sup>14</sup> En 1796 Ignatie Darabant fait don de 2 000 florins sous le titre de « subsidium bellicum » ; en 1797 il assure l'équipement de 20 soldats et contribue avec plus de 3 200 fl. ; en 1799 il accorda encore 2 000 fl., 400 mesures d'avoine et 52 soldats. Il rachète ses propres couverts en argent avec 300 fl. En 1800 il contribue avec 200 mesures de blé et d'avoine et l'équipement de 238 soldats. En 1801 sa contribution remonte à 5 800 fl. Voir I. Radu, *op. cit.*, p. 84.

Trois années plus tard, en 1809, recommence le conflit militaire entre l'Autriche et la France. L'Angleterre, l'Autriche et l'Espagne insurgée jettent les bases de la V<sup>e</sup> Coalition<sup>15</sup> contre la France et le 9 avril les armées autrichiennes de l'archiduc Charles commencent les opérations militaires en Bavière. Napoléon, à la tête de l'armée française, réussit d'arrêter l'offensive et avance de la sorte vers l'Est. Le 13 mai Napoléon fait une entrée triomphale à Vienne tandis que l'armée autrichienne se retire à l'Est. Afin de retarder l'avance des adversaires il fait sauter les ponts sur le Danube. Le passage du Danube est l'une des plus audacieuses opérations entreprises par Napoléon. Les 21—22 mai il échoue à Essling où le général Lannes tombe sur le champ de bataille. L'empereur lui-même est vaincu et obligé de retirer ses troupes sur l'île de Lobau qu'il transforme en une fortification. Pendant un mois et demi l'attention de l'Europe est concentrée sur les événements militaires du côté autrichien de la plaine du Danube. Le 5 et 6 juillet a lieu la bataille de Wagram où l'armée autrichienne est vaincue. Trois mois plus tard, le 14 octobre 1809, fut signé à Vienne, dans le palais de Schönbrunn le Traité de paix qui, par les prévisions imposées par la France et surtout par les pertes territorielles importantes subies par l'Autriche, transforme celle-ci dans «un Etat d'importance secondaire, incapable de mener dans l'Europe napoléonienne sa propre politique»<sup>16</sup>. Le pouvoir de l'empereur français touche à son apogée.

Quand le conflit militaire succinctement présenté ci-dessus éclata, Samuil Vulcan détenait l'autorité religieuse de l'Ouest de la Transylvanie depuis trois ans seulement. On exigeait de lui, comme de tous les dignitaires d'ailleurs, par des lettres signées par l'empereur, l'observation d'une attitude exemplaire. Vulcan se voit ainsi obligé de contribuer aux dépenses de guerre avec des grosses sommes d'argent, des objets en or et en argent. Samuil Vulcan, de même que Ignatie Darabant, prend à sa charge les frais d'équipement pour 20 soldats<sup>17</sup>. L'état d'esprit dans la ville, dans cette année 1809 quand se déroulent les actions d'appui au front est tout à fait particulier. Dans les conditions de l'avance de l'armée française et de l'occupation de Vienne, la Cour impériale et ses membres se réfugient sur les territoires de l'Est de l'Empire. Oradea abrite ainsi des membres de la famille impériale et des hauts dignitaires. L'archiduchesse Marie-Béatrice passe une demi année chez Samuil Vulcan qui l'abrite dans sa résidence<sup>18</sup>. De cette façon, bon gré, mauvais gré, les dignitaires roumains de la ville, pareil aux représentants officiels de l'Etat, ont dû se joindre à la propagande fébrile déclenchée par la Cour impériale chez les peuples de sous sa domination dès le début des opérations militaires.

<sup>15</sup> La première Coalition anti-française : 1792 ; la deuxième : 1798 ; la troisième : 1805 ; la quatrième : 1806.

<sup>16</sup> Jacques Madaule, *Istoria Franței* (trad. E. Rusu), II, București, 1973, p. 230—231

<sup>17</sup> I. Radu, *op. cit.*, p. 94.

<sup>18</sup> L. Lakos, *Nagyvárad múltja és jelenéből*, Nagyvárad, 1904, p. 94. Quelques années plus tard Samuil Vulcan s'adressera à l'archiduchesse avec la prière d'appuyer la nomination d'un évêque orthodoxe roumain à Arad où n'avaient fonctionnés, jusqu'à cette date, que des évêques serbes. Voir I. Radu, *Samuil Vulcan episcopul român unit al Orăzii Mari (1806—1839) și Biserica Ortodoxă Română*, Oradea, 1925, p. 20—30.

Les premières informations officielles venant du théâtre de guerre arrivent à Oradea au début du mois de juin par l'intermédiaire d'une *Vestire* (Nouvelle) datée le 23 mai 1809, rédigée au quartier général de l'armée autrichienne commandée par le prince Charles, et diffusée dans toute l'Autriche. En même temps, la Cour impériale envoie, par l'intermédiaire du Conseil de la lieutenance de Buda, une note-circulaire contenant des « exhortations » pour les jeunes désireux de s'enrôler dans l'armée et qui faisait aussi mention des faveurs impériales destinées à tous ceux qui viendront s'enrôler. La *Nouvelle* accompagnée par la note-circulaire emise à l'intention des volontaires, a été envoyée par les autorités du comitat de Bihor en forme manuscrite, dans toutes les institutions, y compris à l'évêché roumain de Oradea qui, le 14 juin, assura sa diffusion dans de nombreuses localités. Les prêtres et les instituteurs roumains apprennent par cette voie que les autorités ont décidé « d'utiliser tous les moyens nécessaires et possibles pour appeler et convaincre les jeunes de s'enrôler par libre consentement pour la défense du pays ».

Qu'apporte-t-elle en réalité à la connaissance de l'opinion publique la *Nouvelle* du 23 mai 1809 ? En premier lieu, elle donne un communiqué officiel du déclenchement des opérations militaires, notamment de l'offensive de l'armée française du 19—23 mai quand Napoléon a forcé le passage du Danube près de l'île de Lobau. Le commandant de l'armée autrichienne, la généralissime Charles s'est décidé de ne pas empêcher le passage, « mais venir à l'encontre de l'ennemi et faire de la sorte que ce passage lui soit amer ». L'on y fait même une évaluation des forces adverses, et il y est précisé que l'armée française est commandée « par Napoléon Bonaparte lui-même avec sa tête » qu'en dehors la cavalerie, il avait sous ses ordres 60 000 fantassins, sa garde et ses 100 canons. Le 21 mai, vers midi, les troupes autrichiennes, dont l'effectif n'était pas moins important passent à l'attaque. Trois heures plus tard commença la bataille. Napoléon essaya de percer le centre de l'armée ennemie à l'aide de sa cavalerie mais il fut repoussé. Les soldats autrichiens auraient témoigné d'un courage tout particulier. « Les fantassins, se divisant par groupes repoussèrent la cavalerie ennemie de tous les flancs et grâce à ce fait notre grosse cavalerie disloqua les régiments des cavaliers français en armure, et nos hussards assaillirent les flancs de la grande armée ». La bataille a été effrayante, « plus de 200 canons » versaient des flammes sur le champs de bataille. Le fort d'Aspern fut à plusieurs reprises conquis par les Français et puis repris par les Autrichiens. En échange, la redoute Eslinghen a résisté. Après plusieurs heures de combat, « la nuit mit fin à la guerre. Mais nous n'avons pas vaincu, nous avons seulement obtenu un sursis de la bataille. Et l'ennemi a été serré de près, car le Danube et l'île de Lobau étaient juste derrière lui ». En ce temps les Autrichiens organisèrent une diversion derrière l'armée française. Par l'ordre du Prince Charles furent lancés sur le Danube des embarcations en flammes qui mirent le feu au pont dressé par l'armée française sur le grand bras de l'île de Lobau de la sorte que le lendemain, le 22 mai, Napoléon fut obligé de se battre pour la sauvegarde de « sa propre vie ». Il est consigné ensuite qu'il aurait demandé l'aide de « toutes ses armées répandues depuis Vienne jusqu'au haut Danube », tout en ordonnant la réfection rapide du pont. Vers les quatre heures du matin il déclencha une canonade terrible qui fut

le prélude de l'attaque, « la bataille commença, elle s'étendit partout, sur tous les flancs et dura toute la journée » ; le soir même l'armée française fut rejetée. « Ainsi, les luttes héroïques de nos soldats (autrichiens, n.F.D.) furent couronnés d'une victoire totale ». Une dernière tentative des Français « fut vaine et sans aucun résultat », ce qui les obligea de se retirer le 22 mai, sur la rive droite du Danube.

La dernière partie de cette *Nouvelle* se rapporte aux pertes importantes de l'armée française. « Le champs de bataille où ont combattu les deux armées était couvert de corps (...) Les pertes de l'ennemi, sans les augmenter et en comptant attentivement, s'élèvent, nous pouvons le dire, à 20 000 soldats tombés ». Ont été faits prisonniers « 1 500 Français parmi lesquels deux généraux ». En ce qui concerne les pertes des Autrichiens, l'on y affirme qu'elles n'atteignent même pas la moitié de celles subies par l'ennemi, ce qui est digne d'admiration, surtout que « la plupart de nos blessés ne se portent pas trop mal, donc ils n'ont pas besoin de trop de médicaments et sous peu ils pourront servir de nouveau ». Ensuite sont mis en évidence le courage, la ténacité et les contributions remarquables, sur le champs de bataille du commandant de la cavalerie, J. Lichtenstein et du commandant de l'armée, le prince Charles.<sup>19</sup>

La deuxième *Nouvelle* est en réalité un discours qui devait être diffusé au niveau des habitants, intitulé *Cuvîntarea despre războiul cu Napoleon* (Discours sur la guerre avec Napoléon) prononcé par l'administrateur Rhedei Lajos à l'Assemblée du Comitat Bihor le 24 juin 1809, donc un mois après la diffusion de la *Nouvelle* présentée ci-dessus. L'ordre du jour de l'Assemblée des « états » et des « classes » du comitat de l'Ouest de la Transylvanie accordait une place de premier ordre à l'événement capital du moment, la grande confrontation des forces en terre autrichienne après les batailles de Wagram et l'armistice de Znaim.

Ce discours devait édifier les participants à l'Assemblée sur les principaux aspects politiques et militaires du moment et les convaincre de la nécessité de nouveaux efforts humains et matériels destinés à soutenir le front. Le discours est prononcé en marge d'un ordre impérial présenté à l'Assemblée concernat l'évolution des événements et les mesures que l'Autriche devrait prendre. Partant de cet ordre Rhedei Lajos met en évidence le fait que l'ennemi lutte depuis plusieurs années, qu'après avoir soumis des peuples et des Etats il vise maintenant de conquérir l'Autriche et la Hongrie et de nuire à la croyance des Hongrois par des vaines illusions. Selon notre avis, il se rapporte à l'écho du Manifeste de Napoléon adressé aux Hongrois. Maintenant quand l'« ennemi » a occupé avec ses armées une bonne partie du pays, ses habitants — continue l'orateur — ont le devoir de témoigner de la fidélité sans bornes qu'ils portent au trône et à l'empereur. Le portrait de l'ennemi mortel, Napoléon, est présenté ainsi dans une lumière défavorable, il est nommé envahisseur et

<sup>19</sup> Rédigé en allemand ou plutôt en latin, le texte de cette *Nouvelle* a été traduit en roumain par l'un des lettrés roumains de la ville ; une analyse de la graphie nous laisse croire qu'il s'agit de Ioan Corneli. Le brouillon de la traduction a été identifié en 1970 par Viorel Faur. Il est conservé dans le fonds documentaire du « Muzeul Țării Crișurilor » à Oradea. Voir son article *Bihorul în epoca napoleoneană*, în *Contribuții la cunoașterea istoriei Bihorului (II)*, *Beiușul cultural*, Oradea, 1971. La version finale, transcrite, de la traduction a été identifiée par nous en 1979 dans les Archives de l'Evêché de Oradea, parmi les circulaires manuscrites.

pillard, « ennemi enragé » qui dans ses « contraintes acharnées » ne tient pas compte de l'âge des hommes, mais « il oblige autant les jeunes que les âgés de prendre les armes pour soumettre, à leur aide, les autres peuples qui vivent en paix, et même leurs propres paysans ». Les hommes âgés il les blesse ; il les réduit en esclavage, il pille les fortunes de tous avec une tyrannie barbare. Parmi les sacrilèges commis par l'armée française on y donne l'exemple des dommages et des destructions incalculables qu'ont dû subir les citoyens et la cité de Pojon qui, bien qu'elle ne fût pas entourée par des murs de défense, l'ennemi l'a bombardée avec ses canons et réduit en « poussières et cendres, tandis que les fortunes et les citoyens innocents furent horriblement pillés ». La conclusion est que les pillages de l'ennemi dépassent la méchanceté et les sacrilèges des autres guerres du passé. Devant ces atrocités « qui pourrait donc avoir un cœur tellement insensible pour ne pas agir en entendant ce récit ? Qui pourrait oublier sa fortune, sa famille, ses frères, ses amis, sa nation et sa patrie, son empereur, alors que tout cela serait en danger ? » Les intentions de l'orateur se détachent clairement : « En conséquence personne ne doit s'imaginer d'avoir apporté assez de sacrifices sur l'autel de la patrie, pour sa défense . . . » Il n'est pas moins vrai qu'ils ont contribué jusqu'à présent aussi, mais « les circonstances épouvantables dans lesquelles se trouve le pays à ce moment ( . . . ) demandent d'autres contributions des impôts et des sacrifices nouveaux et encore plus profonds ». Il donne pour exemple « la nation laborieuse des Espagnols », ainsi que sa lutte héroïque, à côté du fait que « la vaillance, l'entente, le sacrifice des fortunes, peuvent apporter la délivrance de sous la joug étranger ». Donc, puisque le danger est grand, les sacrifices doivent être à sa mesure, « pour conserver la maîtrise de nos biens, car les perdre serait être admonestés pour nos faiblesses ». Il cite en ce sens les paroles de Cicero, qui affirme que ce ne sont pas « les plaisirs du corps, la paresse, l'impassibilité, la peur et l'avarice » qui défendent la patrie, mais que « seulement l'entente mutuelle, l'audace, la probité, la sagacité, la vaillance et la générosité peuvent la défendre de tous les malheurs ». C'est en agissant de la sorte — conclut Rhedei Lajos — que nous parviendront à « rendre honteux l'ennemi qui lutte pour renverser tout les empereurs et toutes les institutions des pays ».

Pour une meilleure connaissance de ce discours, l'Assemblée a décidé de le faire imprimer et diffuser dans le comitat. La tâche de la traduction et de l'impression en langue roumaine revint à la Cour roumaine qui désigna à cette fin Samuil Vulcan lui-même. Confiée au typographe local Mihail Szigheti en juillet, la feuille volante parut une semaine plus tard et fut diffusée dans les localités de la région. La même Assemblée décida de rédiger, imprimer et diffuser encore une *Nouvelle* concernant les guerres sous la forme d'un appel-manifeste adressé à la population roumaine pour la déterminer de s'enrôler dans l'armée autrichienne et de lutter contre la France.

*Vestire despre războiul cu Napoleon* (Nouvelle concernant la guerre avec Napoléon), imprimée à Oradea en été 1809 en langue roumaine avec des caractères latins, commence par expliquer les circonstances ayant conduit au déclenchement de la guerre contre la France et par des informations portant sur les premières victoires. Elle fait savoir aux lecteurs que l'Autriche a commencé les ostilités parce que l'« empereur des Fran-

çais vise d'envahir l'Autriche avec ses armées », et aussi pour que l'Autriche ne tombe pas entre les mains de l'ennemi. Bien que l'ennemi fut battu dans les premiers jours des ostilités, l'auteur de la *Nouvelle*, le notaire du Comitat, Căpolceanu Laurențiu Domocos, apprécie que la chance de la bataille est labile, car depuis peu de temps les armées françaises ont réussi d'invalider et d'occuper une partie du territoire de l'Autriche. Dans ce texte aussi l'ennemi est identifié avec la personne de Napoléon qui porte toute la responsabilité. Son but final est de conquérir et de piller les pays de l'Europe, mais sans se contenter de ces faits car, hormis la transgression des lois des pays soumis, il force tous les hommes de s'enrôler les obligeant de la sorte de piller leur propre patrie, ou bien il les envoie combattre dans des pays lointains. Pour prévenir de tels actes inhumains, l'empereur de l'Autriche a donné une haute ordonnance par laquelle il conseille « tous les jeunes de se présenter au service militaire afin d'accroître le nombre des soldats ». C'est la seule manière d'instaurer la paix tant désirée. L'on donne ensuite des informations sur les avantages offerts à ceux qui répondront à l'appel. Le jeune homme enrôlé recevra 30 florins ; après la fin de la guerre il sera libéré et exempt, à l'avenir, de toute prestation militaire ; ceux qui se sont illustrés sur le champ de bataille seront décorés de l'ordre « Maria Teresia ». Aux faveurs impériales viennent se joindre les faveurs du Comitat. Le jeune combattant recevra des « seigneurs locaux » encore 30 florins ou des biens jusqu'à la concurrence de cette somme, il sera exempt à vie des services dus au Comitat et des impôts personnels et après la fin de la guerre il bénéficiera d'un « signe distinctif qu'il portera après son retour à la maison en éternel souvenir et il sera entouré de la plus haute considération ». Il y est encore exprimée la conviction que la « noblesse locale » comblera les volontaires de cadeaux et de faveurs « avec prudence et bonne volonté ». Mais, si les « fidèles paysans » ne répondront pas à cette obligation patriotique, ainsi que les autorités l'entendent, ils seront non seulement loin de toute faveur mentionnée, mais aussi obligés d'accomplir le service militaire à vie. Donc, aucun moyen de se soustraire à ce devoir « patriotique »<sup>20</sup>.

Imprimée en même temps que le *Discours* de Rhedei Lajos, la *Nouvelle* de Căpolceanu Laurențiu Domocos a été diffusée dans les localités de l'Ouest de la Transylvanie pour être lue et expliquée au peuple par des moyens propres à sensibiliser les auditeurs. Le 21 août 1809, le protopope roumain Ioan Vidrai de Beiuş en a reçu 15 exemplaires « afin de convaincre la jeunesse de prendre les armes et de défendre la patrie par libre consentement » avec l'obligation « de la lire à l'église, dès la première fête, et de l'interpréter pour que ses vertues soient comprises par le peuple... » La *Nouvelle* précisait encore qu'en dehors des faveurs accordées aux volontaires, pendant les campagnes « ni les parents, ni les femmes, ni les frères avec lesquels les volontaires ont vécu sous le même toit ne payeront, avant le retour de ceux-ci, aucun impôt »<sup>21</sup>. A l'envers

<sup>20</sup> La *Nouvelle* a été signalée pour la première fois par J. Gyalóky dans un ouvrage concernant l'insurrection de la noblesse hongroise *Biharvármegye és ez utoláo nemesi insurrectió* Nagyvárad 1903.

<sup>21</sup> V. Faur, *op. cit.*, p. 44.

de cette feuille, une note marginale nous fait savoir que le traducteur en roumain de cette *Nouvelle* a été Ioan Corneli <sup>22</sup>.

En ce qui concerne l'orthographe et l'impression des traductions il convient de souligner, selon notre avis, qu'à cette date les intellectuels roumains étaient peu nombreux à utiliser les caractères latins en écrivant en roumain, même s'ils les connaissaient. Les cyrilliques étaient encore prédominants. Les coryphées de l'École transylvaine désiraient établir un système orthographique latin unitaire. C'est la période où Petru Maior et Vasile Colosi, dans une vive dispute à ce sujet avaient repris le travail pour l'élaboration du *Lexiconul de la Buda* <sup>23</sup>. D'autre part, les *Nouvelles* dont nous nous occupons ont été imprimées à Oradea en langue roumaine avec des caractères latins, pour respecter la volonté des lettrés de la région, mais aussi parce que l'imprimerie de la ville ne disposait pas de lettres cyrilliques. Les officialités et Samuil Vulcan lui-même se sont rendu compte des difficultés qui surviendront dans la diffusion de ces *Nouvelles*, surtout dans le milieu rural, à cause de la forme dans laquelle elles ont été imprimées. C'est ce qui détermine Samuil Vulcan d'envoyer, le 3 août 1809, de Beiuș à l'imprimerie de l'Université de Buda, sur l'adresse du curator Seghi <sup>24</sup>, le texte écrit en langue roumaine, mais avec des caractères cyrilliques, afin qu'il soit imprimé en 300 exemplaires, puis renvoyé à son adresse, par voie postale, à Oradea <sup>25</sup>. La commande a été reçue par l'imprimerie le 11 août. Le texte révisé et corrigé par Petru Maior, censeur et correcteur des livres roumains, a été imprimé en quelques jours seulement et le 17 août Samuil Vulcan a été informé que l'impression et l'expédition coutent 90 florins. Le 13 septembre 1809 Samuil Vulcan accuse réception des 300 exemplaires imprimés en remerciant le curator Seghi avec la précision que la somme lui parviendra sous peu <sup>26</sup>.

Le contenu de la *Nouvelle* imprimée à Buda est identique à celui de la *Nouvelle* de Oradea. Elles ne diffèrent que par le lieu de la parution, l'orthographe et, bien entendu, par la forme de la dernière, parue par les soins de Petru Maior. Le texte a été diffusé en septembre 1809.

Les faits mentionnés ci-dessus conduisent aux conclusions suivantes :

1. Durant les guerres napoléoniennes, à l'occasion de la V<sup>e</sup> coalition contre la France, dans l'intervalle mai—septembre 1809, par l'initiative de la Cour impériale autrichienne, du Conseil de la lieutenance de Buda et des autorités du Comitat de l'Ouest de la Transylvanie ont été diffusées, selon nos informations, quatre *Nouvelles* en langue roumaine concernant la guerre avec Napoleon. La première, émise par le quartier général de l'armée autrichienne, est parvenue à Oradea sous la forme d'un ordre-circulaire traduit en roumain et diffusé en manuscrit. Les autres

<sup>22</sup> Pour l'activité de celui-ci voir J. Balacciu, R. Chiriacescu, *Dictionar de lingviști și filologi români*, București, 1978, p. 101.

<sup>23</sup> I. Pervain, *op. cit.*, p. 113.

<sup>24</sup> A. Veress, *A Budai Nyomda román kiadványai* consulté par nous par l'intermédiaire d'une copie d'après le manuscrit original (conservé à Budapest), Archives de l'Etat. Bucarest, section microfilms R. P. Hongrie, r. 290, f. 338 (cliché 249) et f. 339 (cliché 250),

<sup>25</sup> A. Veress, *ms. cit.*, f. 338 (c.249) et 339 (c. 250).

<sup>26</sup> L'imprimerie de Buda a reçu l'argent le 22 octobre 1809. *Ibid.*

*Nouvelles* ont été rédigées à Oradea et imprimées dans la typographie locale, la dernière étant réimprimée à Buda.

2. L'impression et la diffusion de ces textes visait influencer l'état d'esprit de la population roumaine dans le sens d'un soutien du volontariat de toute personne apte de satisfaire le service militaire à l'appui de l'armée impériale autrichienne. A cette fin, les pertes subies par l'armée française sont exagérées, tandis que celles de l'armée autrichienne sont minimisées; le portrait de Napoléon est celui d'un oppresseur des peuples et d'un envahisseur des pays. Ces *Nouvelles* visaient encore de contre-carrer la propagande française qui a répandu sur le territoire de l'Autriche des milliers de manifestes. Elles s'insèrent de la sorte dans les moyens de propagande du temps de guerres napoléoniennes. Par leurs aspects de *Feuilles Volantes* elles ont suppléé d'une certaine manière à l'absence des publications périodiques en langue roumaine.

3. L'effet et, implicitement, la réception de ces *Nouvelles* par la population roumaine a été loin des résultats espérés. Ainsi qu'il ressort de leur contenu, elles s'adressaient en premier lieu au peuple, aux « patriotes paysans », les principales victimes des guerres menées par l'Autriche. C'est au paysan roumain que l'on demandait de lutter, de donner sa vie, de défendre les intérêts de l'empereur et de sa Cour pour 60 florins et quelques avantages personnelles. C'était là une recompense pas du tout tentante pour un peuple exploité et opprimé dont la répulsion et la résistance aux pratiques du recrutement forcé au service de l'armée autrichienne<sup>27</sup> étaient bien connues. Pour cette raison-ci les *Nouvelles* n'ont pas pu influencer, et d'autant moins changer la mentalité des Roumains de l'Ouest de la Transylvanie — du peuple et de ses lettrés — qui comprenaient mieux d'une année à l'autre les buts réels de la « bonté » de l'empereur et de la Cour de Vienne qui s'obstinaient à ignorer leurs revendications nationales. La *Supplex Libellus*... roumain de 1804 adressé à l'empereur de l'Autriche en 1804 surprend parfaitement cette réalité : « Mais, au contraire, Altesse, il faut croire que le Pays (qui consiste surtout de la nation roumaine) pleure et gémit sous l'oppression et l'injustice. Les soldats qui ont été prisonniers chez les Français et qui sont rentrés dans leurs pays ont révélé des choses importantes à leurs frères et à leurs Peuples à l'égard du Pays des Français, d'où la tentation de croire que si l'on n'agira pas dans la sens d'une amélioration et d'un apaisement des souffrances de ce Peuple opprimé, il y aura des difficultés à le maintenir longtemps encore, sans courir des dangers, sous le joug qui l'opprime aujourd'hui »<sup>28</sup>. Ainsi qu'il ressort du contenu même des *Nouvelles* les démarches initiées par les autorités ont à leur origine justement la réalité de cette opposition, ce refus de répondre à l'appel de s'enrôler. Les officialités ont dû recourir en 1809, comme auparavant, à des mesu-

<sup>27</sup> I. Sabău, *Problema influenței primei revoluții burgheze din Franța asupra agitațiilor țărănești din Transilvania din anul 1790*, « Anuarul Institutului de istorie din Cluj », Cluj-1958—1959, p. 163—178; idem, *Din luptele țărănimii transilvane împotriva sarcinilor militare în timpul războaielor duse de Imperiul Habsburgic împotriva revoluției franceze (1792—1797)*, « Studii », 1960, 2, p. 221—233; I. Georgescu, *L'opposition aux Habsbourg des paysans roumains durant les guerres napoléoniennes (1798—1815)*, « Revue Roumaine d'Histoire », X (1970), 6, p. 1027—1046.

<sup>28</sup> D. Prodan, *Încă un Supplex libellus românesc, 1804*, Cluj, 1970, p. 81.

res de contrainte, notamment au recrutement forcé. Enfin, en corroborant ces textes avec les événements du front franco-autrichien, nous constatons que la propagande s'est réalisée avec un retard qui nous permet d'affirmer que les trois dernières des *Nouvelles* ont été dépassées par les événements. Le *Discours* de Rhedei Lajos et la *Nouvelle* de Laurentiu Căpolceanu ont été imprimés fin juillet, après la bataille décisive et les désastre de l'armée autrichienne de Wagram et après l'armistice entre la France et l'Autriche de Znaim. La dernière *Nouvelle*, celle de Buda, a été diffusée exactement dans la période des négociations de paix.

Naturellement, ce dernier fait ne diminue de rien leur valeur intrinsèque en tant que documents historiques. Elles sont d'un intérêt dans l'établissement de l'aire de diffusion et de l'écho des événements du temps des guerres napoléoniennes dans les pays roumains, à côté des moyens modernes de propagande utilisés à l'époque dans des différentes régions de l'Europe. Leur importance réside encore dans le fait d'avoir été imprimées en langue roumaine. Enfin, nous tenons compte de leurs rareté, car nous ne possédons aujourd'hui, pour chacune de ces *Nouvelles*, qu'un seul ou parfois quelques exemplaires <sup>29</sup>.

<sup>29</sup> Les trois premiers textes sont conservés dans le fonds documentaire du Musée de Oradea ; un exemplaire de la *Nouvelle* imprimée à Buda en 1809 est conservé dans le Fonds de livres roumains anciens, Bihor, Oradea, inv. 709.

## MONDE BYZANTIN OU MONDE ORTHODOXE ?

DANIEL BARBU

Alain Ducellier vient de publier, avec la collaboration de quelques savants bien connus tels Michel Kaplan, Jadran Ferluga, Jean-Pierre Arrignon, Antonio Carile, Catherine Asdracha et Michel Balard, une nouvelle synthèse historique sur Byzance et son rayonnement dans l'Europe du sud-est et le monde russe<sup>1</sup>.

Il convient donc de réfléchir un instant sur l'utilité et la portée d'une pareille entreprise car on ne peut se défendre de se souvenir de celles, nombreuses, qui, après une carrière plus ou moins courte, sont tombées dans un oubli d'où personne ne daigne les faire ressortir. Il est instructif à cet égard de noter l'absence, dans la bibliographie générale du volumes des synthèses de A. A. Vasiliev<sup>2</sup> et N. Iorga<sup>3</sup> qui, bien que vieilles, ne sont pas pour autant dépourvues de tout intérêt, surtout en ce qui concerne la pensée historique de ces deux grands érudits<sup>4</sup>. Certes, chaque génération d'historiens a le droit de choisir ses maîtres et de courir les risques de la synthèse. Et c'est aux lendemains d'en juger. Mais aux lecteurs aussi.

Pour ma part, je vois bien des raisons au succès de ce beau livre régi par Alain Ducellier. Beau parce que richement et somptueusement illustré. En dépit de la « nouvelle histoire », dont les principes ont inspiré les auteurs de cette synthèse d'histoire byzantine, l'ancienne formule de « l'histoire illustrée » jouit encore de toutes les faveurs. D'autant plus que les images sont sagement choisies en vue d'éclairer la démonstration et de donner corps au texte<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> *Byzance et le monde orthodoxe*, publié avec le concours du Centre National des Lettres, Armand Colin, Paris, 1986, 503 p.

<sup>2</sup> *Histoire de l'Empire byzantin*, I—II, Paris, 1932.

<sup>3</sup> *Histoire de la vie byzantine. Empire et civilisation*, I—III, Bucarest, 1934.

<sup>4</sup> Pour ce qui est de l'histoire économique et sociale de Byzance, on est vraiment surpris de voir cités deux articles d'E. Frances tandis que l'on passe sous silence les livres de G. I. Brătianu, *Privilèges et franchises municipales dans l'empire byzantin*, Paris, 1936 et *Etudes byzantines d'histoire économique et sociale*, Paris, 1938.

<sup>5</sup> Quelques réserves néanmoins. Je doute que la fresque de Dionysiou reproduite à la p. 13 soit « réaliste » comme le veut l'éditeur ; il s'agirait plutôt d'un *signe* à visées eschatologiques d'un tremblement de terre que d'un reportage figuratif de l'événement : le firmament qui s'écroule, des maisons renversées mais point démolies et des tours sur le point de se détacher en pièces. D'autre part, il eût été préférable de s'arrêter sur un exemple proprement byzantin pour l'image des « saints empereurs » Constantin et Hélène au lieu d'une icône bulgare du XVI<sup>e</sup> siècle qui appartient déjà à l'art populaire (planche en couleurs entre les p. 80 et 81). À la p. 389 (portrait d'Alexis Apokaukos) il y a erreur typographique : on doit lire « XIV<sup>e</sup> siècle », au lieu de « XVI<sup>e</sup> siècle ».

L'ouvrage se présente donc, avant tout, comme une ample et élégante initiation dans la civilisation de Byzance, épargnant ainsi aux non-spécialistes de longues recherches dans une masse documentaire dispersée et souvent confidentielle. Mais Alain Ducellier a maîtrisé cette entreprise avec tant de tact et d'autorité, de sorte qu'elle soit en mesure d'apporter aux byzantinisants aussi une riche matière de réflexion sur les fondements théoriques et l'étendue pratique de leur domaine d'étude. Nul ne saurait donc lui nier l'intérêt, tant il est utile, périodiquement, de dresser bilan de nos connaissances et de leurs limites.

S'il est aisé de dire tout le bien qu'on doit penser de cette synthèse construite par sept éminents savants et qui fera date dans les études byzantines, il est plus difficile de la décrire. Car elle couvre un énorme terrain et s'attache à resoudre les multiples problèmes qu'elle y rencontre. La seule énumération de ces questions suffira à en convaincre.

Après l'introduction signée par Alain Ducellier, le Livre I<sup>er</sup>, *Persistance et échec d'une Rome orientale, IV<sup>e</sup>—VII<sup>e</sup> siècles* (p. 19—119), rédigé par A. Ducellier, M. Kaplan et J. Ferluga, est consacré à l'Empire chrétien en tant qu'accomplissement de l'Empire romain (le rapport entre l'idéologie chrétienne et l'universalisme impérial et les permanences institutionnelles) et aux facteurs de dissociations (la pratique du pouvoir, les déséquilibres économiques et sociaux, l'affrontement Orient-Occident, les invasions et les réajustements de l'Empire).

Le livre II, *Byzance, Empire orthodoxe, VII<sup>e</sup>—XII<sup>e</sup> siècles* (p. 121—295), écrit par A. Ducellier, J. Ferluga, J. P. Arrignon, A. Carile et M. Kaplan, examine le problème de la guerre et des affaires extérieures (l'espace impérial, l'équilibre territorial et le premier écroulement de l'Empire), les mutations économiques et sociales (l'évolution démographique, la campagne et l'essor urbain, le commerce méditerranéen et la crise de l'économie byzantine au XI<sup>e</sup> siècle), les renouvellements idéologiques (le pouvoir impérial et l'administration, la religion, la culture et les arts, l'image de l'autre et de soi-même).

Le Livre III, *Mort de l'Empire et naissance des nations* (p. 297—455), par A. Ducellier, A. Carile, C. Asdracha, M. Balard et J. P. Arrignon, roule sur la quatrième croisade et ses contrecoups, le dernier système impérial (le repli de l'universalisme byzantin, les religions et les cultures nationales) et la survie du monde orthodoxe (l'invasion ottomane, le bouleversement des sociétés et des économies et la résistance culturelle). En guise de conclusion, Alain Ducellier et Jean-Pierre Arrignon s'interrogent sur les destins de la culture orthodoxe.

Le dépouillement de *Byzance et le monde orthodoxe* m'a laissé sur des impressions un peu mêlées : respect pour la somme remarquable du travail fourni, admiration pour le savoir des auteurs, pour leur érudition, solidité des raisonnements et finesse d'esprit mais, en regard, une certaine frustration à considérer tout ce qui manque à une synthèse qui semble bien se vouloir sinon complète et définitive — qui oserait le prétendre ou l'exiger? — du moins claire et accomplie. Car c'est la richesse même de l'ouvrage qui aguise l'appétit du lecteur.

Pourtant, je n'ai pas l'intention de m'arrêter sur de points de détail<sup>6</sup>, ni de passer au fil de la critique toutes les questions qui me paraissent comporter discussion<sup>7</sup>, et dont l'étude réclamerait des compétences autres que les miennes et, bien sûr, des commentaires fastidieux. Je ne peut m'empêcher cependant d'enregistrer l'empressement des auteurs à dénoncer, partout où ils ont pu les identifier, les trois « impérialismes » occidentaux — « totalitarisme » des papes, « capitalisme » des marchands italiens et « militarisme » croisé — qui auraient assiégé la civilisation byzantine du Moyen Âge, envisagée avec une vive sympathie. À mes yeux, cette autocritique historique est une concession faite à l'agrément du lecteur bien-pensant, toujours prêt à reconnaître « les erreurs » de l'Occident.

Mais, dans ce qui suit, je ne m'intéresserai qu'à un seul problème, que je trouve essentiel entre tous : le rapport entre Byzance et Orthodoxie.

« La coïncidence entre Byzance et Orthodoxie » (p. 172), voilà la thèse fondamentale du livre, affirmée fermement ou avec une légère réserve mentale, selon les périodes ou les problèmes abordés. Mais cette « coïncidence » n'est jamais démontrée, elle reste tout simplement un axiome, une hypothèse de travail, une supposition de base énoncée dès le titre. En appelant « monde orthodoxe » ce qu'on décrit d'habitude sous le syntagme, conçu par Dimitri Obolensky et que je trouve aussi heureux que vrai, « Byzantine Commonwealth », les auteurs ont non seulement proclamé la coïncidence entre Byzance et Orthodoxie mais ont suggéré, de surcroît, que l'Orthodoxie c'est la substance même de Byzance, qu'elle est le propre de tout rayonnement byzantin.

Il tombe sans doute sous les sens que tous les pays européens qui furent jadis byzantins se rattachent, aujourd'hui même, à l'Orthodoxie. A ce niveau il y a donc coïncidence. Toutefois, le cas russe, celui d'un peuple orthodoxe qui ne connut jamais la domination de Byzance, aurait dû inquiéter les auteurs. Car il n'y a plus de coïncidence. C'est l'adoption du rite oriental qui ouvrit les terres russes à l'influence byzantine ou bien c'est le rôle civilisateur de Byzance qui a poussé les Russes vers l'Orthodoxie ? Mais que dire des Hongrois, qui subirent aux débuts de leur État l'emprise politique et culturelle de Byzance tout en se décidant pour la

<sup>6</sup> En voici quelques exemples. Jean Hunyadi ne fut pas *vassal* du roi de Hongrie (p. 416) mais, en tant que vojévode de Transylvanie, le plus haut dignitaire de la couronne. Le héros de Varna, Wladislaw Jagiello, roi de Pologne et de Hongrie, est nommé soit *Ladislav* (p. 416) soit *Vladistav* (p. 418); plus fâcheux encore est de lire, à la p. 422, que « l'armée des rois de Pologne et de Hongrie est écrasée à Varna ».

<sup>7</sup> Je pense, pour ne donner que deux exemples, à la question de la Romanité balkanique (v. p. 166—168 et *passim*) qui est loin d'être comprise dans sa complexité : c'est que les Valaques ne furent guerre « une catégorie sociale de bergers nomades » (p. 284) mais bien un peuple et les frères Assen non plus des « représentants de la noblesse bulgare » (p. 355) mais des chefs valaques ; les sources, tant occidentales que byzantines, sont unanimes sur les deux points. D'autre part, ce n'est pas par « la hardiesse de ses coups » (p. 451) que frappe l'école de Morava mais par l'épanouissement du triconque. D'ailleurs, les chapitres dédiés à l'art byzantin sortent aussi peu des sentiers battus qu'on pourrait attendre qu'ils ne contiennent pas d'erreurs. Pourtant, ce défaut n'y est pas entièrement évité : ainsi, il n'existe pas un *Psautier Khjudov* illustré en 1323 (p. 417) mais un *Évangile* de Novgorod conservé dans la collection Khjudov du Musée Historique de Moscou (n° 29).

foi de Rome. Ce sont là des questions légitimes dont la réponse reste encore pendante.

Vu la complexité de ces questions, on doit se garder de rejeter catégoriquement l'hypothèse de travail avancée par les auteurs, tant que le problème n'est pas vraiment résolu. Et il ne le sera pas facilement, en vertu même de ce qui le lie au monde contemporain : la survie de l'Orthodoxie, ses nostalgies byzantines et les fonctions par elle accomplies au sein des États modernes de l'Europe orientale et du sud-est. Néanmoins on est en droit de discuter la thèse proposée par Alain Ducellier et ses collaborateurs et, à la rigueur, on peut indiquer d'autres solutions. C'est ce que je vais essayer de faire.

À étudier ce monde byzantin révolu, on se compare à un chirurgien opérant par anesthésie locale : on pense travailler en des régions de l'histoire qui semblent inertes mais on s'aperçoit que le patient bouge et est à même de parler. Ce qui vit c'est l'Orthodoxie ; restée notre contemporaine, elle se souvient encore de Byzance dont elle avoue fièrement être le témoin privilégié. Ce qui nous la rend irremplaçable. Mais ce que l'Orthodoxie raconte sur son âge byzantin n'est pas toujours ce que l'historien croit pouvoir établir par ses méthodes. Parce que Byzance et Orthodoxie ne furent jamais les deux noms d'un seul et même monde. Ils ont été seulement compagnons de route. Cependant, ceux qui voyagent ensemble finissent par se ressembler. Inévitablement donc, la coupe pratiquée dans l'histoire byzantine nous la fait surprendre, à travers l'Orthodoxie, en flagrant délit de survie.

Identifier une telle survivance de Byzance ne saurait cependant valoir pour une description directe et immédiate du monde byzantin lui-même. Autrement dit, il me semble que l'ouvrage d'Alain Ducellier n'arrive pas à distinguer tous les niveaux possibles de l'analyse, les méthodes qui sont propres à chacun et les périodisations qui leur conviennent. Et, surtout, l'homme byzantin, que toute histoire moderne de Byzance devrait tâcher de retrouver reste à peu près invisible. Au lieu de dégager l'homme, les processus historiques se voient attribuer un visage humain. L'histoire byzantine tend à se transformer dans une biographie de l'Orthodoxie : « l'Empire Orthodoxe est constamment écartelé entre un idéal dont il n'admet jamais le caractère démesuré et des moyens d'action le plus souvent trop modestes. Cette insatisfaction sourde qui colore l'histoire entière de l'Empire d'Orient n'est en fait que la projection politique de ce mal d'être qui anguisse tout vrai chrétien quand il compare ses extrêmes exigences spirituelles avec la médiocrité de ses attitudes réelles... En tant que personne chrétienne collective, l'orthodoxie voit son idéal de perfection terrestre presque toujours déjoué par une réalité contraire, sans pour autant remettre en question ses buts de domination universelle, puisqu'ils sont ceux de Dieu lui-même. Dans ses plus noirs désastres, le pouvoir orthodoxe n'admet pas qu'une de ses prétentions puisse être devenue irréalisable... C'est pourquoi, comme la vie du chrétien, entachée des erreurs de la veille, est à refaire tous les matins, l'œuvre impériale est constamment remise sur le métier, compte tenu de situations que le ciel veut changeantes » (p. 6).

Le pouvoir impérial en tant que pouvoir orthodoxe, l'Empire orthodoxe qui refait le destin et le drame du chrétien, l'Orthodoxie comme personne chrétienne collective, ce sont les principes qui charpentent le livre. Qu'il me soit permis de douter qu'ils puissent soutenir une construction vraiment solide. D'abord, parce que je crois qu'il faut dénoncer, avec Jean Delumeau <sup>8</sup>, « le mythe tenace de la chrétienté » des sociétés médiévales. Vraisemblablement, Byzance ne fut pas une « société chrétienne » <sup>9</sup> plus que l'Occident latin ne l'a été. Les vrais chrétiens furent toujours une minorité, « le sel de la terre ». Une minorité, qui, au Moyen Âge, a essayé d'organiser la société. Nous connaissons bien l'Orthodoxie des empereurs, des patriarches, de l'aristocratie, des lettrés et des moines. Mais nous ne savons rien, ou presque, sur la foi du grand nombre. On nous parle de « piété populaire » et l'on se réfère à Psellos, on nous dit que « l'orthodoxie est donc manifestement dominée par des valeurs populaires » mais, à l'exception du culte outrancier des icônes et du « mépris des activités intellectuelles au bénéfice de la pure et simple foi », ces « valeurs populaires » ne sont point identifiées (p. 292).

Quand, à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, les Jésuites espagnols de Huelva trouvent que leurs ouailles ressemblent plutôt à des Indiens qu'à des Espagnols chrétiens et, en 1628, l'on déclare dans le Parlement qu'il y a des régions du Pays des Galles et du Nord de l'Angleterre « where God was little better known than amongst the Indians » <sup>10</sup>, on n'a plus le droit d'affirmer tranquillement « qu'il serait vain de chercher dans le monde orthodoxe, du moins avant 1204, le moindre témoignage d'irréligion » (p. 291). Pourquoi pas avant 1204 lorsque, en 1739, le métropolite de Valachie — pays sociologiquement orthodoxe depuis plus d'un millénaire et demeuré vierge de tout esprit cartésien — constate avec affliction que les villageois ignorent ce que c'est le Saint Eucharistie et passent leur vie sans communier <sup>11</sup>. Mais on n'a pas besoin d'aller aussi loin. Il suffit de lire les *responsa* de Démètre Chomatianos ou Jean Apokaukos pour s'édifier sur le caractère faiblement chrétien de la vie quotidienne des épirotes au XIII<sup>e</sup> siècle <sup>12</sup>. Une « société chrétienne » authentique devrait reposer sur la famille chrétienne, mais on ne voit pas, dans ces sources, de « famille unie » (p. 294) chez le menu peuple d'une province byzantine qui, selon les auteurs de la synthèse, aurait dû être « si profondément pénétrée par le modèle chrétien » (p. 291).

C'est que, pour faire de nouveau appel à Jean Delumeau, ce qui était prescrit à Constantinople, Antioche, Alexandrie, Thessalonique, au Mont Athos ou sur l'Olympe de Bithynie, n'était pas, ou très peu, vécu à la campagne. Il est peut-être vrai que, à Constantinople, « l'orthodoxie engendre une véritable terreur de la nouveauté » (p. 294) et que la populace de la capitale, menée par les moines, se souleva indignée le jour où

<sup>8</sup> *Le christianisme va-t-il mourir?* <sup>2</sup>, Paris, 1978, p. 9.

<sup>9</sup> Cf. Alain Ducellier, *Le drame de Byzance. Idéal et échec d'une société chrétienne*, Paris, 1976.

<sup>10</sup> Peter Burke, *Popular Culture in Early Modern Europe*, London, 1979, p. 208.

<sup>11</sup> Voir *Le christianisme roumain à l'époque des invasions barbares*, « Buletinul Bibliotecii Române » XI (XV), Freiburg i. Br., 1984, p. 257.

<sup>12</sup> Angéliki E. Laiou, *Contribution à l'étude de l'institution familiale en Eptre au XIII<sup>e</sup> siècle*, dans *Fonles Minores VI*, hrsg. v. D. Simon, Frankfurt am Main, 1984, p. 275-323.

Isaac II viola le droit canon en transférant le patriarche de Jérusalem sur le trône œcuménique ; pourtant, il n'est pas moins vrai qu'un curé de campagne pouvait demander, et obtenir, le divorce de sa fille afin de lui trouver un second époux plus riche que le premier, sans que personne ne se scandalisât devant cette profanation d'un sacrement. Apparemment, il n'y avait pas d'innovation dans une pareille profanation, ce qui veut dire qu'on la pratiquait depuis longtemps, en tout cas bien avant 1204.

D'habitude, les sources refusent de nous livrer — s'en étonnerait-on ? — la manière dont les Byzantins ont vécu « dans l'esprit et la vérité » leur Orthodoxie. « La foi droite » du cœur, l'orthodoxie intérieure du fidèle — qu'il soit Byzantin, Oriental, Slave ou Latin — n'est pas le lot de l'historien. Car il est impossible d'écrire une histoire de la prière. On peut seulement rédiger, au regard de l'histoire des mentalités, un inventaire des prières écrites et tâcher d'en dégager des comportements collectifs. Mais l'acte individuel de la prière, celui qui fait le chrétien et définit l'Orthodoxe, celui qui, « est à refaire tous les matins », celui par lequel on « compare ses extrêmes exigences spirituelles avec la médiocrité de ses attitudes réelles », cet acte reste au-delà de tout approche historiographique.

Notre enquête doit s'en tenir aux faits et aux textes, à l'orthodoxie visible et formalisée, à l'orthodoxie exprimée par le biais des institutions et des gestes. Il est difficile donc d'entreprendre une *biographie* de l'Orthodoxie. Loin d'être la synthèse statistique des unités humaines qui la composent à un moment donné, elle reste, en tant que Corps mystique, inaccessible à l'analyse quantitative. On ne peut pas évaluer la foi, fut-elle orthodoxe ou non, avec les moyens de la science historique.

L'Orthodoxie byzantine parle pour nous le langage de ses institutions hiérarchiques et de ses documents. C'est à ce niveau *sociologique* des institutions chrétiennes qui se sont appelées orthodoxes ou furent considérées comme telles par l'autorité politique qui en assumait la gestion temporelle, qu'une histoire des rapports entre Byzance et Orthodoxie peut être menée. Dès que l'on quitte ce niveau pour se lancer à la recherche des attitudes et des mentalités collectives, l'étude se fait de plus en plus floue et imprécise pour se briser, finalement, sur le silence des sources. Il y a eu, on n'en doute pas, une orthodoxie des élites byzantines. Mais qu'en est-il du grand nombre ?

Je suis enclin à penser qu'il n'y a pas eu une Orthodoxie byzantine, mais une formule constantinopolitaine de l'orthodoxie, dont l'emprise sur le monde byzantin a varié selon la force du bras séculier. D'ailleurs, pendant la première moitié de son existence, Byzance ne fut que rarement orthodoxe dans le sens de la définition de l'Orthodoxie arrêtée en 843.

Jusqu'au Triomphe de l'Orthodoxie, le 11 mars 843, l'Église officielle de Byzance fut une institution constantinienne ; en tant qu'institution, son autorité sur les fidèles était médiatisée par l'empereur, le chef visible du *corpus mysticum politicum* : les dispositions de l'Église ne devenaient obligatoires qu'après avoir été promulguées comme lois de l'État. Les hérétiques, avant même d'être accusés de déviation sur les points de la doctrine, étaient coupables de haute trahison, voire de crime de lèse-

majesté. Car c'était bien le *basileus* qui proclamait l'orthodoxie. Les oscillations dogmatiques du souverain imposaient, par la force, la profession de foi de l'Église des territoires contrôlés par sa police. En commençant par Constantin le Grand — qui, au lendemain de Nicée, embrassa l'arianisme — et jusqu'à Théophile — un « calife » de Constantinople par son train de vie — c'était le soin et le privilège de l'empereur de décider de « l'orthodoxie » de ses sujets. Les évêques devaient se soumettre ou se démettre. Si *Orthodoxie* signifie la foi proclamée par les Conciles et défendue par les papes, alors il est hors de doute que Byzance ne fut point un Empire orthodoxe avant le VIII<sup>e</sup> siècle, ni le pouvoir impérial un pouvoir orthodoxe jusqu'au temps, disons, de Basile I<sup>er</sup>. Même les *basileis* réputés par la suite comme protecteurs de l'orthodoxie, ne furent pas sans tache ; que l'on pense aux « Trois chapitres » réfutés par Justinien ou à l'*Ektthesis* de Héraclius ou, pourquoi pas, à Théodora, la sainte restauratrice de la vraie foi, qui accepta de reconnaître le Triomphe de l'Orthodoxie à la seule condition qu'on ne touchât pas à la mémoire de son bien-aimé époux, l'hérétique Théophile<sup>13</sup>. Tout cela veut dire qu'*Empire* et *Orthodoxie* n'ont commencé à fréquenter pour de bon la même route qu'après 843, qu'ils n'ont voyagé ensemble que pendant la deuxième moitié du millénaire byzantin.

Ce qui manque, dans cet ordre des faits, c'est une juste compréhension de la crise iconoclaste et de ses conséquences pour la longue durée. La première de ces répercussions, je viens de l'évoquer : l'Empire sera désormais orthodoxe même si l'on tient compte des défections — de nature plutôt politique que confessionnelle — de Michel VIII, Jean V, Jean VIII et Constantin Dragasès. La seconde conséquence : la Querelle a transformé une Église d'Empire en Église Orthodoxe, en façonnant pour toujours l'orthodoxie constantinopolitaine.

Je ne partage pas l'opinion des auteurs que l'iconoclisme aurait modifié profondément les rapports entre l'Église et l'empereur au profit de ce dernier (p. 244). Bien au contraire, c'est l'Église qui est sortie de la crise non seulement renforcée<sup>14</sup> mais consciente d'avoir remporté son Triomphe *contre les basileis*. Suppôt de toutes les hérésies, promoteur de la plus dangereuse : la « christomachie » iconoclaste<sup>15</sup>, le pouvoir impérial avait perdu beaucoup de son prestige et quelques-unes de ses fonctions. Dans la littérature et l'iconographie post-iconoclastes, le Christ ne sera plus le *Rex Regnantium*, le souverain céleste des empereurs, mais

<sup>13</sup> André Grabar, *L'Iconoclisme byzantin. Le dossier archéologique* <sup>2</sup>, Paris, 1984, p. 215

<sup>14</sup> *Ibidem*, p. 214—237 et passim.

<sup>15</sup> Il est mal venu d'affirmer que l'iconoclisme ne fut pas une hérésie (p. 292). Tant pour ses contemporains (Rome, iconodules byzantins, chrétiens d'Orient) que pour les théologiens de nos jours, il en est une ; les raisons, du point de vue orthodoxe, chez Leonid Uspensky, *Theology of the Icon*, Crestwood NY, 1978, p. 145—178. Qu'il soit dit en passant que les connaissances en matière de théologie byzantine ne sont pas toujours le point fort de l'ouvrage. Il est dommage, par exemple, qu'un byzantinologue puisse écrire : « La Grande Entrée... voit les espèces consacrées solennellement transportées tout autour de l'église » (p. 447) ; ce transfert des oblats est un rite préanaphoral, un offertoire ; les espèces ne seront consacrées, tout comme dans la messe romaine, qu'après le *Sanctus* : Robert Taft S.J., *The Great Entrance. A History of the Transfer of Gifts and other Pre-anaphoral Rites of the Liturgy of St John Chrysostom* <sup>2</sup>, Rome, 1978.

le *Pantocrator*, le maître de l'Église<sup>16</sup>. Si sous Justinien I<sup>er</sup>, les lettrés byzantins regardaient leur empereur en tant que régisseur absolu des lois divines, les théologiens de la cour de Basile I<sup>er</sup> vont rappeler au souverain que son devoir est de veiller à l'application des lois de l'Église, en en donnant lui-même exemple d'obéissance<sup>17</sup>.

Au VIII<sup>e</sup> siècle s'établirent donc les cadres dans lesquels vont évoluer les rapports entre le *regnum* — toujours suspect de retomber dans l'erreur — et le *sacerdotium* — gardien et administrateur de l'orthodoxie en tant que seul héritier légitime des vertus héroïques des saints défenseurs des icônes. Certes, en pratique le *basileus* continua de gérer les affaires ecclésiastiques : il nomme et dépose les évêques, préside les disputes théologiques, octroie ou confisque les biens de l'Église. Mais la Grande Église n'oubliera jamais que, *de jure*, personne n'a le droit d'intervenir dans ses problèmes de religion. Maintes fois la patriarchie œcuménique — sous Photios, Nicolas Mystikos, Michel Cérulaire ou Calliste — va essayer d'imposer sa volonté non seulement aux autres églises, mais au gouvernement impérial lui-même<sup>18</sup>. Et aux auteurs de reconnaître enfin que « tant de gages donnés à l'Église protectrice font d'elle, dès le XIII<sup>e</sup> siècle, un nouvel obstacle sur lequel achoppe la volonté impériale » (p. 390).

Si, pour Démètre Chomatianos l'empereur est encore « le Christ du Seigneur à cause de l'onction royale, il est notre Christ et notre Dieu à l'image de ses prédécesseurs, il est aussi notre grande pontife » (PG, 119, 949) c'est qu'il avait la responsabilité d'une diocèse et il était convaincu que seulement le bras séculier est en mesure d'entraver la dissolution des structures sociales, qu'il observait chaque jour, et d'entretenir le lustre chrétien des mœurs de ses ouailles. Autrement, c'est le patriarche qui est « l'image vivante et animée du Christ », (*Epanagôgè* 3, 1).

Dès le Triomphe de l'Orthodoxie il y a eu, à Constantinople, deux modèles d'universalité : celui de l'Empire romain et celui de la Grande Église, tous les deux puisant leur légitimité à la même source : la souveraineté suprême du Christ. Cette double autorité était vouée, en principe, à un fonctionnement harmonieux : à Byzance d'administrer les activités politiques, économiques et sociales de ses sujets et à l'Orthodoxie de régenter les consciences. Mais ce qui est sage et bien pesé en théorie ne vaut pas toujours dans la vie. Menacé par l'Islam, l'Empire des Paléologues n'a trouvé d'autre issue que le compromis avec Rome et le recours à l'Occident latin. Confrontée à la perspective de voir son partenaire se lier à l'universalisme des papes et à l'orthodoxie rivale, la Grande Église explora à son tour une alternative. Il n'est pas vraisemblable, à mon avis, que « Face aux Turcs, l'Église continue à ne voir de remède que dans son alliance avec l'Empire » (p. 441). Devant la débâcle de Byzance, l'Orthodoxie essaya d'organiser une croisade des princes orthodoxes, où le *basi-*

<sup>16</sup> A. Grabar, *op. cit.*, p. 245—251.

<sup>17</sup> Igor Čičurov, *Gesetz und Gerechtigkeit in den byzantinischen Fürstenspiegeln des 6.—9. Jahrhunderts*, dans *Cupido Legum*, hrsg. v. L. Burgmann, M. T. Fögen, A. Schminck, Frankfurt am Main, 1985, p. 33—45.

<sup>18</sup> D'ailleurs, les auteurs savent identifier les signes de ce nouveau équilibre, sans en tirer pour autant les conséquences : depuis le XI<sup>e</sup> siècle c'est l'Église qui domine l'enseignement (p. 271) ; l'aspect « rituel » accusé de la monarchie (p. 226) ; Nicée a eu d'abord un patriarche et seulement après un empereur (p.387) ; la politique patriarcale en Russie (p. 396), etc.

leus n'y fut pour rien (p. 413), On n'a pas encore étudié cette solution dans tout ce qu'elle a de radical et de définitif par rapport à l'idéologie politique byzantine. Radical, puisque le monde n'est plus sous-tendu par un Empire unique et légitime, celui des Romains, sapé par les agissements tyranniques des Barbares ; pour un hésychaste du milieu du XIV<sup>e</sup> siècle tous les souverains orthodoxes, y compris celui de Constantinople, sont « les empereurs de la terre »<sup>19</sup>. Définitif, parce qu'elle amorce pour l'Orthodoxie le processus de son affranchissement de la tutelle de Byzance. Autrement dit, l'Église constantinopolitaine tend à se frayer un chemin qui n'est plus nécessairement celui que l'Empire décide de poursuivre.

Une fois rejetée l'union avec Rome, et par là l'intégration dans une Europe mue par les mêmes valeurs, et après la faillite de sa formule de croisade, il ne resta à l'Orthodoxie que de se remettre à la volonté de Dieu (p. 443). Mais, au patriarcat de Constantinople, dans la hiérarchie comme dans les monastères, on présentait, un siècle avant le déces de Byzance, que le ciel se penche du côté musulman. C'est à juste titre que les auteurs voient, au XII<sup>e</sup> siècle, une « complicité naissante » entre l'Orthodoxie et l'Islam (p. 289). Et c'est non moins significatif que parmi les pionniers de cette nouvelle attitude envers les musulmans furent les patriarches Photios et Nicolas Mystikos, deux artisans de la prééminence idéale de l'Église sur l'Empire. Déjà les détracteurs (iconophiles !) de St Jean Damascène aimaient le présenter en « vizir » des califes, en agent des Omeyyades (cf. Mansi XIII, 356). Pour Grégoire Palamas, porte-parole des moines hésychastes, l'Église peut bien vivre et témoigner sans le concours de l'État chrétien ; si elle sait demeurer fidèle à sa foi, l'Orthodoxie survivra à l'écroulement de l'Empire. Ce qui veut dire que l'Orthodoxie, qui n'est pas de ce monde, pourra composer avec n'importe quelle autre autorité politique, à condition que cette dernière lui garantisse l'indépendance et l'identité spirituelles. En effet, Palamas vante la tolérance des émirs d'Anatolie, confère à l'Islam — dans la tradition de Photios et Nicolas — une place d'honneur dans l'économie de la révélation et se souvient avec nostalgie de ses entretiens avec les docteurs du Coran si encourageantes, à l'en croire, à une entente religieuse<sup>20</sup>.

Le drame de la chute de Byzance et l'humiliation nationale qui en suivit sont indiscutables. Mais la disparition du pouvoir impérial a dû être ressentie comme un soulagement par le clergé orthodoxe qui,

<sup>19</sup> François Halkin, *Deux vies de S. Maxime le Kausokalybe, ermite au Mont Athos (XIV<sup>e</sup> s.)*, « Analecta Bollandiana » LIV, 1936, p. 90 ; vingt ans après, un autre athonite, Chariton de Kutlumas ne compte plus les nations orthodoxes dans un ordre hiérarchique mais dans une simple taxonomie (Romains, Serbes, Bulgares, Russes, Géorgiens et Valaques) : Paul Lemerle, *Actes de Kutlumas*, Paris, 1945, n<sup>o</sup> 26, 1. 9, p. 103 ; voir aussi le document iconographique — la nouvelle rédaction du *Tabernacle du Témoignage* à Curtea de Argeş (Valachie, 1364—1365) — qui confirme cette attitude du patriarcat œcuménique : Daniel Barbu, *Pictura marală din Țara Românească în secolul al XIV-lea*, Bucureşti, 1986, p. 12—15.

<sup>20</sup> Sur Palamas et les musulmans : Jean Meyendorff, *Introduction à l'étude de Grégoire Palamas*, Paris, 1959, p. 158, 162 ; idem, *Projets de concile œcuménique en 1367*, « Dumbarton Oaks Papers » XIV, 1961, p. 167, 169 ; idem, *Grégoire Palamas — Défense des saints hésychastes*, Louvain, 1959, p. 392—393 ; Olivier Clément, *Byzance et le cristianisme*, Paris, 1964, p. 31—32.

depuis Florence, avait grossi les rangs de la dissidence. Il n'y aura plus, dans la maison, de complices de Rome, ni de tuteurs de l'Église. D'autant plus que les sultans étendirent de nouveau la juridiction de la Grande Église sur tous les chrétiens des Balkans et de l'Asie. Depuis des siècles, la patrie œcuménique avait de plus en plus à perdre à lier son destin aux malheurs de Byzance. Après 1453, elle a tout à gagner et s'empresse de faire valoir le mandat confié par les musulmans : gouverner l'entier monde orthodoxe (cf. p. 459).

S'il est bien vrai qu'à la veille du désastre le peuple de la capitale désirait recevoir plutôt le turban que la tiare, Gennade Scholarios et les autres disciples de Marc Eugénikos auraient pu se chuchoter : mieux vaut le turban que la couronne impériale qui a trahi l'Orthodoxie. Puisque, en la personne du Cardinal Isidore, la tiare s'était déjà installée dans la ville avec la connivence et sous la protection de l'empereur. En s'engageant sur la voie controversée du palamisme — officialisé au synode de 1351 de par la volonté d'un usurpateur, partisan des hésychastes — l'orthodoxie constantinopolitaine n'aura dorénavant d'autre issue que de repousser obstinément les trois autorités en droit de censurer son option : Rome, le Concile et l'empereur. Chérie et préparée par les papes, établie et proclamée à Florence, voulue et approuvée par le *basileus*, l'union força l'Orthodoxie à prendre ses distances tant à l'égard de l'Europe qu'envers Byzance, afin de ruminer dans l'isolement son complexe de supériorité <sup>21</sup>.

Par conséquent, il me semble que les rapports entre Byzance et l'Orthodoxie ont connu deux points d'inflexion. L'iconoclasme d'abord, le véritable catalyseur d'une orthodoxie d'expression proprement byzantine, capable de s'imposer de plein droit comme une partenaire égale de l'Empire. Aux IV<sup>e</sup>—VIII<sup>e</sup> siècles il y a eu aussi une orthodoxie, mais pas toujours la même ; orthodoxe était, avant tout, la foi de l'empereur. Après 843, la confession du *basileus* doit être celle de l'Église qui le sacre. Cependant, l'hésychasme rompt ce « contrat » en basculant de nouveau les rapports. Pendant leur dernier siècle de cohabitation, l'Orthodoxie a médité sur la possibilité de se détacher de Byzance afin d'accomplir ce qu'elle croyait être son destin spirituel. La solution lui fut apportée par cette haute volonté à laquelle elle avait confié sa fortune : la collaboration avec l'Infidèle.

Somme toute, Byzance ne coïncide pas toujours avec l'Orthodoxie. Les auteurs de la synthèse le savent d'ailleurs très bien lorsqu'ils décrivent l'Italie méridionale dans ces termes : « monde orthodoxe assez rare qui, dès le XI<sup>e</sup> siècle, sait maintenir son identité sans trop se préoccuper des obédiences et sans la tutelle quasi magique du pouvoir impérial » (p. 287) voire de Byzance. Mais cette Orthodoxie sans Byzance n'est pas

<sup>21</sup> J'ai choisi deux textes qui me paraissent édifiantes à ce propos. Le 18 Janvier 1452, la Synaxe anti-unioniste écrivait avec superbe aux « nobles et distantes nations occidentales » les invitant à chercher la lumière de la vraie foi chez « la très sainte église de Constantinople, mère et maîtresse de tous les vrais croyants » : Joseph Gill S.J., *The Council of Florence*, Cambridge, 1961, p. 381. En 1691, le patriarche de Jérusalem Dosithée Nottaras admonestait le prince Constantin Brâncoveanu ; « les lois de Dieu ne furent pas promulguées dans les montagnes de la Valachie, ni par les princes de la Valachie, mais à Constantinople » : Chrysostome Papadopoulos, *Dositheos patriarchês Ierosolymôn*, Jérusalem, 1907, p. 44.

tellement rare. Il y a eu au moins une seconde, à peu près méconnue par Alain Ducellier et ses collaborateurs : l'orthodoxie roumaine <sup>22</sup>.

Quel visage l'orthodoxie roumaine montrait-elle jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle ? Un christianisme populaire où, selon un observateur franciscain, les moines athonites n'auraient pas reconnu leur rite byzantin <sup>23</sup>. Les communautés, encadrées surtout par un clergé séculier, vivaient à l'insu de toute hiérarchie canonique, soit byzantine, soit romaine. Une élite spirituelle qui n'a pas laissé de traces écrites de son activité. Les missionnaires de Rome arpentaient sans cesse les contrées. Les princes et les seigneurs se trouvaient sous l'emprise politique et confessionnelle de l'Occident. Ce sont Nicolas-Alexandre de Valachie, en 1359, et Alexandre le Bon de Moldavie, en 1401, qui, par l'érection des métropoles en dépendance canonique de Constantinople, optèrent définitivement, pour des raisons étrangères à la pure et simple foi, en faveur de l'Orthodoxie. Sans pour autant choisir Byzance.

En effet, tant par leur train de vie qu'en vertu de leurs allégeances politiques, les princes roumains du XIV<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du siècle suivant, demeurent attachés à l'Occident latin. Qui plus est, la rivalité pour la domination du Bas-Danube et d'un segment de la façade ouest-pontique, qui se manifesta violemment sous Mircea l'Ancien <sup>24</sup>, fut un obstacle naturel sur lequel devait achopper toute influence directe de l'Empire en Valachie. Certes, l'emprise de Byzance s'exerça, dans une certaine mesure, par le biais des prélats constantinopolitains promus par la Grande Église à la tête des métropoles de Hongrovalachie et de Moldovalachie <sup>25</sup>. Mais, tant que la politique forgée au patriarcat,

<sup>22</sup> Il vaut la peine de dresser la liste des erreurs conteues par les quelques passages relatives aux pays roumains. Ce n'est pas Basarab I<sup>er</sup>, dont Claire ne fut pas la femme mais la belle-fille, qui opta pour l'Orthodoxie (p. 350) ; Basarab est présenté par les sources en tant que « princeps devotus catholicus » ; son fils Nicolas Alexandre décida du virage confessionnel de son pays et obtint en 1359 la création de la métropole de Hongrovalachie : Daniel Barbu, *Sur le double nom du prince de Valachie Nicolas Alexandre*, « Revue Roumaine d'histoire » XXV/4, 1986, p. 287–300. Mircea le Grand a été prince de Valachie et non de Moldavie comme le croient les auteurs (p. 415). Quant à Vlad Țepeș, le « tyran sanguinaire » qui « plus que les Turcs... réduit la Valachie à l'état de désert » (p. 420) qu'en dire ? Sinon qu'après plus de cinq siècles de critique des sources, les auteurs d'une synthèse d'histoire byzantine se laissent encore convaincre par la propagande de Matthias Corvin qui — ainsi que Șerban Papacostea l'a montré dans une étude, en roumain, consacrée à la genèse et la diffusion des narrations sur Vlad Țepeș, « Romanoslavica » XIII, 1966, p. 159–167 — tâcha de la sorte de couvrir et justifier l'abandon coupable de l'action commune antiottomane hungaro-valaque et de nier la responsabilité qui lui revient dans la défaite de Vlad en 1462 ; sur une autre catégorie de narrations sur Vlad Țepeș, Ștefan Andreescu, *Premières formes de la littérature historique roumaine en Transylvanie (autour de la version slave des récits sur le voievode Dracula)*, « Revue des Études Sud-Est Européennes » XI/1/4, 1975, p. 511–524.

<sup>23</sup> Dionysius Lasić O.F.M., *Fr. Bartholomaei de Alverna, Vicarii Bosnae 1367–1407, quaedam scripta hucusque inedita*, « Archivum Franciscanum Historicum » LV/1–2, 1962, p. 59–81, notamment p. 75.

<sup>24</sup> Sur la guerre entre Mircea et Byzance : Șerban Papacostea, *La Valachie et la crise de structure de l'Empire ottoman (1402–1413)*, « Revue Roumaine d'histoire » XXV/1–2, 1986, p. 25–30 ; sur d'autres indices du conflit : D. Barbu, *Faits historiques et fictions historiographiques : la « despoteia » de Mircea le Grand et le « despotat » de Silistra*, « Revue des Études Sud-Est Européennes » XXIV/4, 1986, p. 321–322.

<sup>25</sup> Voir à ce propos l'opinion de Vitalien Laurent, *Contributions à l'histoire des relations de l'Église byzantine avec l'Église roumaine au début du XV<sup>e</sup> siècle*, « Académie Roumaine. Bulletin de la Section Historique » XXVI/2, 1945, p. 165–184.

en dépit des accords avec le *basileus* et de la rhétorique courtoise, ne coulait plus tout à fait dans le moule de celle élaborée au Palais, peut-on être sûr que ces hiérarques grecs agissaient toujours en agents de l'empereur ? D'ailleurs, de 1401 à 1453, à l'exception du roumain Joseph, les documents moldaves — tout comme les chartes valaques d'ailleurs — ne font aucune mention de ces métropolitains qui ne résidaient guère dans leur diocèse mais à Constantinople, auprès du patriarche. C'est le « protopope de l'évêque », un clerc séculier du pays, en droit de participer aux revenus métropolitains<sup>26</sup>, qui gouvernait sur place, et selon l'ancienne coutume, une église conservant encore son caractère populaire et autarchique. La vie religieuse des Roumains ne se modifia qu'au sommet : un ou deux prélats grecs, tel Anthime Kritopoulos, qui ont effectivement mené paître leur troupeau ; quelques moines, dont Nicodème de Tismana fut le chef de file, qui jetèrent la semence du monachisme régulier ; plusieurs artistes, calligraphes et artisans. La langue des premiers manuscrits copiés sur les lieux, et donc celle de la liturgie, c'est le slave. Car, le rayonnement crépusculaire de l'empire de Târnovo comble les lieux venues de Constantinople. Si toutefois l'implantation de l'Orthodoxie, dans son expression byzantine, est irréversible, l'équilibre des structures traditionnelles n'était pas moins stable et difficile à rompre. L'organisation ecclésiastique des pays roumains, avec toutes ses fonctions sociales et culturelles, n'éprouva que de loin, à ses débuts canoniques, l'attrait de l'Orthodoxie constantinopolitaine. D'autant moins l'influence du Byzance impérial.

D'autre part, les principes mêmes de la création des États roumains sont étrangers à l'idéologie politique byzantine. Leurs souverains n'ont jamais eu de vocation impériale, bien que les auteurs pensent le contraire (p. 459) ; l'État roumain du Moyen Âge reposait sur des bases strictement territoriales et nationales. Si Étienne le Grand, par exemple, aimait apparemment être appelé «tzar», c'est qu'il se considérait pareillement aux rois de France, *imperator in regno suo*<sup>27</sup>. Certes, Vladislav I<sup>er</sup>, Mircea le Grand à Nicopolis et ailleurs, Vlad le Diable, Vlad Ţepeş et, surtout, Étienne le Grand de Moldavie ont combattu les Turcs. Mais pas au nom, au secours ou en vue de la restauration de l'Empire. Ils furent entraînés par une onde de cet esprit latin de croisade qui manquait tellement à Byzance<sup>28</sup>. Ce n'est qu'au XVI<sup>e</sup> siècle que la poussée ottomane attira vers les principautés roumaines l'Orthodoxie constantinopolitaine dont les premiers soins furent de tout corriger et de tout contrôler. De cette manière, quelque chose de Byzance vint enfin troubler la sensibilité

<sup>26</sup> *Documenta Romaniae Historica*, A. Moldova, I, Bucureşti, 1975, n° 245, p. 248 et *ibidem*, II, 1976, n° 5, p. 7 ; cf. *ibidem*, I, n° 68, p. 99 (le protopope Syméon) et n° 165, p. 231 (le protopope Juga) : le protopope Pierre reçut en 1395 la charge canonique d'administrer la diocèse au nom de la Grande Église, Fr. Miklosich, J. Müller, *Acta Patriarchatus Constantinopolitani*, II, Vienne, 1862, n° CCCCLXXXVIII, p. 241—245 ; le protopope Constantin, *topolérêtès tou Moldovlachias*, souscrit, le 5 Juillet 1439, l'Union de Florence : Mansi, XXXI, A, col. 1040. La Valachie a eu, à son tour, un « protopope du pays » : P. Lemerle, op. cit., n° 29, 1. 47, p. 114.

<sup>27</sup> Valentin Al. Georgescu, *L'idée impériale byzantine et les réactions des réalités roumaines (XIV<sup>e</sup>—XVIII<sup>e</sup> siècles). Idéologie politique, structuration de l'État et du droit*, «Byzantina», 3, 1971, p. 311—339.

<sup>28</sup> V. Laurent *L'idée de guerre sainte et la tradition byzantine*. «Revue Historique du Sud-Est Européen», XXIII, 1948, p. 71—98.

collective des Roumains. Néanmoins, à travers la langue, le souvenir de Rome continua d'habiter leur conscience.

Envisagé de plus près, le cas roumain aurait été propre à donner assez de fil à retordre aux partisans de la coïncidence entre Byzance et Orthodoxie. Car Byzance ne couvre pas le monde orthodoxe et celui-ci contient plus que Byzance ne le laisse supposer. À mon avis, il est impossible de les embrasser d'un seul coup d'œil, il est hasardeux de les approcher par une seule démarche.

Pourtant, cette provocation à réfléchir sur le problème de rapports entre Byzance et Orthodoxie — qui oserait en avancer une solution définitive ? — ne fait que renforcer la valeur d'un ouvrage tellement nourri par un savoir à la fois érudit et hardi. Alain Ducellier et ses savants collaborateurs méritent, à cet égard aussi, notre profonde reconnaissance.

## THE CIVILIZING PROCESS

NORMAN SIMMS  
(Hamilton, New Zealand)

Originally published in Switzerland in 1939 as *Über den Prozess der Zivilisation* when the German-born and educated author was forty-two years old, the two-volume study of the civilizing process (Norbert Elias, *The Civilizing Process*. 2 vols. Trans. from German by Edmund Jephcott. New York : Pantheon Books, 1982. Vol. I. xviii + 315 pp. Vol. II viii + 376 pp.) remains an outstanding contribution to what we now understand the history of mentalities. Volume I is entitled "The History of Manners" and Volume II "Power and Civility" but they form something which is other than historical sociology, history of ideas and institutions, or any similar recognizable discipline, and what that other is comes as close to what we mean by history of mentalities as any recent study.

The author's Preface of September 1936, written against the background of Nazi thuggery, states clearly, "Central to this study are modes of behaviour considered typical of Western civilized man" and he sees the methodological problem in the fact that "civilized" is not a constant, absolute term; instead, it is the name of a relationship and a process. One is more or less civilized than another, and one has been in his or her own lifetime or that of the family or national entity to which one belongs less civilized than one is now. Since the term refers less to intellectual achievements than to "behaviour" — often of the most private and intimate nature — the subject of Norbert Elias' book turns out to be not the behaviour itself as a set of acts or affects (how a person eats with fingers or fork, does or does not blow his nose in public, where and when she answers the calls of nature) but how attitudes change, personally and socially and according to what, if any principles, of change. Putting aside, then, the mythic gap in his study — the actual display of recrudescing savagery in the very heart of civilized Europe — we can turn to the theory and methodology of his endeavour.

This means that we will pay most attention to what Norbert Elias calls "the psychological process of civilization", a term that draws us close to psychohistory and eventually to the history of mentalities. While he draws an analogy between the insights of psychology and (Freudian) psychoanalysis, it is not a simplistic model of equivalences. In a footnote added to the 1936 Preface for the first 1978 English translation of Volume I, the author declares that "Nothing would be more absurd" than to look for reproductions of individual stages of growth in the development

of nations. "What must be pointed here", he explains, "is the simple fact that even in civilized society no human being comes into the world civilized, and that the individual civilizing process that he compulsorily undergoes is a function of the civilizing process . . ." Elias further states that while there is "a certain resemblance" between the young child's "affects and consciousness" and that of "uncivilized" peoples", we must keep in mind that the child enters a world already inhabited by adults (authoritative figures of power), and the mind of any adult, civilized or uncivilized, is already always shaped by complex systems of censorship and control. The historical phases of groups and the developmental stages of individuals are similar but not equivalent, particularly as groups may slip back and forth in their relative status of civilized/uncivilized to one another (recall the "rise" of Nazism) while individuals tend to move through culturally denominated stations of maturation.

Elias' concern is not to investigate the facets of individual development, but to use — not quite as givens, but within a relatively critical model — the insights of psychology and psychoanalysis in his investigation of the civilizing process in nations, particularly West European states. He adds these insights to his own discipline of sociology in order to examine what he terms the "sociogenetic and psychogenetic" processes of civilization, "the *order* underlying historical *changes*, their mechanics and their concrete mechanisms" (author's italics). As Elias says, his study "poses and develops a very wide-ranging problem" and it "marks out a field of observation that has hitherto received relatively little attention"; he modestly admits he has neither solved the problem nor done more than make the first steps in mapping the new territory of observation. But it is significant that he is concerned with two key terms, order and change; not merely what happened and why, but how and in what systematic relationship to other processes of social and psychical change.

Rather than running through his two volumes, attempting to summarize the key aspects of his finding and methodology, we will look at the *Introduction* to the 1968 German edition, rendered as *Appendix I* to "The History of Manners" and "Towards a Theory of Civilizing Processes" presented now as *Part Two: Synopsis* in "Power and Civility". My main concern will be to stress how the author's approach illuminates, refines and develops our dynamic concept of the history of mentalities, and to point to those weaknesses in his approach which can alert us to dangers on our own path of discovery.

Elias sees that his study of the civilizing process evident in the period from late medieval times through to the establishment of the great Enlightenment courts of France and Germany has presented a sequence of changes in the affect structure of individuals and has keyed this to social mechanisms of control and censorship made possible through developments in the specialization, centralization and bureaucratization of the state. The evolution of social phenomena, in this sense, can occur because the senses of taste, shame, cleanliness and so on are not natural phenomena but culturally-determined, and such determination is produced by power-relations within the social, political, economic and other institutions of the group(s) to which individuals owe allegiance of various

sorts. But it is not a simple matter of personal relations reflecting (mirroring) public structures, or vice versa; they "evolve in an indissoluble interrelationship". Indeed the very notions of "individual" and "society" do not mark separate objects but different aspects of the same persons, and these concepts shift and change through history as well. Though behind Elias' model of development lies a belief in ultimate, long-term progress, he is sensitive enough to the real complexities of history to avoid over-simplifying the paradigms of the systems within the processes of civilization. Much that is read in the popular mind as justification for progress turns out to be, he sees, little more than a projection backwards of current conditions, especially as regards the power relations between modern social classes, national states and clusters of states.

Elias points out the now obvious caveat, that it is important not to reify or idealize existing conditions or structures as though they formed some norm towards which prior societies aspired, consciously or unconsciously; or, at a more incisive level of concern, not to accept uncritically these concepts as valid determinants of measure from age to age or nation to nation. We must, moreover, I would add, become meta-critical and reflexively self-aware of where we stand vis-à-vis any research. The most fundamental categories of thought must be open to the critical gaze. Elias tells us, "Concepts like 'structure', 'function', 'norm', 'integration' and 'role' all represent in their current forms attempts to conceptualize certain aspects of human societies by abstracting from their dynamics, their genesis, their character as a process, their development". Abstracting the history of societies from the dynamic of their development is, Elias says, a legacy of nineteenth century ideology; and so his study attempts, if nothing else, to point "to the possibility of freeing the study of society from its bondage to social ideologies". An impossible dream, we are tempted to say, though an admirable hope: and it would be more reasonable to expect the researcher to become aware of his or her ideologies and constantly subject them to meta-criticism.

To take as an example the concept of *the individual*, Elias says it is best to empty the idea of its ideological content. Instead, we need to regard the individual as a process, a process of individual growth and of the individual in a complex of social relationships; that is, to see that each single person in a society begins as an infant, grows through physical stages to maturity, shifting to new and often different relationships with other children and adults near and far, and then continues to change and relate in different ways to the other individuals and institutions that form the defining society. The notion of the "central self", or as Elias terms it the *homo clausus*, an ego autonomous and self-defining, though subject to some influence from without, is a highly loaded concept, and certainly cannot be taken as a given of historical discussion. The very ideas of inside and outside, open and closed, self and other have to be investigated before any concepts such as self and society can be produced.

For we are ourselves indeed part of what it is we study, when we try to determine the parameters of the civilizing process: why do we think the way we do, evaluate the past in the terms we have, and find

these problems pressing on us now more than on our predecessors? The structural changes we are concerned with, according to Elias, are part of what has been going on since the Renaissance: they represent a continuing process of isolating the individual from the larger body of society, requiring of him or her greater degrees of self-scrutiny. "It is these civilizational self-controls, functioning in part automatically, that are now experienced in individual self-perception as a wall, either between 'subject' and 'object' or between one's own 'self' and other people ('society')".

Thus we can see, following Elias' argument, that the tendency within Western Civilization is to create its own unconscious, both for individuals and for the group. As we encapsulate ourselves within our own egos, we necessarily do two other things; we repress — through all the means of distortion and censorship known as dreamwork — the facets of our own bodies and consciousness which would inhibit the wholeness of the self-image, and we internalize as "natural" or "normal" the authoritative mechanisms of this control system. We then take the mythic images generated by our culture to hide both the instincts which make us like all other (uncivilized) peoples and the institutions of censorship carrying out these processes and project them as the national characteristics of particular states and of (European) civilization itself. But Elias asks us to backtrack. He wants to move away from our common terms and concepts, so as to be able to assess not what we "feel" or "think" is going on, but what actually is there.

If instead of the usual substance-concepts like "feeling" and "reason", we use activity-concepts, it is easier to understand that while the image of "outside" and "inside", of the shell of a receptacle containing something inside it, is applicable to the physical aspects of a human being... it cannot apply to the structure of the personality, to the living human being as a whole... One recalls that Goethe once expressed the idea that nature has neither core nor shell and that in her there is neither inside nor outside. This is true of human beings as well.

Having gotten away from this inside/outside notion of the self in its container, we can then, with Elias, move towards seeing individuals as not isolated, but caught up in a network of interdependencies. "Such interdependencies", Elias asserts, "are the nexus of what is here called the figuration, a structure of mutually oriented and dependent people". Getting away, too, from the analogy between the individual (body) and the society, (body politic), Elias sees the "image of numerous interdependent people forming figurations (i.e., groups or societies of different kinds) with each other". The difficulty here, we see, however, is that everything is a little too pat, too neat and tidy, like a well-mown lawn; and we instinctively feel that human beings and their historical development are less clean. That is why I would rather look to the image of crabgrass used by Gilles Deleuze and Felix Guattari (*Mille Plateaux* [Paris 1980]); they are speaking about the writings of Franz Kafka and their relationship to his enclosed German-speaking coterie in Prague, the Czech environment he inhabits, the Yiddish culture he longs for nostalgically, the Hebrew heritage he wishes he could know, and the deeper Europeaness

of his aesthetic vision :

If Kafka's work is a rhizome, then its expression does not crystallize into a unifying form ; instead the expression is a proliferation of different lines of growth. The work resembles crabgrass, a bewildering multiplicity of stems and roots which can cross at any point to form a variety of possible connections.

Nevertheless, Elias' notions of network and figuration stand in good stead for previous ideologically-loaded images which limit human history, personal and social, to static moments in which change is perceived as a crisis, a lurch or swerve from one state of being to another. The figuration, for Elias, is a kind of dance, and the attempt to describe it would be analogous to transcribing a complex set of steps and musical forms, and setting them into a context of place, occasion, participants, function and so on. We would wish to add to maintain our preference for the rhizome image, at least the possibility for innovations, hidden agendas, and drunken lurchings.

We now turn to the Synopsis in "Power and Civility", Volume II of *The Civilizing Process*. This part of the study is divided into eight chapters, including a conclusion. They review the data presented to bolster Elias' argument and extrapolate from them questions on the nature of that argument itself. The first volume has shown, as the author indicates, "that the civilizing process is a change of human conduct and sentiment in a quite specific direction", that direction being neither planned nor evident in the course of its occurrence to the men and women involved. But history has moved Western cultures and individuals from external constraints to self-constraints, regulating the instinctual and affective aspects of experience and opening areas of concentration on rational, speculative thought. How "history" did this without the assent or awareness of the people who are the stuff of history, of course, is the main issue, and Elias offers the following in italic emphasis :

This basic tissue resulting from many single plans and actions of men can give rise to changes and patterns that no individual person has planned or created. From this interdependence of people arises an order sui generis, an order more compelling and stronger than the will and reason of the individual people composing it.

Before we go on, we need to see that Elias appends to this statement, with its dangerous implications of an Hegelian World-Spirit forcing history into directions against the will of individuals or even national groups, a lengthy footnote. He takes us closer, in fact, to what we now call the history of long duration, the changes which occur at such a slow pace, for instance, in climate or trade, that no individual is conscious of their shifting emphases and contents. Here Elias says that "One of the tasks still remaining to be done is to explain convincingly the compulsion whereby certain forms of communal life. . . come into being, are preserved and changed" and tells us that the answer will not be found in an analogy between the way individuals make decisions and the way large national developments occur. We must, he says, move away from a search for rational explanations. This brings him to imply the dialectic

of conscious and unconscious forces in history. As individual wishes, plans, intentions arise they intertwine with those of other individuals, and it is in this knotting up of specific wills that the fabric of history is woven. "It cannot be understood in terms of the plans and purposeful intentions of individuals, nor in terms which, though not directly purposeful, are modelled on teleological modes of thinking. We are here concerned with processes, compulsions and regularities of a relatively autonomous kind". It is from this constant interweaving of intentions that the social fabric is made, and out of which "the individual constantly spins and weaves his purposes. But this fabric and the actual course of its historical change as a whole, is intended and planned by no-one." We can return here to the figure of the rhizome: the crabgrass yard of history rather than the well-mown lawn.

However, despite this admission of compulsions — the fixations and fantasies of individuals and groups — there are manifest, if not quite rational or teleological, patterns underlying the long term developments; because, Elias tells us, there are, in effect, sociological laws of development. He explains:

whether consciously or unconsciously, the direction of this transformation of conduct in the form of an increasingly differentiated regulation of impulses is determined by the direction of the process of social differentiation, by the progressive division of functions and the growth of the interdependency chains into which directly or indirectly, every impulse, every move of an individual becomes integrated.

But not only are there sociological laws which direct the historical development of centralized state apparatus and institution, there is a consequent patterning of psychological responses: "as the social fabric grows more intricate, the sociogenic apparatus of individual self-control also becomes more differentiated, more all-round and more stable." We can certainly see, in broad terms, in Western Europe, that this progression of behavioural and psychological internalizations is a concomitant to centralization of authority and monopolization of power in the state. We may even continue Elias' pattern into that described by Mary Douglas as occurring at more intellectual levels: !

There is only one kind of differentiation in thought that is relevant . . . That criterion is based on the Kantian principle that thought can only advance by freeing itself from the shackles of its own subjective conditions. The first Copernician revolution, the discovery that man's subjective viewpoint made the sun seem to revolve round the earth, is continually renewed. In our own culture mathematics first and later logic, now history, now language and now thought processes themselves and even knowledge of the self and of society are fields of knowledge progressively freed from the subjective limitations of the mind.

(Purity and Danger, p. 96)

If we can see Western civilization's processes of development moving state-functions inwards to the monopolized centres of authority and individual consciousness inwards to an ego hedged in by repressed id and censorious superego, we can also trace out philosophical and scientific

achievements through this freeing of the intellect from the self-blindness of myth and superstition. Yet can we generate a general view of humanity, of history of mentalities, from a mere paradigm of Western history? Do we automatically equate institutional developments with psychological growth? Elias seems to fall into his own ideological trap and take current conceptions of self and society as standards by which to measure the past and the changes from one kind of mentality to another. Civilization, after all, is only a relative term; and the constituent elements may or may not mark high culture, in our modern sense.

At the level of specific historical changes, particularly the transformations in modes of behaving and feeling in the period of Absolutism, Elias' insights are most valuable. His mixture of historical psychology and sociological analysis cogently reveal the processes by which a modern mentality comes into being. It is to his credit to coordinate the complexities of social change at all levels of the nation, and to bring to bear aspects of individual psychology and political organization. The freudian schema developed into a psychogenetic structure has got to be looked at in terms of what Elias calls "long range perspective, sociogenetic investigations of the overall structure."

Just as in every psychogenetic enquiry it is necessary to take account not only of the "unconscious" or the "conscious" function alone, but of the continuous circulation of impulses from the one to the other, it is equally important in every sociogenetic study to consider from the first the whole *figuration* of a social field which is more or less differentiated and charged with tensions.

Increasingly in this concluding section, Elias depends on a freudian schema of id, ego and superego, turning it into a sociogenetic model. But it is not his only metaphor, and I want to turn to some of these figurative frames on which he hangs his argument. He, of course, speaks of the traditional "long chains of generations", and so looks for links between them; but this implies, contrary to his main thesis, that there are separable units of development. He also uses a more complex figure, or perhaps we should say mixed metaphor. For example, "The continuous intertwinning of human activities again and again acts as a lever which over the centuries produces changes in human conduct in the direction of our standard. The same pressures clearly operate in our own society. . . ." Here we have the interweaving/fabric metaphor colliding with the lever/pressure image. Smith-craft, weaving, physics, architecture — well, which is it?

When we look back over the main sections of the two-volume study, we find these same varying metaphors used, not merely in an ad hoc manner, when they seem most apt, but often crashing into one another and obscuring Elias' thoughts. Generally, he speaks of structures and their transformation, with variations from analogous figures of speech to show chemical, physical and artistic change. Changes come about because of internal or external tensions, struggles, fluctuations and so forth. But sometimes the structures are set into (drive) fields, where they may remain in the dark. The problem is not that Elias may or may not be careless in his style or that we may be overly nice in our search

for coherence, but that it is through these figures that he attempts to develop a working model for envisioning human change, the civilizing process; and where he is caught, we suggest, between a conflicting set of schemes, one in which change is erratic, compulsive, irrational, and the other where there is determination, reason, and direction. There are times, then, when he uses another set of metaphors, these drawn from play-theory and the arts; when he speaks of "polyphony" or "free and unfettered play". He tries at other times to use organic images of growth and movement, or of electricity with impulses and discharges of energy.

Elias, however, at times realizes that his "concepts are too coarse; they adhere too much to the image of material substances". Nevertheless, we think that he never properly confronts the inner contradictions in his study, and that, useful as it is for particular studies into aspects of post-medieval West European history, insightful as it may prove for studies of earlier periods of development, there are severe limitations which arise when his methodology and theory are applied outside of Western Europe, and this is due in so small part to the confusions in his conceptualization of the approach itself. The unsteadiness of articulation manifests the contradiction between his value-free ideal (civilization as mere relational process) and his faith in a rational pattern to be discovered in psychological and sociological developments. This may all rest, as well hinted earlier, in the major gap: the virtual silence throughout the whole book — including later prefaces and footnotes — to the Nazi horror, surely the absolute test for Elias' theories. Does the rise of such institutionalized savagery in the heart of civilized — industrialized, urbanized, intellectually-advanced and artistically-perfected — Europe disprove all that he has said? or does it prove it? Was the apparatus of the death-industry an aberration, a momentary madness misconstruing the whole enterprise of centralization of power and inwardness of control? Were the Nazis forces of an outmoded savagery inadvertently loosed on an unsuspecting Europe by the trauma of World War I and the Great Depression, and not at all within the schema of the civilizing process Elias outlines? Or is civilization so weak and tenuous a term after all that it bears little relationship at all to the more complex, contradictory forces of human history, those irrational knottings up of conscious and unconscious wills that may be at best followed but hardly understood as part of some progressive unfolding of human dignity and philosophical achievement. What is more important, whether a person eats with a fork or with his fingers or whether he pushes his neighbour into a gas oven, whether she paints beautiful portraits or dances Swan Lake or whether she refuses to feed a starving child? Will we get anywhere by confusing morality with complexity of social organization? We need tools of enquiry that are much finer than those Norbert Elias offers, though his make welcome additions to our current growing repertoire of instruments.

## UN DÉBAT INTERNATIONAL SUR L'HISTORIOGRAPHIE DU TEMPS

Récemment a eu lieu à Nieborów, en Pologne, une réunion de spécialistes préoccupés par le problème du temps historique, réunion organisée par le CISH, en la personne de l'historien japonais Masaki Miyake, et par l'Académie de Sciences du pays en question, représentée par le professeur Alexander Gieysztor. Le thème, *Concepts of time in historical writings in Europe and Asia*, va être discuté dans le cadre de la section de méthodologie du futur congrès mondial (Madrid, 1990). C'est dans cette perspective qu'on a organisé le colloque de Nieborów (20-22IX1988), dans un château plein de souvenirs historiques de la famille Radziwill, au cœur de l'ancienne Masovie.

Sans doute, le temps a toujours été le gagne-pain de l'historiographie. Mais il est devenu un thème de prédilection dans notre siècle et surtout après la dernière guerre mondiale, qui a révélé d'une manière encore plus dramatique le processus d'accélération de l'histoire, les graves implications de ce processus sur tous les plans. De nos jours, à la fin d'un millénaire dramatique, les historiens ont même la tendance à préférer ce thème, dont la bibliographie est déjà, considérable. On a pu voir aussi dans les travaux de Nieborów l'importance du thème en question pour la méthodologie des sciences historiques, son grand intérêt théorique, toujours plus accentué également dans la sphère de ceux qui sont préoccupés surtout par la praxis en historiographie. Sans la dimension diachronique, l'histoire risque de devenir autre chose, anthropogéographie ou anthropologie culturelle par exemple. Son statut et sa dignité relèvent en bonne partie de cette dimension, en rapport étroit avec son complément spatial.

On a présenté plusieurs communications. Glenn W. Olsen (Etats-Unis) a parlé du temps cyclique et du temps linéaire durant la transition vers le Moyen Age, en insistant sur la contribution d'Origen et Augustin à l'élaboration d'une conception parabolique. Le signataire de ces lignes s'est occupé du temps et de la propension eschatologique dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, comme apport à une histoire des conduites temporelles. Jerzy Topolski (Poznań) a mis en discussion des aspects méthodologiques du thème, en distinguant d'une manière plus claire entre l'aspect ontologique, la conscience du temps et la dimension sociale de la durée. W. Wrzosek (Poznań) a examiné le problème du temps dans la sphère des *Annales* et surtout dans la conception de F. Braudel. Masaki Miyake (Tokio) s'est occupé du temps asiatique, avec un long arrêt dans l'historiographie japonaise du XIV<sup>e</sup> siècle, en attirant l'attention sur la coexistence des différentes visions temporelles et de la nécessité de la part de l'historien de toujours les distinguer.

Chaque communication a occasionné d'amples débats, les interventions ayant souvent valeur d'analyses scientifiques minutieusement étayées par la littérature existante, déjà considérable, et par l'expérience, directe dans le champ des faits. Les historiens n'acceptent pas souvent quitter « l'atelier » pour repenser les questions de la durée, quoique celles-ci soient essentielles pour leur travail. Paradoxalement, le penchant de quelques-uns d'entre eux pour la théorie de l'histoire était jusqu'il n'y a pas longtemps condamné par la corporation, tacitement, au nom d'un pragmatisme dont on attendait le suprême accomplissement historiographique. La réunion de Nieborów montre que quelque chose a changé dans cette attitude. L'ont prouvé — en premier lieu — les textes présentés, ensuite les discussions, dirigées par Masaki Miyake et animées surtout par Alexander Gieysztor, l'ancien président du CISH. Un volume thématique va être publié, rassemblant des collaborations annoncées pour le Congrès de Madrid et des débats en question, tandis que des recueils d'études à caractère plus restreint paraîtront dans d'autres centres académiques. L'impulsion communiquée sous cet angle par l'historiographie polonaise, si vitale de nos jours aussi, est de bon augure.

Alexandru Zub

- B. P. Hasdeu, *Studii de lingvistică și filologie* (Études de linguistique et de philologie), édition soignée, étude introductive et notes par Grigore Brâncuș, tomes I et II, Editura Minerva, București, 1988, LIX + 333 p. (I), 589 p. (II)

Le professeur Gr. Brâncuș réunit dans cette édition quelques études linguistiques et philologiques de B. P. Hasdeu parce qu'il les considère — après cent ans depuis leur parution — toujours actuelles (p. LI) et parce qu'étant éparses dans les pages d'anciennes publications, elles restaient presque inaccessibles à la plupart des linguistes, philologues et historiens contemporains roumains ou étrangers.

Il a conçu l'édition comme un complément à la série de rééditions que l'œuvre de Hasdeu a connu ces dernières années; il s'agit de trois livres fondamentaux: *Etymologicum Magnum Romaniae* (édité par les soins de Gr. Brâncuș), *Cuvente den bătrâni* (édité par Gh. Mihăilă) et *Istoria critică a românilor* (édité par Gr. Brâncuș et Manole Neagoe). Cette réédition-ci comprend les études qui correspondent aux exigences scientifiques présentes et que Hasdeu n'a pas reprises dans les trois œuvres que nous venons de mentionner. La grande diversité de moyens d'investigation utilisés par Hasdeu afin d'éclaircir un problème force l'éditeur à ranger les contributions par ordre purement chronologique et non pas thématique. C'est dans l'étude introductive qu'il se charge de l'analyse systématique des idées et des théories philologiques et linguistiques de Hasdeu, tout en précisant leur importance pour le développement de la linguistique roumaine et parfois même européenne; d'ailleurs, à l'avis de G.B., l'ordre chronologique qu'il a adoptée donne vraiment la possibilité de suivre les rapports entre ces études et les trois grands œuvres de Hasdeu (p. LII—LVII), les études et les livres ayant une matière semblable (p. V).

Les deux volumes que nous présentons comprennent, à part les contributions éditées, l'étude introductive (p. V—LI) et la note sur les critères de la réédition (p. LII—LVI), de très riches notes explicatives (1, p. 279—331 et 2, p. 483—550) et un index de mots analysés et discutés dans les textes réédités (non pas aussi dans les notes) (p. 551—586). L'étude introductive et les notes de G.B. donnent tous les renseignements nécessaires à faciliter le jugement sur l'apport, maintes fois fondamental de Hasdeu, à l'étude des aspects pris en considération; il s'agit premièrement des faits des langues roumaine, albanaise, slaves de sud etc., puisés dans des sources parues ces dernières années. Les notes présentent aussi les solutions choisies par l'éditeur dans la transcription de chaque texte, les variantes des textes publiés (v. p. ex. les notes qui accompagnent le cours de Hasdeu, *Principii de filologie comparativă ario-europee*, 2. p. 483—516), la polémique de H. avec ses contemporains. G.B. s'efforce d'en donner une image complète et objective (v. p. ex. les précisions concernant la polémique avec les adeptes de la *Școala Ardeleană* ou avec T. Maiorescu).

Vu les intentions de l'éditeur de prouver l'utilité et l'actualité de cette partie de l'activité de Hasdeu, nous considérons utile de faire ressortir en ce qui suit — précisément à l'aide de l'étude introductive et des notes explicatives — une série de contributions théoriques et de solutions proposées par Hasdeu et aussi quelques suggestions concernant les recherches futures.

L'intérêt de Hasdeu pour la linguistique est déterminé par son intérêt pour l'histoire du peuple roumain. Son but bien précisé était de prouver d'une manière scientifique la continuité des Roumains au Moyen Age au nord de Danube (p. XXXV); dans sa démonstration, la place la plus importante est occupée par les faits de langue. A l'avis de Hasdeu, la linguistique est une science sociale. Il souligne aussi l'existence d'un rapport étroit entre la linguistique et l'histoire de la société (p. VII, VIII). De sa conception concernant le caractère social de la langue dérivent non seulement l'intérêt pour tous les aspects de l'histoire de la langue, mais aussi les préoccupations pour les unités dialectales de la langue (p. XLII).

Une autre idée de linguistique générale, très importante dans le système théorique de Hasdeu, concerne la formation de toute langue comme le résultat de deux langues qui se mêlent (2, p. 106). Il s'agit au fond du rôle du substrat dans la genèse d'une langue, dont la

structure est dominée par les traits de la langue qui remplace le substrat. L'influence du substrat est différente de toute autre influence plus tardive, parce qu'elle crée des modifications grammaticales aussi et non seulement dans le vocabulaire (p. IX).

Très intéressantes s'avèrent, à notre avis, les précisions théoriques, que Hasdeu considère absolument nécessaire concernant l'application de la méthode comparative dans le cas des éléments autochtones du roumain (2, p. 102, 107, 118). Le fait que le dace ne nous a pas été transmis que d'une manière plus que lacunaire oblige le linguiste de comparer directement aux autres langues indo-européennes les éléments autochtones du roumain, malgré que la méthode correcte suppose la comparaison par l'intermédiaire : par exemple pour les éléments hérités du latin seulement par le truchement du latin qui nous est connu et dont nous ne pouvons pas faire abstraction (v. aussi les observations de G.B., 2, p. 540). Un autre aspect théorique de l'application de la méthode historique-comparative porte sur la nécessité de la reconstruction interne gouvernée par des principes précis et sur la reconstruction de l'histoire de la forme et des sens (2, p. 58.59, p. 145 et suiv., p. 200 et suiv., p. 452 et suiv., p. XIV, XV).

D'autres principes théoriques de Hasdeu sont redevables aussi au fait qu'il conçoit la langue comme un phénomène social : selon Hasdeu, il faut étudier les mots empruntés en relation directe avec l'organisation et l'histoire sociale, politique, économique, culturelle (p. XIX) ; il jette dans la linguistique roumaine les fondements de l'étude organisée du vocabulaire, partant de différents groupes terminologiques spécifiques pour des divers domaines de la réalité et de la vie matérielle (l'agriculture, l'élevage, la culture de la vigne, les armes traditionnelles) ; ses recherches annoncent la méthode des champs linguistiques et de « Wörter und Sachen » (p. XXIII).

L'investigation des termes de l'élevage et de la culture de la vigne permet à Hasdeu de tirer des conclusions ayant des conséquences pour l'étude de l'histoire : il s'agit de deux occupations très anciennes, transmises aux Roumains par les Daces et par les Romains (p. X). La discussion presque unilatérale de Hasdeu sur les termes agricoles roumaines (limité spécialement aux termes d'origine serbocroate) (1, p. 152 et suiv.) est complétée par les observations importantes de méthode et par les commentaires intéressants de sémantique faits par G.B. : les termes d'origine slave ne sont pas en roumain exclusivement d'origine serbocroate, mais aussi bulgare etc. ; dans la plupart des cas on peut présumer une simple substitution des termes hérités du latin par des termes d'origine slave ; d'habitude, les outils changent facilement de nom, donc les conclusions tirées de leur investigation ne sont pas sûres ; la terminologie agricole fondamentale en roumain est d'origine latine. Pour l'illustration de l'ancienneté des termes fondamentaux agricoles roumains G.B. se sert de l'évolution formelle et sémantique spécifique de *griu* (alb. *grurë*, *grunë*), hérité du latin balkanique *granum* au lieu de *frumentum* ; *griu* fait partie, comme structure phonétique, d'une série de mots très anciens latins et thraco-daces : *friu*, *briu*, *piriu* ; il est aussi significatif le fait que le pluriel de *griu*, *grine* développe en roumain le sens « céréales » (p. XXII et suiv., 1, p. 315, note 2).

La plupart des travaux publiés par Hasdeu dans les périodiques concerne certainement l'histoire de la langue, mise — comme nous l'avons indiqué — au service de l'éclaircissement des aspects de l'histoire de la culture et de la civilisation. Hasdeu a étudié l'histoire de quelques institutions médiévales roumaines (le terme *Iz* dans le titre des voïvodes roumains ; le terme *șugubină* et sa famille, 1, p. 56 ; 2, p. 354 ; p. XXIX). L'histoire de la langue roumaine, à l'avis de Hasdeu, s'occupe des deux facteurs primordiaux du roumain, le latin et le substrat thraco-dace, elle étudie, par comparaison historique aux autres idiomes romans, le caractère roman du roumain, elle met en évidence l'unité du roumain par la comparaison des variantes dialectales et recherche l'action des facteurs externes (p. XXVIII).

Hasdeu s'est affirmé comme romaniste, étudiant le fonds latin du roumain à l'aide de la comparaison aux langues romanes et établissant le principe de l'importance du roumain pour l'étude des langues romanes occidentales (p. XXXI). C'est Hasdeu qui pour la première fois dans notre linguistique utilise les données du latin médiéval afin d'expliquer quelques mots roumains (1, p. 3, p. XXXI, 1, p. 279).

C'est dans cette perspective, de l'étude du fonds latin du roumain, qu'il a essayé d'éclaircir l'apport du substrat (2, p. 146) et l'apport de l'influence slave.

Ses contributions sur le substrat restent fondamentales, comme l'affirme G.B., à son tour spécialiste dans l'étude de ce domaine (p. XXXII). Les Daces sont un élément constitutif ethnique initial des Roumains. Selon Hasdeu — adepte de la théorie des langues résultant du mélange de deux langues — l'action du substrat ne se limite pas au vocabulaire, mais on peut présumer une influence du substrat sur la phonétique, la morphologie et la syntaxe et on peut reconnaître même des éléments spirituels daces (*doina*, 2, p. 321, p.

XXXVIII, 2, p. 530). La comparaison avec l'albanais est indispensable pour établir en roumain les éléments du substrat (2, p. 479), mais cette comparaison, la plus sûre, n'exclut pas celle avec d'autres langues indoeuropéennes et, naturellement, avec les éléments thraces (si peu qu'ils soient) qui nous sont parvenus (2, p. 134). A l'albanais, comme terme de comparaison, Hasdeu attribuait une origine thraco-dace : les Albanais seraient les descendants de quelques tribues des Daces libres, déplacés au sud du Danube. G.B. retient cette hypothèse comme expliquant une possible composante thrace de l'albanais, bien qu'il réfute les arguments linguistiques de Hasdeu comme insuffisants (p. XXXIV). Il faut ajouter ici son idée qu'il y a une composante thrace dans les langues slaves de sud (2, p. 172—173).

Parmi les contributions de Hasdeu concernant le substrat, nous mentionnons : les Daces seraient des Thraces avec une composante celtique (p. XXXIV) ; en phonétique il parle de la modification *a > o* dans le dace tardif, lois reprise par Vl. Georgiev (1, p. 323, note 4) ; l'hypothèse concernant les divisions dialectales du dace (hypothèse illustrée par les variantes *ghiu* et *vij*, 2, p. 199) est prise en considération par G.B. qui suppose que cette division dialectale peut expliquer la diffusion actuelle et la survivance du rhotacisme en roumain (p. XXXVIII) ; l'idée que plusieurs mots d'origine latine ont changé leurs sens par calques du thraco-dace (2, p. 471) est considérée par G.B. comme très précieuse pour une recherche future (2, p. 547, note 12). La lecture de ces deux volumes est très utile pour celui qui s'intéresse aux étymologies autochtones, vu le nombre considérable de mots analysés et discutés, ainsi que les solutions, les suggestions et les hypothèses comprises dans les textes réédités et, en égale mesure, dans les notes explicatives de l'éditeur. Voici la liste des termes : *qbeș, ademeni, argea, aval(o)ma, avidoma, azugă, baci, brad, brinză, bucur, bunget, butaș, buză, cioară, cioban, cioci pl, codru, cujbă, culbec, doină, dolcă, Dundre, flacăra, gata, ghimpe, ghiob (neghiob), ghioc, ghiuj, gordin, grapă, grumaz, hojma, iasmă, iele, imă, jilf, mal, mălai, mămăligă, melc, mire, minz, mosoc, moș, noian, ortoman, rață, ravac, rinză, stăpin, stejjar, stîna, traistă, tulei, turcă, țurcă, firă, urdă, urdoare, vatră, vâpaie, zer, zimbru, zîrnă*. La plupart des mots n'ont pas trouvé d'explications plus plausibles que celles de Hasdeu, explications auxquelles, dans la majorité des cas, G.B. ajoute de nouveaux faits qu'on doit prendre en considération.

Hasdeu est aussi dans la science roumaine le fondateur des études slaves. Ses idées ont été fécondes : plusieurs mots latins ont disparu en roumain à cause de la concurrence des synonymes slaves (*bica* : *dragă*, 2, p. 397, p. XL) ; H. a commencé l'étude des éléments roumains dans les documents slaves des Pays Roumains, antérieurs aux premiers monuments de la langue roumaine (p. XXXIX).

Il est très difficile de mentionner, soit brièvement, les voies scientifiques ouvertes ou illustrées par l'activité de Hasdeu. Créateur, p. ex. du syntagme la *géographie du mot* (p. XVIII), il a des intuitions fécondes, confirmées par les recherches ultérieures en ce qui concerne la définition de l'unité dialectale (p. XLIII). De l'étude des dialectes roumains il aboutit à des conclusions théoriques considérées par G.B. d'une grande importance : la direction du déplacement des pâtes dans le Sud-Est européen a été toujours Nord-Sud et jamais Sud-Nord. La comparaison de l'aroumain au dacoroumain conduit Hasdeu au principe suivant : le dialecte d'une population moins sédentaire est plus archaïque et plus soumis à l'action des facteurs externes ; au contraire, une population sédentaire, qu'on n'a pas disloquée, a un idiome développé d'une manière organique, normale, dans une ambiance constante (2, p. 345, 453, p. XLVII—XLVIII, 2, p. 543, note 2).

Nous sommes contraints de laisser de côté maintes autres contributions de Hasdeu dans le domaine de la philologie, la phonétique, de la formation des mots etc. Nous avons choisi des aspects qui peuvent intéresser les spécialistes du Sud-Est européen, Hasdeu étant, comme on le sait, l'un des fondateurs de cette discipline.

La rigoureuse édition de Gr. Brâncuș, munie d'un appareil critique impressionnant est le fruit d'un travail immense et de ses propres recherches approfondies sur l'histoire du roumain et surtout sur le substrat. Ces deux volumes des œuvres de Hasdeu deviennent de la sorte un très important instrument de travail. Nous sommes reconnaissants au Prof. Grigore Brâncuș d'avoir donné cette édition qui ouvre une nouvelle voie dans la réception des études linguistiques et philologiques de B. P. Hasdeu.

Cătălina Vâlășescu

*Lexikon des Mittelalters*. Vierter Band/Erste Lieferung: Erzkanzler — Fachwerkbau; Zweite Lieferung: Façio — Filigran; Dritte Lieferung: Filloque — Fossonbrone; Vierte Lieferung: Jostgerage — Freiheit, Freie. Artemis Verlag, München und Zürich, 1987—1988.

La publication de ce grand Lexicon du Moyen Age — dont nous rendons compte régulièrement, dans les pages de cette même revue, depuis voilà déjà plus de dix années<sup>1</sup>, a continué par l'apparition des premières livraisons du IV<sup>e</sup> volume. Rappelons à nos lecteurs que cet ouvrage, initié en 1978 par les Editions Artémis de Munich — Zürich, devra comprendre, à la fin de sa publication, sept volumes, chacun de 1128 pages et édité en dix livraisons successives.

Comme d'habitude, nous avons parcouru le matériel présenté par les rédacteurs de ces dernières livraisons, dans le but d'en sélectionner et mettre en évidence les voix qui puissent éveiller l'intérêt des chercheurs attachés aux études sud-est européennes.

De ce point de vue, il convient sans doute de retenir en premier lieu la voix *Feudalismus* (I<sup>er</sup> livr., col. 411—421) dont voici la structure: A. Généralités — Occident et Europe Centrale (auteur: H. Wunder): B.I. L'Empire byzantin (Lj. Maksimović — II. L'Europe Sud-Orientale (S. Ćirković) — III. L'Ancienne Russie (L. Steindorff). En limitant notre discussion aux textes concernant l'aire de l'Europe Sud-Orientale, nous avons remarqué la richesse de la documentation (bibliographie de référence jusqu'en 1981) et l'analyse très poussée consacrée à l'étude de la naissance et de l'évolution du féodalisme à Byzance. Moins complète et étayée sur une documentation insuffisante nous semble être la section qui traite le féodalisme en Europe Sud-Orientale; en effet, le rédacteur de cette section accorde toute son attention à l'apparition et l'évolution de la société féodale chez les Croates, les Serbes et les Bosniaques et, dans une moindre mesure, chez les Bulgares, tandis qu'il ne réserve que la toute dernière place à ceux qu'il appelle « die Nachkommen der alpbalkan. Bevölkerung (Walachen, Albaner) » (col. 420), mentionnés seulement en passant, dans un contexte où apparemment, il ne s'occupe que des Roumains (Vlaques) balkaniques. Et pourtant, les Etats roumains fondés au XIV<sup>e</sup> siècle — la Valachie et la Moldavie — ont connu, eux aussi, des formes typiquement féodales dans leur organisation et leur développement ultérieur; sur le féodalisme roumain et ses particularités, il existe une abondante bibliographie, ce que M. Ćirković ne peut certainement pas l'ignorer. D'ailleurs, la bibliographie de référence qu'il nous propose, à la fin de sa contribution, ne comprend que de travaux sur le féodalisme en Yougoslavie, en Bulgarie et en Albanie Vénitienne; la date de leur parution est limitée aux années 1958—1963/1964!

Un traitement pareil, de ce même point de vue, a été imparti à la voix *Finanzwesen, —verwaltung* (II<sup>e</sup> livr., col. 454—474), comprenant les divisions suivantes: A. I. L'Antiquité tardive (G. Wirth); II. L'Empire byzantin (P. Schreiner); III. Europe Sud-Orientale (S. Ćirković); B. Europe Occidentale I. Fondements généraux, II. Allemagne et III. France (N. Bulst); IV. Angleterre (G. L. Harris); V. Italie (E. Mazzarese Fardella; M. Luzzati); VI. La Péninsule Ibérique (M. A. Ladero Quesada); VII. Europe Centrale et Orientale (Bohème, Pologne) (I. Hlaváček); VIII. Le Royaume de Hongrie (E. Fügedi); C. L'Empire ottoman (S. Faroqi). Ici également, on remarquera le même contraste entre la bibliographie concernant l'Europe Sud-Orientale et celle relative à l'Empire byzantin: absolument insuffisante dans le premier cas (on cite seulement deux travaux, l'un paru en 1912, relatif à la Serbie, l'autre, daté de 1976, concernant toujours la Serbie et de plus, la Bosnie et la Croatie); par contre, très abondante et mise au jour — puisqu'elle s'arrête en 1987 — dans le second cas. Il paraît donc que dans la conception de M. Ćirković, l'Europe Sud-Orientale ne comprenait au Moyen Age que la Serbie, la Bosnie et la Croatie; si c'est le cas, la section SÜDOSTEUROPA devrait être intitulée JUGOSLAWIEN tout court.

La voix *Evangelien* (I<sup>er</sup> livr., col. 127—130) présente une structure divisée en trois sections: I. Le christianisme primitif, l'époque byzantine ancienne et l'Occident (J. M. Plotzek); II. Byzance (K. Wesel) et III. L'Ancienne Russie (K. Onasch); aucune préoccupation donc de présenter aux lecteurs du *Lexikon des Mittelalters* la riche production des écoles de calligraphie travaillant un peu partout dans les pays sud-est européens et si florissantes surtout au tard Moyen Age.

De ces trois exemples — et peut-être il y en a également d'autres encore —, il ressort que la civilisation médiévale de l'Europe Sud-Orientale, envisagée sous ses divers et multi-

<sup>1</sup> Voir *RESEE* 17, 1979, p. 664—665; 19, 1981, p. 206—207, 799; 21, 1983, p. 77, 307, 372—375; 23, 1985, p. 83—86; 24, 1988, p. 102—103, 209—210; 25, 1987, p. 90—92.

ples aspects, ne se reflète pas toujours d'une manière passablement adéquate dans les colonnes du Lexicon, voire elle y est parfois complètement ignorée. C'est dommage, car les chercheurs intéressés à ce genre d'études étaient en droit, eux aussi, de s'attendre à trouver dans le Lexicon du Moyen Age l'instrument idéal, susceptible de faciliter et favoriser leur travail.

Dans le domaine de la géographie historique, nous avons retenu les voix **Etelköz** (Gy. Györffy, I<sup>re</sup> livr., col. 52) et **Fogarasch** (K. Gündisch, III<sup>e</sup> livr., col. 602—603). **Etelköz** (chez Constantin Porphyrogénète *Atelkouzou*) désigne l'espace géographique où, avant 895, les Magyars se sont arrêtés pour peu de temps dans leur grande migration vers l'ouest; la délimitation de cet espace a fait l'objet de nombreuses hypothèses, sans être définitivement établie jusqu'à présent. *Fogarasch*, en roumain *Făgăraș*: le trésor monétaire découvert en 1927 près de Făgăraș a été plus récemment daté du début du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>.

Un grand intérêt présente certainement la voix **Flotte** (III<sup>e</sup> livr., col. 579—594) dont la section concernant l'Empire byzantin offre à Mme Hélène Ahrweiler l'occasion de dresser une excellente synthèse, basée sur une bibliographie qui s'arrête en 1984 (col. 580—582).

Dans le domaine de l'histoire économique et de la numismatique, notre attention a été attirée par les voix suivantes:

**Falschmünzerei** (P. Berghaus; II<sup>e</sup> livr., col. 245—246): la pratique d'imiter ou même de falsifier des monnaies courantes a été très répandue au moyen âge dans l'Europe Sud-Orientale, notamment au détriment de la monnaie de l'Empire byzantin ou de Venise; on a écrit ce sujet une littérature très abondante.

**Feingehalt** (idem, *ibidem*, col. 336): à notre avis, on aurait dû y préciser l'origine byzantine du système de déterminer par carats le titre de l'or; en effet, à l'origine, le carat — keration — représentait le 1/24<sup>e</sup> du *solidus*<sup>3</sup>. D'autre part, dans les calculs des exemples fournis par l'auteur, nous avons relevé deux erreurs: premièrement, l'or de 22 carats est du titre de 916,67/1000, ce qui ne correspond pas à 21/24 parts or fin—875/1000, comme l'on trouve dans le calcul de l'auteur; deuxièmement, l'argent de 16 lots est du titre de 1000/1000 et non pas de 16/24 parts argent fin = 875/1000, car dans la détermination du titre de l'argent, 16 lots représentent l'unité (argent 1000/1000)<sup>4</sup>.

**Follis**: on fait renvoi à **Währung**; un traitement spécial aurait à notre avis été préférable, en tenant compte de l'importance qu'a eue ce nominal au temps du Bas-Empire et de l'Empire Byzantin.

**Floren(us)**, **Follaro**: vois qui manquent dans le texte publié.

Nous espérons pouvoir continuer de rendre compte sur le contenu de ce Lexicon, à fur et à mesure de l'apparition de nouvelles livraisons.

Octavian Iliescu

JANKO RADOVANOVIĆ, *Иконографска истраживања српског сликарства XIII и XIV века* (Балканолошки Институт, посебна издања, књига 32), Beograd, 1988, VIII + 206 p. + 55 planches.

Bien que de très nombreux travaux aient été consacrés aux anciens monuments serbes, ceux-ci posent encore de multiples problèmes, surtout en ce qui concerne leur iconographie. L'on saluera donc comme un événement important la parution de ce recueil d'études de Janko Radovanović qui en apporte un certain nombre de solutions intéressantes et, il faut le dire d'emblée, convaincantes et sûres. Avec une lucidité, une rigueur et un savoir qu'on lui envie, l'auteur restitue sans invraisemblance les significations de quelques thèmes iconographiques controversés ou mal connus. Ces *Recherches iconographiques sur la peinture serbe des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles* enrichent et précisent à maints égards nos connaissances dans un domaine assez parcouru et qui ne paraissait point réserver beaucoup de surprises.

<sup>2</sup> V. en ce sens Ernest Oberländer-Târnoveanu, *Din nou despre datarea tezaurului de monede bizantine de la Făgăraș (jud. Brașov)*, dans: *Muzcul Brukenthal Sibiu, Studii comunicări — Arheologie — Istorie*, 21, 1981, p. 287—289.

<sup>3</sup> Cf. par exemple en ce sens Tommaso Bertelè, *Moneta veneziana e moneta bizantina (secoli XII—XV)*, dans: *Venezia e il Levante fino al secolo XV*, I, Florence, 1973, p. 4.

<sup>4</sup> V. en ce sens Friederich Frhr. v. Schrötter, *Wörterbuch der Münzkunde*, Berlin—Leipzig, 1930, s.v. **Feingehalt** (Schrötter).

La première étude, *L'iconographie des fresques dans la prothèse de l'église des Saints Apôtres à Peć* (p. 1—23) essaie d'expliquer le programme de la prothèse d'un monument datant du XIII<sup>e</sup> siècle. Dans la niche sont peints St. Sava et Arsène I<sup>er</sup> de Sirmium célébrant la proscomidie au-dessous de l'Agneau sur le disque et de l'Ancien de jours qui, bien qu'il ne soit pas marqué du signe IC XC, représente lui-aussi le Christ. La composition se réfère au texte de la prière «Aucun de ceux qui sont liés par des concupiscences charnelles...» récitée pendant le Chérubikon. Ce thème est complété par la Pénitence de David, le prophète Daniel dans la fosse aux lions et deux visions de Daniel (7, 9—10, 15, 28 et 8, 15—18) qui se rapportent au Jugement dernier.

*Théodore le Studite avec le Christ Pantocrator dans l'église de la Vierge faisant partie du monastère du patriarcat de Peć* (p. 24—29) verse une nouvelle pièce au dossier archéologique du Triomphe de l'Orthodoxie sur l'iconoclasme. Dans l'église de la Vierge, décorée avant 1337, au-dessus du portrait de Théodore le Studite se trouve l'image à mi-corps du Pantocrator. Il s'agit d'une illustration de l'idée maîtresse de St. Théodore sur la légitimité de culte des icônes : l'adoration de l'image du Christ est justifiée puisque le Dieu invisible prit chair et devint descriptible et représentable.

*Le songe du roi Nabuchodonosor et l'ivresse de Noé dans le narthex de la patriarchie de Peć* (p. 30—37), peints avant 1337 par les soins de l'archevêque Danilo II, furent épargnés par la restauration de 1561. M. Radovanović en détache les significations christologiques et interprète aussi le sens symbolique des douze scènes de la vie de Noé du monastère de Dečani.

L'auteur en vient ensuite à examiner les représentations des *Archevêques serbes dans «la Célébration de la Sainte Liturgie» au sanctuaire du monastère de Sopoćani* (p. 38—55). Cette composition insolite, où les saints évêques portent sur leurs rouleaux le texte du Trisagion, s'achève, sur le mur nord du sanctuaire, sur les portraits de deux archevêques serbes peints de leur vivant : Arsenije (1233—1263) et Sava II (1263—1271). C'est ainsi que l'artiste représente l'Eglise céleste (anges et saints hiérarques) concélébrer avec l'Eglise militante (les deux archevêques). Il est fort possible que Arsenije I ait été portraituré, de son vivant aussi, dans la prothèse des Saints Apôtres de Peć.

Dans *L'Unité de l'église céleste et de l'Eglise terrestre dans la peinture serbe du Moyen Âge* (p. 56—66). M. Radovanović poursuit ces recherches en identifiant les compositions murales et les icônes où des personnages historiques ont été peints de leur vivant. Les ecclésiastiques étaient représentés d'habitude dans les sanctuaires : l'évêque Euphrasius et son archidiacre Claude avec l'enfant Euphrasius dans la basilique de Poreč (532—543), l'évêque Danilo à Bijela (début du XIII<sup>e</sup> siècle), Georgije Medoš et un second prêtre à Bela Crkva Karanska (1340—1342). Les portraits des laïcs étaient installés dans la nef ou le narthex : le roi Milutin et sa suite dans la composition de l'Hymne de Noël à Žiža (1309—1316), l'empereur Dušan et sa famille dans l'Acathiste de Dečani (1348—1350), la mort de la reine Anne Dandolo à Sopoćani (cca. 1265), les assemblées serbes dans une chapelle de Djurdjevi Stupovi (1282—1283). Les lignages figuratives des Nemanjić comprenaient, à Gračanica (1320—1321), au patriarcat de Peć (1330—1337), à Dečani (1348—1350) ou à Matejčc (1350—1360), plusieurs personnages qui étaient encore en vie. Quant aux icônes, la plus ancienne (après 1282, Trésor de Saint Pierre) comprend les portraits de la reine Hélène d'Anjou et de ses fils Milutin et Dragutin ; le même Milutin et sa reine Simonida figurent sur une icône de l'iconostase de St. Nicolas de Bari (1319) ; le despote Thomas Preljubović et son épouse Marie Paléologue furent peints sur le diptyque de Cuenca et sur une icône de l'Incrédulité de Thomas de Météores (monastère de la Transfiguration) ; le despote seul apparaît aux côtés de St. Thomas dans une icône de Chilandar. Plusieurs ecclésiastiques se firent représenter sur des icônes dans l'époque de la Turcocratie : l'igoumène Joachim, le métropolite Nikanor de Gračanica, l'hiéromoine Georges de Dečani (tous au XVI<sup>e</sup> siècle) et le métropolite Victor de Gračanica (1607—1608). Ce *jus imaginis* était issu, avant tout, du désir de mettre en relief l'unité du Corps mystique du Christ, où Eglise triomphante et Eglise militante se rejoignent dans la même dignité.

Les «*Epouses du Christ*» sur les fresques de la Vierge *Lieviška* à Prizren (p. 67—78) et *Monachisme et martyre dans les fresques de Chilandar et du patriarcat de Peć* (p. 79—82) portent l'attention sur la culture hagiographique des artistes serbes du Moyen Âge et sur l'interprétation iconographique des valeurs de la vie monastique.

*La Toison de Gédéon dans la peinture serbe du Moyen Âge* (p. 83—88) interprète l'iconographie de la Toison de Gédéon dans quatre églises de la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle : Chilandar, Gračanica, Dečani et Lesnovo : lorsque le thème se trouve dans le *bêma* (Gračanica) ou dans la prothèse (Dečani) il s'agit d'un «type», d'une préfiguration de l'eucharistie ; mais quand il est emplacé dans le narthex (Chilandar, Lesnovo), c'est le symbole de l'Incarnation et évoque conjointement le Christ et la Vierge.

Les représentations rares de la Descente du Christ aux limbes dans la peinture serbe du XIV<sup>e</sup> siècle (p. 89—108) sont analysées en partant des exemples tirés des programmes iconographiques de Gračanica, du patriarcat de Pèc et Bijelo Polje et du Psautier de Munich.

L'Église Saint-Nicolas de Prizren dite église de Tutic (p. 109—116) fut bâtie en 1331—1332 par Dragoslav Tutic (Nicolas en religion) et son programme iconographique, fort endommagé, est pour la première fois présenté par M. Radovanović.

L'Iconographie de la vie et des miracles de Saint Démétrius sur les fresques du monastère de Dečani (p. 117—125) est l'œuvre, achevée avant 1350, du peintre Serge. C'est le cycle le plus ample et le plus fidèle aux sources littéraires de la peinture serbe, et l'auteur en explique le sujet de chaque épisode, surtout de ceux que l'on rencontre rarement.

Toujours à l'iconographie de Dečani se rapportent les deux études consacrées au Christ-Logos en tant que créateur du monde sur les fresques du monastère de Dečani (p. 126—135) et à quelques Observations iconographiques sur Dečani (p. 136—144) ayant trait, à leur tour, aux thèmes christologiques (L'arbre de vie, Le Soleil et la Lune et l'Allégorie de deux péchés dans la scène de la Résurrection).

Un miracle de l'archange Michel à Lesnovo (p. 145—150) fait l'objet d'une analyse poussée des rapports entre la fresque de Lesnovo et sa source littéraire, le Grand Ménologe de Macaire (sous 6 septembre); l'auteur conclut que cette représentation du miracle de St. Michel à Dochiariou est la première dans l'art byzantin et serbe et présente un détail qu'on ne retrouvera par la suite : des moines confessant leur péché et demandant grâce à l'archange.

A la fin de son recueil, l'auteur nous offre des Recherches iconographiques sur le Psautier de Munich (p. 151—166). En sont étudiées de plus près, avec force d'arguments iconographiques et références liturgiques, les miniatures des ff. 227<sup>r</sup> (Illustration de la cinquième voix du chant dogmatique), 229<sup>r</sup> (Le Christ ramenant Adam et Eve à une vie nouvelle), 157<sup>r</sup> (Le Christ créant Adam), 160<sup>r</sup> (Le Christ premier-né tend à Adam la main du salut) et 33<sup>r</sup> (La Main de Dieu tenant les âmes des justes). Il convient de souligner que la dernière image, dont la signification fut jusqu'ici controversée, trouve enfin une interprétation qui me paraît juste : il s'agit d'une illustration du contexte liturgique (l'office funèbre) du Psaume 24, 1—6.

Tous ces études sont déjà bien connues, quelques unes depuis longtemps, pour avoir été publiées dans «Зборник за ликовне уметности, Зограф» ou «Balkanica», mais elles gagnent à être présentées ensemble. On peut mieux mesurer de cette manière l'étendue du savoir de M. Radovanović, on est mieux placé pour admirer son érudition iconographique et liturgique.

L'ouvrage s'achève sur un ample résumé français (p. 167—189), la liste des dessins et des planches (p. 190—192) et celle des publications où parurent pour la première fois les études (p. 193) et sur un index général.

Les planches, groupées à la fin du volume, ne sont pas de la meilleure qualité mais on a vu de pire et on ne saurait imputer ce défaut technique à l'auteur. J'ai noté pourtant que les légendes des planches 54 et 55 sont inversées.

Après avoir reçu de Janko Radovanović une moisson aussi riche, il semblerait incongru, pour ne pas dire ingrat, de demander davantage. Car l'auteur démontre tout ce qu'il avance par des rapprochements bien fondés entre textes et images, par des analogies éclairantes entre divers monuments, des bonnes analyses stylistiques, des remarques fines et justes qui vont au cœur des choses et, parfois, par de judicieuses réfutations des conjectures et hypothèses sans fondements que certains hasardèrent avant lui. Nous devons donc non seulement féliciter M. Radovanović d'avoir apporté tant d'attention à ces minuties importantes mais le remercier pour ses démarches exemplaires du point de vue méthodologique.

Étudier l'iconographie byzantine et sud-est européenne à la lumière des textes qui président à sa naissance, l'approcher dans son milieu liturgique, c'est la seule voie légitimement ouverte à l'historien de l'art. Telle est la démonstration de Janko Radovanović.

Daniel Barbu

*Unité et diversité de l'Empire des Habsbourg à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Études sur le XVIII<sup>e</sup> siècle, XV.* Éditées par les soins de Roland Mortier et Hervé Hasquin. Éditions d'Université de Bruxelles, 1988, 185 p.

La Belgique a connu de septembre à décembre 1987 un nombre impressionnant de manifestations culturelles et scientifiques en relation avec l'Autriche : c'était «Europalia-Autriche».

Le point final de ces manifestations a été le colloque *Unité et diversité de l'Empire des Habsbourg à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle* qui s'est déroulé au Palais des Académies (Bruxelles)

du 10 au 12 décembre 1987. Ses travaux ont été récemment publiés dans le volume qui fait l'objet de ces pages.

Le Comité organisateur a précisé le thème, à première vue trop général du colloque, en proposant d'avance aux participants — des scientifiques venus des pays qui, en totalité ou partiellement, avaient fait partie de l'Empire — de répondre aux trois questions, à savoir : 1. Quelle a été dans leur pays la perception de l'appartenance à l'Empire ? Y a-t-il eu ou non des réactions nationalistes ? 2. Quelles ont été plus particulièrement les réactions aux réformes de Joseph II ? 3. Quelle a été dans leur pays la perception de la « révolution brabançonne » qui a éclaté dans les Pays-Bas autrichiens en 1789—1790 ?

Les réponses ont été données tour à tour pour les Pays-Bas par E. Kovács (*Die südlichen Niederlande innerhalb der österreichischen Monarchie des 18. Jahrhunderts*, p. 25—39) ; P. Lenders (*Trois façons de gouverner dans les Pays-Bas autrichiens*, p. 41—53) ; J. Roegiers (*Nederlandse Vrijheden en trouw aan het Huis van Oostenrijk = « Libertés belgiques » et fidélité à la Maison d'Autriche*, p. 149—164) ; pour la Galicie par St. Grodziski (*Les réformes de Marie-Thérèse et de Joseph II en Galicie de 1772 à 1790*, p. 55—64) ; pour la Bohême par R. Pražák (*Die böhmischen Länder, Belgien und die Reformen von Joseph II*, p. 65—73) ; pour la Hongrie par E. Balázs (*La Hongrie dans l'Empire des Habsbourg au XVIII<sup>e</sup> siècle. Une société à deux visages*, p. 75—82) ; pour les Roumains par Al. Dușu (*Pouvoir des Habsbourg et peuple roumain au XVIII<sup>e</sup> siècle*, p. 83—92) ; pour les Serbes par D. Medaković (*Die Lage des serbischen Volkes in Österreich im Laufe des 18. Jahrhunderts*, p. 93—111) ; pour l'Autriche par E. Wangermann (*Die unerwarteten Reaktionen auf die Josephinischen Reformen in Österreich*, p. 113—122) ; pour la Toscane et la Lombardie par F. Diaz (*L'empire des Habsbourg et le mouvement des réformateurs italiens en Toscane et en Lombardie au XVIII<sup>e</sup> siècle*, p. 123—132) ; pour le Luxembourg par G. Trausch (*Les Habsbourg, incarnation de l'Empire au Luxembourg à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : fidélité dynastique et manque de conscience impériale*, p. 133—148).

Le sommaire a été enrichi par trois autres contributions d'une portée plus générale, à savoir : R. Mortier, *Diversité des Lumières*, p. 15—23 ; H. Hasquin, *La « révolution brabançonne » ou quand l'Histoire marche à reculons*, p. 165—171 et M. Csáky, *L'Aufklärung et la conscience autrichienne*, p. 173—185.

Nous trouvons excellente l'idée des organisateurs du colloque de faire débiter le volume par un exposé sur la diversité des Lumières, car c'est sous le signe de ce courant idéologique que ce sont déroulées au XVIII<sup>e</sup> siècle la politique et les réformes des Habsbourg. C'est aussi à travers de l'idéologie des Lumières qu'on peut comprendre les réactions ou les non-réactions à cette politique réformiste.

Avec un remarquable esprit de synthèse R. Mortier passe en revue les traits caractéristiques des Lumières dans d'autres pays de l'Europe que la France. Bien que la France soit resté partout à l'époque un modèle idéologique, culturel et de style de vie, en empruntant les idées des philosophes français on a modéré les intempérances de leurs pensées. Sous une forme plus modérée, plus tolérante, plus pragmatique et plutôt anticléricale que tournant en dérision la religion, l'esprit des Lumières a bénéficié dans les autres pays européens de l'audience des dirigeants devenant de la sorte plus efficace dans divers domaines de la vie économique, sociale et culturelle. Notons avec R. Mortier parmi les acquisitions de longue durée que les Lumières ont apporté à l'histoire des idées de l'humanité : tout d'abord une nouvelle vision du monde et de la place que l'homme y occupe. L'attention s'est reportée d'un au-delà inaccessible vers le temporel, de la transcendance vers immanence, ce qui a eu comme corollaire un vif désir de connaître le monde et d'améliorer la vie des sociétés par la voie des réformes.

Les Lumières ont aussi modifié la conception sur la relation entre l'individu et l'Etat, en donnant un contenu nouveau aux concepts de citoyen et de patrie.

Toujours nécessaires dans l'économie générale du volume nous ont paru les remarques de H. Hasquin concernant les aspects contradictoires pour le chercheur moderne de la révolution brabançonne, l'influence de l'idéologie des Lumières sur son programme ainsi que ses conséquences pour l'histoire ultérieure du libéralisme en Belgique.

L'excellent exposé de M. Csáky sur les facteurs d'unité qui ont contribué à l'apparition d'une vraie conscience autrichienne est une sorte de conclusion générale du volume.

Les autres communications traitent des problèmes régionaux, frappent par la complexité des éléments pris en discussion (historiques, géographiques, confessionnels, culturels, idéologiques) avant de formuler des conclusions et par la diversité des réponses données aux questions formulées par les organisateurs. Retenons par la suite quelques-unes de ces conclusions.

Il n'est pas à attendre des réactions contre les réformes des Habsbourg en Autriche, province héréditaire de la Monarchie où Vienne était le centre de la propagande officielle en faveur de la politique et de l'idéologie des empereurs. Ni en Lombardie où les citoyens et les

leaders de l'opinion ont participé tout de suite aux décisions adoptées par celui qui était le souverain de l'empire. Quant à la Toscane, les mesures délibérées à Vienne ont suscité la réaction positive ou négative d'un souverain indépendant comme l'était Pierre Léopold — très souvent critique envers la politique de son frère aîné — et ensuite des milieux culturels et bureaucratiques qui l'entouraient. Dans tous ces pays la révolution brabançonne n'a eu qu'un faible écho. C'est dans les autres pays de la Monarchie qu'on peut enrégimenter une situation plus complexe. Dans les Pays-Bas méridionaux la perception de l'appartenance à l'Empire ainsi que les réactions à la politique menée par les Habsbourg, ont été proportionnelles à la mesure dont les empereurs ont respecté l'autonomie et les anciennes structures administratives de la région, ainsi que les privilèges des États. Les réformes trop radicales et trop uniformisantes de Joseph II, qui enlevaient aux habitants du pays toute participation au gouvernement, ont été répudiées même par les démocrates. Dans l'opposition à cette *Gleichschaltungspolitik*, la conscience nationale s'est tellement renforcée, qu'elle a pris la forme d'un véritable nationalisme. La défense des « libertés belgiques » combinait le conservatisme de la classe politique traditionnelle et des potentats locaux avec l'apparition d'une mentalité plus démocratique, à la recherche d'un fondement constitutionnel. La révolution brabançonne et l'expérience éphémère des États belges unis ont préparé la voie à une conscience nationale qui, en 1830, résultera dans l'établissement d'un véritable état national.

À la fin de l'Ancien Régime, pour le Luxembourg il ne s'agissait pas d'un attachement à l'idée de l'Empire, mais d'un fort attachement aux Habsbourg. Cet attachement s'explique par la force même du principe dynastique, profondément ancré dans la conscience collective des masses rurales luxembourgeoises. Le chef « naturel » du pays était le souverain et les Habsbourg étaient considérés comme des princes « naturels ». Le sentiment de fidélité envers la dynastie a été d'ailleurs soigneusement entretenu par les autorités, par la propagande officielle. Mais pour comprendre l'absence des réactions des Luxembourgeois face à la politique réformatrice des Habsbourg il faut aussi tenir compte des autres éléments. Bien que partie intégrante des Pays-Bas, par sa position géographique, le Luxembourg est une province à l'écart des autres provinces, encore un pays écartelé du point de vue ecclésiastique. Cette division ecclésiastique a fini par entraîner une large main-mise de l'État sur l'Eglise. Le contrôle sur l'Eglise que recherchaient Marie-Thérèse et Joseph II était chose faite au Luxembourg depuis longtemps déjà. Les réformes religieuses habsbourgeoises se situaient ici dans le droit fil de la tradition. En plus, dans sa politique uniformisatrice, Joseph II a fait quelques exceptions pour le Luxembourg, respectant dans une certaine mesure le particularisme du pays.

Un point chaud dans la Monarchie a été à l'époque la Hongrie. Les mesures concernant la censure, l'édit de tolérance et la dissolution des ordres monastiques n'ont pas engendré en Hongrie des réactions négatives à cause de l'influence sur l'opinion publique des loges maçonniques, pratiquant la tolérance et attachées à la politique réformatrice de Joseph II. En échange, la transportation de la couronne des rois de Hongrie à Vienne, l'imposition de l'allemand en tant que langue officielle ou la conscription des nobles ont marqué le début d'une période critique dans les relations entre la noblesse et le gouvernement de Vienne. Toutes ces mesures affectaient gravement l'ancienne structure constitutionnelle du pays et le menaçaient du péril de la germanisation. Dans ces conditions, rien de surprenant que la révolution brabançonne a eu un fort écho en Hongrie.

Les années 1772—1790 ont marqué pour la Galicie une expérience dure. Annexée à la Monarchie en 1772, à la suite du premier partage de la Pologne, cette région n'avait connu ni l'étape plus modérée de réformes de Marie-Thérèse, ni les réformes en préparation en Pologne juste avant son détachement de l'État polonais. Les réformes ont été introduites en Galicie d'une manière rapide et brutale. La suppression des petites diètes locales et des privilèges de la noblesse et du clergé, l'introduction de la levée des recrues auparavant inconnue en Pologne, la politique de germanisation forcée des Juifs, la fiscalité excessive ainsi qu'un appareil bureaucratique inefficace parce que importé des pays germanophones ont mécontenté finalement toutes les couches sociales. Sauf la réforme « urbarielle » a engendré parmi les paysans des sentiments favorables à Joseph. Vu la situation de la région, coupée du reste de la Pologne, une résistance armée n'entra pas en jeu. La réaction contre les réformes joséphines a pris une forme différente. C'est par un projet de constitution rédigé en 1790 que quelques patriotes polonais ont essayé de défendre l'autonomie et les droits du pays. Ce projet était une synthèse entre les éléments des anciennes traditions politiques polonaises, les réformes joséphines et quelques institutions françaises. Il n'entra jamais en vigueur.

Jusqu'au moment où la Transylvanie a été annexée à la Monarchie des Habsbourg (fin du XVII<sup>e</sup> siècle), les habitants roumains de la Principauté n'étaient que des tolérés parmi les « nations » et les confessions y acceptées. C'est à condition de leur union avec l'Eglise de

Rome et à la suite d'une lutte acharnée pour leurs droits politiques qu'ils ont obtenu un statut incertain. Si dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle c'est l'aspect confessionnel qui a prévalu dans le programme des revendications des Roumains, après cette date ce sont les aspects politiques qui ont pris le pas, ce qui a eu comme résultat la politisation de leur conscience collective. Pour expliquer cette politisation il faut tenir compte des réformes de Joseph II, de son esprit tolérant, de ses mesures en faveur des paysans qui ont encouragé les Roumains à formuler leurs doléances. Il faut aussi prendre en considération les mesures concernant l'éducation et le développement de la culture prises par l'empereur. Les Habsbourg considéraient à l'époque l'éducation comme une partie intégrante de la politique car, étant destinée à former des citoyens éclairés, fidèles à l'Etat, elle contribuait de la sorte à la stabilité de cet Etat. Mais la réalité a dépassé les intentions des empereurs. L'essor en Transylvanie de la culture imprimée et les progrès rapides de l'alphabétisation ont eu comme résultat l'apparition d'une génération d'intellectuels roumains patriotes, capables de contribuer à l'affirmation de leur nation. Il serait pourtant excessif d'interpréter ce processus de politisation de la conscience nationale des Roumains seulement comme un effet de la politique réformatrice des Habsbourg éclairés, car cette politique visait en premier lieu le remplacement du système des valeurs traditionnelles et de donner un sens nouveau à la vie sociale et aux activités économiques. Or, c'est justement à un élément de la tradition que les Roumains ont fait appel pour argumenter leurs revendications politiques, à savoir à leur origine romaine. L'idée de la romanité des Roumains n'a été inventée ni par le réformisme, ni par les Lumières. Elle a été mise en évidence par les humanistes roumains du XVII<sup>e</sup> siècle. Il faut donc chercher du côté des relations entre Humanisme et Lumières pour mieux saisir les progrès de la conscience nationale des Roumains et pour mieux comprendre la réplique donnée par le peuple roumain au pouvoir des Habsbourg. Quant à la révolution brabançonne, elle a eu un écho notable dans les Principautés roumaines, surtout en tant qu'événement qui aurait pu changer le rapport des forces entre Autrichiens, Russes et Ottomans. En même temps elle a attiré l'attention des Roumains sur un pays qui devait par la suite devenir un genre de modèle d'un Etat qui vit au carrefour des empires.

Parmi les Serbes établis à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle sur le territoire de la Monarchie des Habsbourg l'éloignement de leur patrie d'origine et la vie dans un nouveau milieu culturel a eu un double effet : au commencement un fort attachement à leurs anciennes traditions politiques et culturelles, ensuite l'apparition des éléments nouveaux : une bourgeoisie active et des influences manifestes du Baroque dans leur culture.

Donc, à la politique centralisatrice, uniformisante et réformatrice du gouvernement de Vienne, les pays assujettis ont répondu par des réactions diverses, positives ou négatives selon le cas. A la suite des données exposées ci-dessus, faut-il garder l'image d'une Monarchie dépourvue d'unité et marquée de particularisme et de tendances autonomistes ? S'il est vrai que le pluralisme a resté le signe distinctif de l'Empire des Habsbourg tout au long de son existence, il est aussi vrai que petit à petit ont apparus des éléments incontestables d'unité. Tout d'abord on peut saisir l'existence d'une conscience collective supérieure qui s'exprimait de façon naturelle à la Cour et en ville et qui s'est propagée dans les autres territoires de la Monarchie par les employés de l'administration de Vienne qui, après un stage dans la capitale, retournaient dans leur région d'origine pour faire les médiateurs d'une culture au premier abord « étrangère » mais qui fut rapidement assimilée au niveau spécifique de chaque classe sociale. Cette conscience commune a été renforcée par des initiatives du gouvernement pour unifier l'administration. Un lien important entre les différents peuples et pays a été aussi leur loyalisme envers un même souverain, issu d'une grande dynastie. Au XVIII<sup>e</sup> siècle on a essayé de fonder un loyalisme envers l'Etat fédérateur par un patriotisme institué d'en haut, parallèlement au patriotisme organique de chaque territoire. Le pluralisme est resté déterminant pour la Monarchie, mais les différentes unités se sont mutuellement influencées. Dans ce rapport nouementé entre unité et diversité, les réformes de Joseph II avec leur fort accent mis sur l'Etat ont provoqué un véritable choc. C'est le mérite de ce colloque d'avoir mesuré et évalué avec finesse et en profondeur le rôle des différentes traditions et, en même temps, de la politique de Joseph II. Mais on peut se demander : Joseph II a-t-il été le grand vaincu du siècle des Lumières ?

*Emanuela Popescu-Mihuf*

RUDOLF VIERHAUS, *Deutschland im 18. Jahrhundert. Politische Verfassung, Soziales Gefüge, Geistliche Bewegungen*. Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1987, 316 p.

La situation politique, les structures sociales et les mouvements intellectuels allemands de la deuxième moitié du 18<sup>e</sup> siècle reconstitués dans ce livre dense et d'une attachante finesse nous restituent un monde marqué par de dramatiques tensions. Le pr Rudolf Vierhaus nous avertit dès le début que nous rencontrerons dans ses pages l'apparition d'un monde nouveau à côté de la survie d'un passé tenace. L'image vivante qui se dégage de ce volume résulte de la combinaison constante des données de la vie sociale et politique avec ceux qui sont mis en vedette par une interprétation moderne des structures mentales et des courants d'idées. Cette image est d'autant plus convaincante qu'elle provient d'un comparatisme qui élargit toujours le cadre, en nous portant soit vers la France et l'Angleterre, soit vers l'Autriche ou l'Europe orientale. A cette dimension européenne s'y ajoute une réflexion théorique sur les grands problèmes d'un siècle dans lequel nous retrouvons le démarrage du monde contemporain et qui permet aux dix-huitimistes du Sud-Est européen de mieux mesurer l'impact de l'*Aufklärung* et du mouvement qui a traversé cette zone du continent à la fin du 18<sup>e</sup> siècle et au début du siècle suivant. Les études ont comme point de départ soit un concept (patriotisme, conscience politique, absolutisme éclairé), soit une vie et une œuvre exemplaires (Lichtenberg, Christian Wilhelm Dohm, Heinrich von Kleist, Friedrich Nicolai) pour aboutir à des conclusions d'une portée générale. C'est vers ces conclusions que nous désirons diriger l'attention du lecteur et nous nous arrêtons aux problèmes qui se trouvent au centre du savant exposé du pr Vierhaus. A ce qu'il nous semble les thèmes du recueil sont les suivants : 'le cas allemand', l'absolutisme, l'*Aufklärung*, le patriotisme, les intellectuels, l'influence de la Révolution française, le rythme du mouvement.

Sans entrer dans les détails, il nous semble évident que l'auteur privilégie la longue durée et les continuités pour diminuer l'éclat de l'événementiel qu'une histoire acharnée à démontrer le primat du politique admire sans réserves, tout en cultivant le sensationnel. Or, l'auteur est préoccupé par ce que l'histoire positiviste a désigné comme un 'retardement' lorsqu'elle s'est occupée des réalités de l'Europe Centrale ou Sud-Est européenne. La première étude, sur « Montesquieu en Allemagne » est exemplaire dans ce sens : l'appel fait à cette œuvre est ambivalente et ne se réduit pas à un accueil dominé par des structures mentales 'arriérées'. Tout au contraire, les lecteurs et interprètes de Montesquieu ont été attirés par ses solutions et, plus tard, lorsque la Terreur a fait des ravages en France, par sa sagesse. De cette manière, l'historien est en droit de conclure que les Allemands ont choisi leur propre voie, sous le poids des traditions, mais aussi en partant de l'analyse des réalités concrètes. On peut bien se rappeler que bon nombre d'historiens qui ne retrouvent pas dans le Sud-Est européen les traits spécifiques des Lumières françaises ou anglaises parlent volontiers d'un retardement ou même d'un refus de changer une situation anachronique : formule commode qui s'appuie sur une lecture partisane des témoignages (comme nous avons essayé de le démontrer dans le rapport que nous avons donné, avec Pompiliu Teodor, au Congrès des Historiens de Bucarest, en 1980). La pensée politique allemande offre un point de repère très utile, justement parce qu'elle est restée attachée à la tradition : « das politische Denken blieb in Deutschland länger der Überlieferung verhaftet, bewegte sich im Umkreis von universalistischer Reichstradition, fürstlichem Patriarchalismus und landschaftlichem Ständetum und folgte noch immer römischrechtlichen und philosophisch-naturrechtlichen Schultraditionen, die durch Christian Wolf systematisch zusammengefasst, durch Althusius, Pufendorf und Thomasius aber schon aufgelockert worden waren » (p. 15). Seulement en ignorant ces lignes de force ayant un long trajet on peut avancer l'idée d'un retardement du mouvement éclairé en Europe Centrale et Sud-Est européenne : ce qui ne doit pas encourager la recherche à tout prix des spécificités, d'un 'deutschen Sonderweg' ou d'une pensée éclairée balkanique, mais la reconstitution d'un mouvement continental qui n'a pas été uniforme. A la tentation de réduire les Lumières à la tension d'un couple, la France et l'Angleterre, Pierre Chaunu répondait par l'alternative de l'*Aufklärung*, à laquelle on doit ajouter les Lumières des continuités culturelles parues dans le Sud-Est européen. D'autant plus que les porteurs des Lumières ont eu partout la conscience qu'ils participaient à un processus marqué par une crise profonde (« diese Menschen das Bewusstsein hatten, in einer Krise zu stehen, d.h. in einer Zeit der Bewegung und Veränderung », p. 199).

L'étude sur l'absolutisme est un modèle d'analyse historique appuyée sur les résultats positifs de l'historiographie marxiste et sur ceux de la nouvelle histoire, les conclusions offrant au lecteur une vue d'ensemble précise et nuancée. S'il est vrai que le pouvoir politique a perdu graduellement son caractère sacré (un phénomène qui peut être bien perçu dans les

chroniques roumaines de l'époque des Phanariotes), son prestige a trouvé un autre support dans le paternalisme du monarque décidé d'organiser le bonheur de ses sujets même contre leurs désirs (« durchgehendes Element des Absolutismus war der Geist der Rationalität, der in alle Bereiche des Staatsbetriebs eindringen », p. 81). Or ce changement d'organisation a été favorisé par la politisation de l'existence humaine à l'époque moderne, lorsque la valeur politique a remplacé les valeurs traditionnelles. Pour mieux saisir ce phénomène essentiel, il faudrait analyser systématiquement les changements intervenus dans la relation intitulé/vie publique au siècle de la socialisation poussée de la vie humaine. En partant de l'exemple français, Roger Chartier constatait que la « politisation des formes et des conduites marque dans l'événementiel des crises de la monarchie le transfert de plus grande envergure qui fait passer d'une organisation toute religieuse du corps politique et social au primat affirmé de l'Etat et de sa raison » (*Culture populaire et culture politique dans l'Ancien Régime : quelques réflexions*, 1986). Il s'agit d'un phénomène très complexe qui mériterait une étude comparée d'envergure puisque le rapport intimité/vie publique a été modifié par des courants qui n'ont pas eu partout le même rôle ; Philippe Ariès identifiait dans ces transformations les conséquences des réformes catholique et protestante, l'expansion de l'imprimé et l'accroissement du rôle de l'Etat.

Dans ce contexte social et politique, l'Aufklärung a plutôt le caractère d'un mouvement que d'un système qui assujetti tous les esprits pour les obliger de proclamer les mêmes principes et normes. A l'analyse nuancée du pr. Vierhaus on pourrait ajouter l'importance de la 'Lese-revolution' qui a modifié, au moins partiellement, les attitudes mentales collectives : dans l'Europe du 18<sup>e</sup> siècle, la Prusse occupe une place importante parmi les Etats ou régions intenses alphabétisés. Les trajets des progrès de l'alphabétisation nous permettraient de pénétrer dans les niveaux les plus divers de la société allemande afin de mieux saisir le contenu et les orientations de la 'culture commune', de cet ensemble d'œuvres et valeurs acceptées par la grande majorité des hommes formés par la culture allemande. L'auteur accorde une attention accrue aux intellectuels qui ont été responsables de la nouvelle orientation imprimée à la vie culturelle. Il fait une distinction utile entre 'Gebildete', ceux qui ont bénéficié de la scolarisation, et 'die Intelligenz' qui a affirmé son autonomie spirituelle et, dans ce sens, a assumé le rôle joué dans d'autres sociétés par la bourgeoisie. Il est très important de retenir le fait que les intellectuels allemands ont contribué directement à la formation de la conscience nationale, en s'appuyant sur un 'nationalisme culturel', qui, dans le Sud-Est de l'Europe, avait été entretenu par les gens d'Eglise. « Das Nationalbewusstsein der Gebildeten war weithin deutsches Kulturbewusstsein, das in der politischen Wirklichkeit nicht schon festen Anhalt besass, sondern suchen musste » (p. 191). Dès cette époque, les intellectuels sont devenus des 'leaders', en préfigurant le messianisme romantique et l'écrivain 'prophète' : « die Aufklärung war eine Kulturbewegung von ausschliesslich literarischen Charakter wie keine andere zuvor. Ihr Prototyp war der Schriftsteller » (p. 193), une remarque capable d'explicitier aussi comment les Lumières et le Romantisme se sont imbriqués dans le Centre et le Sud-Est de l'Europe, jusqu'au moment où l'explosion du 'moi' a changé les termes de la coexistence. Pour les protagonistes des Lumières le réformisme est resté une clef de voûte : ni les mouvements populaires, ni l'absolutisme des princes ne pouvaient remplacer les bons résultats apportés par une opinion publique éclairée et le bon vouloir des princes : « Wenn sowohl die Wiederbelebung oder die Reform der Landstände als auch die revolutionäre Aktion des Volkes, die die Gebildeten aus tiefstem Herzen verabscheuten, abgelehnt wurden dann blieb nur die Hoffnung auf die Macht der öffentlichen Meinung und auf den weisen, aufgeklärten, seine Gewalt selber beschränkenden Fürsten » (p. 197). Or l'opinion publique s'appuyait sur la presse, d'où les grands efforts faits partout pour dynamiser ou pour fonder les journaux. Dans ce jeu, les intellectuels n'ont su toujours éviter les pièges de l'opportunisme ou d'un 'esthétisme' qui tout en prétendant refouler les abus du pouvoir politique savait assurer une vie commode à ses propagateurs : le phénomène peut être retrouvé dans notre siècle, aussi bien qu'au siècle passé, à l'époque du « talentueux et très honorable Stépan Trophimovitch Verkhovensky » (ce que l'auteur appelle « eine nur verstärkende Tendenz, sich enttäuscht vom Politischen abzuwenden und nach ästhetischer Versöhnung der im politischen Raum — noch oder überhaupt — unvereinbaren Gegensätze zu suchen » (p. 200). Tout en proclamant l'importance de la vie publique et de la consolidation de l'Etat, ces intellectuels ont mis les choses au-dessus des hommes ; on pourrait aussi dire que tout en parlant de la « Polizei », les intellectuels ont fini par considérer que 'poliz' est le suprême objectif de l'homme et 'police' la meilleure institution créée par lui et qu'il fallait soutenir directement. Les causes de ce phénomène à longues répercussions se trouvent dans la participation des intellectuels aux mécanismes de l'Etat (« sic waren sozusagen vom Bau », p. 255) et à leur manière de regarder le couple comme une masse qui devait être édu-

quée, c'est-à-dire qui devait se conformer à leurs propres désirs (« Sie alle verstanden sich als Kenner und Sachwalter der Bedürfnisse und Interessen der Bevölkerung, als Repräsentanten des gemeinen Wesens », p. 260). Ce trait est peut-être plus accentuée chez les « théoriciens sans patrie », ceux qui se complaisaient dans le jeu de mots et d'idées, les bâtisseurs d'utopies et les organisateurs du bonheur des autres (dans ce sens, l'étude d'Otto Brunner sur l'époque des idéologues dans *Neue Wege der Vefassungs-und Sozialgeschichte*).

L'écho de la Révolution Française, événement qui a marqué l'existence du continent européen dans son entier, n'a pas dépendu d'une information précaire, comme dans le Sud-Est de l'Europe : les intellectuels allemands ont perçu clairement les phases du mouvement et ont été déçus par la violence inutile des jacobins qui a confirmé leurs idées sur la nécessité d'une réforme équilibrée de la société traditionnelle faite en partant des principes de la vie rationnelle (« die gesellschaftliche und politische Ordnung nach den Einsichten der Vernunft und den Grundsätzen des rechtverstandenen Nutzens für alle Menschen zu reformieren », p. 209). Mais, ils n'ont pas manqué d'observer que la France avait pris l'initiative et qu'elle donnait le ton à un moment où on attendait son déclin. L'attitude face à la Révolution Française et aux grands problèmes soulevés par les transformations survenues à cette époque a été inspiré par le patriotisme que le pr. Vierhaus évoque souvent dans ses études. Il distingue, d'ailleurs, le patriotisme des intellectuels de celui des princes, un démarcation que des contributions récentes ont opéré aussi dans la culture roumaine de l'époque des Phanariotes ; nous avons proposé une démarcation entre le patriotisme 'organique', issu des relations entre les membres de la famille, les habitants des villages ou des quartiers des villes, et le patriotisme 'organisé', promu par les détenteurs du pouvoir politique (« Monarchen betonten dass sie aus Vaterlandsliebe handelten », p. 100). Mais même les adeptes du patriotisme 'organique' ont sombré dans un esprit de clocher lorsqu'ils ont accordé une place trop importante à la constitution de l'Etat national, en tant que forme suprême du bonheur collectif (dans ce sens les réflexions de l'auteur, p.103, 108).

Rudolf Vierhaus accorde une place privilégiée aux continuités culturelles pour mieux saisir le mécanisme des transformations. Il nous semble que c'est le rôle même de l'histoire de refaire la longue durée afin de montrer aux hommes que l'événement le plus fascinant peut sortir d'une simple conjoncture et que l'acte proclamé éternel n'a parfois aucun support. Sans réflexion, la narration historique reste un tas de faits que n'importe quel type de computer sait retenir. En nous présentant le cas allemand, le pr. Vierhaus dirige, toujours, notre attention vers nous-mêmes et vers les autres, vers les innovations et les constantes du devenir historique.

*Alexandru Dușu*

**TAROM**  
will help you  
discover the world



ROMANIAN AIR TRANSPORT

## TRAVAUX PARUS AUX ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

- DIONISIE ECLESIARHUL, **Hronograful (1764—1815)** (Le Chronographe 1764—1815). Transcription d'après l'original, indice et glossaire par DUMITRU BĂLAȘA et NICOLAE STOICESCU. Notes et commentaires par NICOLAE STOICESCU. Collection «Cronicile medievale ale României», X, 1987, 182 p.
- GHEORGHE BRANCOVICI, **Cronica românească** (La chronique roumaine). Edition critique par DAMASCHIN MIOC et MARIETA ADAM-CHIPER. Collection «Cronicile medievale ale României», XI, 1987, 91 p.
- TIMOTEI CIPARIU, **Opere**, vol. I (Œuvres). Edition parue par les soins de CARMEN GABRIELA PAMFIL, 1987, 476 p.
- ION COTEANU, MARIUS SALA, **Etimologia și limba română. Principii, probleme** (L'Éty-mologie et la langue roumaine. Principes, problèmes), 1987, 160 p.
- AL. MAREȘ, **Filigramele hirtiei întrebuințate în țările române în secolul al XVI-lea** (Les filigranes du papier utilisé dans les pays roumains au XVI<sup>e</sup> siècle), 1987, 428 p. + 1755 fig.
- Inscripțiile din Scythia Minor grecești și latine. Tomis și teritoriul său**, vol. II (Les inscriptions grecques et latines de Scythia Minor. Tomis et son territoire). Recueil, traduction et commentaire par IORGU IORDAN, index par AL. SUCEVEANU. Deuxième série. Collection «Inscripțiile antice din Dacia și Scythia Minor». Paru par les soins de D. M. PIPPIDI et I.I. RUSSU, 1987, 455 p. + 80 pl.
- ȘTEFAN LACHE et GHEORGHE ȚUGUI, **La Roumanie et la Conférence de la Paix de Paris (1946)**, «Bibliotheca Historica Romaniae», 1987, 246 p.
- Instituțiile feudale din România. Dicționar** (Les institutions féodales de Roumanie, Dictionnaire). Coordonateurs O. SACHELARIE et NICOLAE STOICESCU, 1987.

ISSN 0035—2063

REV. ÉTUDES SUD-EST EUROP., XXVII, 3, p. 195—206, BUCAREST, 1989



I. P. Informația c. 1315

43 456

Lei 50